

## Révision du zonage d'assainissement de Brussieu

---

dossier d'enquête publique



juin 2020

# SOMMAIRE

AVANT PROPOS	page 4
PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE	page 5
GENERALITES	page 6
<b>1. MILIEU PHYSIQUE</b>	
Occupation des sols	page 7
Contexte géologique et pédologique	page 7
Contexte climatique	page 8
Contexte hydrogéologique	page 8
Contexte naturel	page 8
<b>2. PRESENTATION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE</b>	
Présentation générale	page 10
Inondabilité	page 12
Qualité des eaux	page 13
<b>3. DOCUMENTS CADRE DE LA GESTION DE L'EAU</b>	
SDAGE RMC	page 15
Contrat de milieux – Rivières Brévenne – Turdine	page 16
Zones sensibles à l'eutrophisation	page 17
Zones vulnérables aux nitrates	page 17
Périmètre de protection	page 17
<b>4. DOCUMENTS CADRE DE LA GESTION DE L'EAU</b>	
Directive Territoriale d'Aménagement	page 18
SCOT des Monts du Lyonnais	page 18

-----MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT-----

**5. OBJECTIFS, ENJEUX ET REGLEMENTATION**

Objectifs page 21

Rappels réglementaires page 22

**6. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Organisation locale de l'assainissement collectif page 24

Présentation du réseau d'assainissement page 24

Présentation des unités de traitement page 26

**7. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Organisation locale de l'assainissement non collectif page 35

Diagnostic des installations ANC page 38

Faisabilité de l'assainissement non collectif page 38

**8. DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Liste des dispositions page 39

**9. ANOMALIES ET DYSFONCTIONNEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT**

Liste des anomalies page 40

**10. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Etat des scénarios de raccordement prévus dans le SGA page 41

Zones en assainissement collectif page 42

Zones en assainissement non collectif page 42

Cartographie du zonage d'assainissement page 43

**11. CONCLUSION**

page 44

# AVANT PROPOS

Dans le cadre de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de Brussieu a souhaité réviser le zonage d'assainissement et le zonage pluvial afin de mettre les annexes sanitaires du PLU en conformité avec les nouvelles zones urbanisables ou à urbaniser.

Un dossier d'enquête publique dédié au zonage pluvial a été rédigé en parallèle par le bureau d'études Réalités Environnement.

Le SIMA COISE assure la gestion de **l'assainissement non collectif** et la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais est compétente en matière **d'assainissement collectif** depuis le 01/01/2020, la commune de Brussieu assure quant à elle, la compétence pour la gestion **des eaux pluviales**.

Afin de garantir une cohérence en termes de gestion des eaux usées et des eaux pluviales et pour se conformer au Code Général des Collectivités Territoriales, les enquêtes publiques du zonage d'assainissement et du zonage des eaux pluviales sont engagées conjointement.

L'enquête publique liée à la modification du zonage d'assainissement est portée par la commune de Brussieu.

Le présent rapport constitue le projet de zonage d'assainissement, **valant dossier d'enquête publique**.

# Présentation de la collectivité

# Généralités

La commune de Brussieu se situe dans le département du Rhône, au nord-ouest de Lyon, dans les coteaux du Lyonnais.

Brussieu est intégrée dans le périmètre de la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais et son territoire communal s'étend sur une superficie de 6.74 km<sup>2</sup>.

Brussieu est drainée par la Brévenne qui prend sa source dans le département de la Loire) 620 mètres NGF d'altitude (sur la commune de Maringes). Elle se jette dans l'Azergues au sud de Villefranche sur Saône après un parcours de 40 kilomètres. Sa pente moyenne est de 1.6% et ses principaux affluents sont (d'amont vers aval) : le Cosne, les Conan, le Penon, le Trésonce et la Turdine qui conflue à L'Arbresle.

Au 31/12/2016 la commune comptait 1373 habitants. La population est en constante augmentation depuis les années 70 : depuis 2011, la croissance démographique à un taux moyen de 13.47 %.

L'habitat de la commune s'organise principalement autour du bourg et du hameau de la Giraudière. Les autres principaux hameaux de la commune sont « le Charmeton », « le Prat », « le Drillard », « les Alouettes », « le Chambost », « le Poculot », « le Gonichon », « la Roche », « Charachon », « le Rotozan » et « Marmion ».

Le territoire de la commune est traversé par la RD 389 qui assure la liaison entre la haute vallée de la Brévenne et la commune de L'Arbresle. La départementale n°636 permet de relier Brussieu (au niveau du hameau du Chambost) à la commune de St Laurent de Chamousset en passant par le nord de la commune et la n°101 dessert les hameaux de « Rotozan » et du « Chambost » avant de retrouver la départementale n°389 au lieudit « le Moulin ».

La commune de Brussieu ne constitue pas un pôle touristique majeur, les affluences saisonnières de populations liées aux activités touristiques sont limitées.





## 1. MILIEU PHYSIQUE

### 1.1 Occupation des sols

Le territoire communal est majoritairement occupé par des prairies (représentant 62 % du territoire). Les forêts représentent une part non négligeable des terrains (22 %). Les zones agricoles représentent 9 % de l'occupation des sols, les zones urbanisées 5 % et les carrières 2 %.

La commune présente donc un caractère rural marqué avec une occupation des sols dominée par la présence de prairies et de forêts.

Les surfaces imperméabilisées se concentrent principalement au droit du bourg communal et des hameaux limitrophes ainsi que du hameau « La Giraudière » mais ne constituent qu'une faible partie du territoire étant donné que l'habitat est diffus sur la commune.

### 1.2 Contexte géologique et pédologique

Le contexte géologique de la commune est constitué de plusieurs faciès :

- la majeure partie de la commune repose sur une formation de basalte ;
- le nord de la commune est marqué par la présence d'une formation de kératophyre (roche volcanique résultant de l'altération d'une lave acide) ;
- le nord de la commune présente également une formation de granite et micro-granite. Cette formation est retrouvée de manière ponctuelle au sud du territoire ;
- enfin, des formations alluviales sont situées à proximité de la Brévenne.

*D'une manière générale, le sol de la commune de Brussieu, caractérisé principalement par la présence de roches volcaniques (granite, basalte) semble présenter une mauvaise capacité d'infiltration. Toutefois, au bord de la Brévenne où des formations alluviales sont identifiées, la perméabilité du sol peut être localement plus favorable.*

Dans le cadre de la réalisation de la carte communale (en 2003), une étude géotechnique avait été effectuée par la société Hydro-géotechnique Sud-est. Des études pédologiques ont ainsi été menées au droit du hameau de la « Giraudière » afin de caractériser la nature du sol d'une partie de la commune de Brussieu.

Pour cela, huit sondages de sol ont été effectués (ceux-ci n'ont pas été associés à des tests de perméabilité). Ces sondages permettent de constater que le sol de la commune, au droit du hameau de la Giraudière, est marqué par la présence d'un substratum rocheux à faible profondeur, recouvert, pour l'ensemble des sondages, par une formation d'argile. Bien que des tests de perméabilité n'aient pas été réalisés lors de ces sondages, ceux-ci confirment la nature **imperméable** des sols de la commune.

De même, dans le cadre du Schéma Général d'Assainissement (SGA) de la commune de Brussieu (réalisé en 2004-2005 par le bureau d'études BETURE-CEREC), 16 sondages ont été réalisés ainsi que 15 tests d'infiltration. Ces sondages ont été effectués sur l'ensemble du territoire communal. Ils ont présenté des éléments variables consultables en annexe n°1. Ces sondages permettent de constater que le sol de la commune est majoritairement composé de terre végétale et/ou de terre limono-sableuse, reposant sur un socle rocheux affleurant ou situé à faibles profondeurs.

Les perméabilités mesurées sont comprises entre 1 et 70 mm/h c'est-à-dire permettant de classer les sols de la commune comme imperméables sur certains secteurs mais également comme très perméables sur d'autres.

La majorité des zones de la commune présente des sols n'étant pas aptes à l'infiltration des eaux pluviales. Toutefois, les secteurs situés à proximité des cours d'eau ou des talwegs (« le Drillard », « le Gonichon », « le Rotozan ») présentent des perméabilités favorables à l'infiltration.

## 2.1 Contexte climatique

La commune de Brussieu se situe à 30 km de Lyon et 30 km de Tarare. Le climat du Rhône est de type semi-continental avec des influences alternées des climats méditerranéen, continental et océanique.

Les hivers sont assez rigoureux et les étés sont chauds et ensoleillés. Le vent est canalisé dans la vallée.

La région située à proximité de Tarare présente une pluviométrie variable en fonction de l'altitude : entre 700 et 1 000 mm/an. La moyenne nationale se situant aux alentours de 850 mm/an.

## 2.2 Contexte hydrogéologique

Le territoire communal est dépourvu de ressources en eaux souterraines notables. Aucun captage destiné à l'eau potable n'est recensé sur la commune.

## 2.3 Contexte naturel

**Natura 2000** : la commune de Brussieu se situe en dehors de tout périmètre « Zone Natura 2000 ».

### Espace Boisé Classé :

Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue dans le code forestier.

Une exception est faite pour certaines exploitations de produits minéraux et sous conditions particulières.

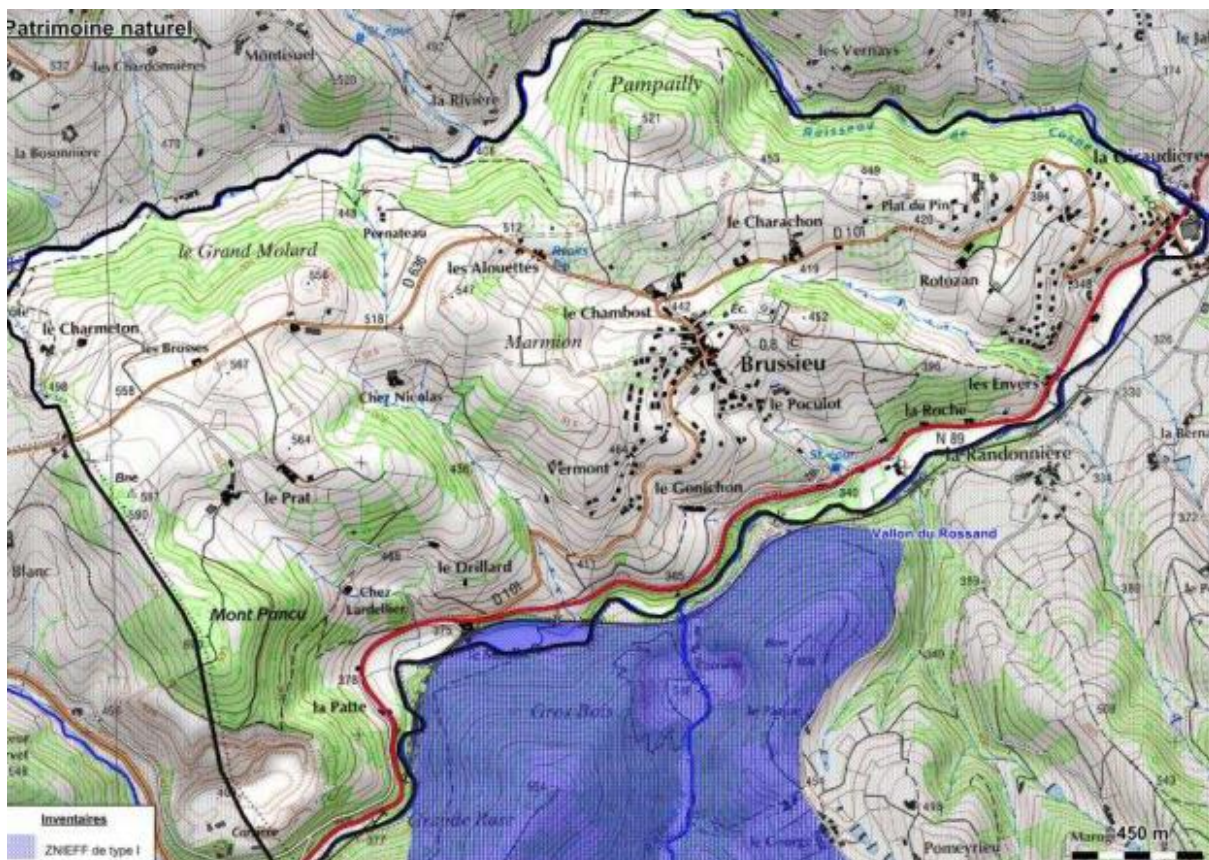
Dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de commune où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit mais où ce plan n'a pas encore été rendu public, ainsi que dans tout espace boisé classé, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable, sauf dans les cas suivants :

- s'il est fait application des dispositions du code forestier,
- s'il est fait application d'un plan simple de gestion approuvé,
- si les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation par catégories par arrêté préfectoral.



**ZNIEFF** : La commune est concernée par le périmètre d'une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I : « Vallon du Rossand ».

L'existence d'une ZNIEFF n'est pas en elle-même une protection réglementaire. Toutefois, la présence d'une ZNIEFF est révélatrice d'un intérêt biologique particulier, et peut constituer un indice à prendre en compte par la justice lorsqu'elle doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des différentes dispositions sur la protection des milieux naturels.



Il n'a pas été recensé d'autres zones naturelles (zone ZICO ou Natura 2000).

#### **Inventaire des Espaces Naturels Sensibles : Le vallon du Rossand (ENS n°20)**

Emprise des communes : Saint-Genis-l'Argentière, Montromant, Brussieu, Courzieu (cf. annexe n°3).

Le vallon du Rossand présente une diversité de milieux naturels, caractéristiques des monts du Lyonnais, favorable à une faune remarquable : des rapaces utilisent le vallon comme zone de chasse, des oiseaux liés au réseau bocager, des amphibiens qui se reproduisent dans les mares et une faune particulière adaptée aux coteaux secs.

La présence de la carrière et du cours d'eau favorise également la présence d'espèces spécifiques : oiseaux rupestres, faune aquatique.

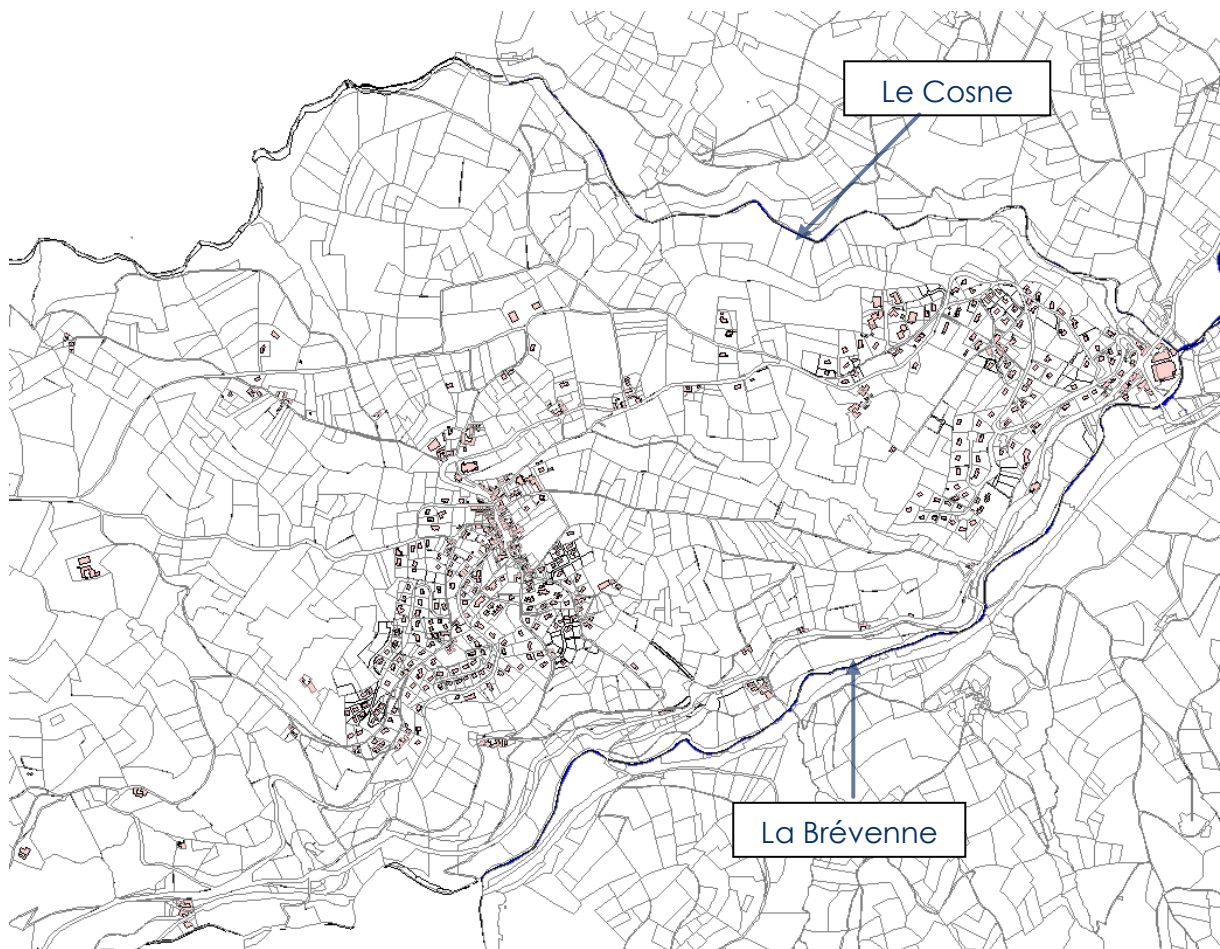
## 2. PRESENTATION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE

### 2.1. Présentation générale

Le réseau hydrographique local est constitué des entités suivantes :

- Le ruisseau de Cosne ;
- La Brévenne ;
- Différents talwegs non permanents permettant de drainer la commune.

La figure suivante présente le réseau hydrographique local :



**Le ruisseau du Cosne :** Il prend sa source à Montrottier, dans le département du Rhône, à environ 650m d'altitude. Le cours d'eau présente une orientation nord/sud en amont de Brussieu puis ouest/est au droit de Brussieu et ce, jusqu'à la confluence avec la Brévenne en rive gauche, au droit du lieu-dit « La Giraudière ».

Le bassin versant drainé par le ruisseau du Cosne est de 23,59 km<sup>2</sup> pour un parcours d'environ 11,4 km.

Le tableau suivant présente les caractéristiques du bassin versant du ruisseau de Cosne :

Caractéristiques	Bassin versant Confluence avec la Brèvenne
Superficie (km <sup>2</sup> )	23,59
Longueur (km)	11,4
Pente moyenne (%)	21
Coeff. imperméabilisation (%)	2,5
Coeff. ruissellement 10 ans / 100 ans	0,17 / 0,27

*Caractéristiques du bassin versant du Ruisseau du Cosne*

**Son régime hydrologique** : aucune donnée hydrologique n'a été recensée sur le ruisseau du Cosne. Le débit décennal du ruisseau de Cosne a été estimé par différentes méthodes usuelles de l'hydrologie, à savoir SOGREAH, CRUPEDIX et réservoir linéaire. Le débit centennal a été estimé par la méthode du réservoir linéaire ainsi qu'une méthode empirique basée sur le rapport Q 100 / Q 10 (rapport Q 100 / Q 10 de 2,4).

**La rivière Brèvenne** : elle prend sa source sur la commune de Viricelles, dans le département de la Loire, à environ 620 m d'altitude. Après un parcours de 39 km, le cours d'eau conflue avec l'Azergues en rive droite, au droit de la commune de Lozanne. La Brèvenne présente une orientation sud-ouest/nord-est sur la majorité de son linéaire. Au droit de la confluence avec l'Azergues, la Brèvenne draine un bassin versant de 300 km<sup>2</sup>.

Le principal affluent de la Brèvenne est la Turdine, avec qui le cours d'eau conflue au droit de la commune de l'Arbresle, c'est-à-dire en aval de Brussieu.

**Son régime hydrologique** : la Brèvenne présente des fluctuations saisonnières de débit assez importantes. Les hautes-eaux se situent en hiver et au printemps (de Novembre à Mai inclus), et se caractérisent par des débits mensuels moyens allant de 1,83 à 2,44 m<sup>3</sup>/s.

Les basses-eaux ont lieu de Juillet à Septembre, avec une baisse du débit mensuel moyen jusqu'à 0,343 m<sup>3</sup>/s au mois d'Août. Une station de mesure hydrométrique est établie sur la Brèvenne en amont de la confluence de la Brèvenne et de la Turdine. Cette station, située à Sain-Bel (code hydrologique : U4635010), contrôle un bassin versant de 219 km<sup>2</sup> et donne les informations suivantes :

La Brèvenne	Débit moyen interannuel (module) (m <sup>3</sup> /s)	QMNA5 (m <sup>3</sup> /s)	QJ (crue) - Fréquence quinquennale (m <sup>3</sup> /s)	Débit spécifique Fréquence quinquennale (l/s.ha)	QJ (crue) - Fréquence décennale (m <sup>3</sup> /s)	Débit spécifique Fréquence décennale (l/s.ha)	QJ (crue) - Fréquence cinquennale (m <sup>3</sup> /s)	Débit spécifique Fréquence cinquennale (l/s.ha)
Sain-Bel	1,49	0,055	33	1,5	41	1,9	60	2,7

*Débits caractéristiques de la Brèvenne à Sain Bel – Banque HYDRO*



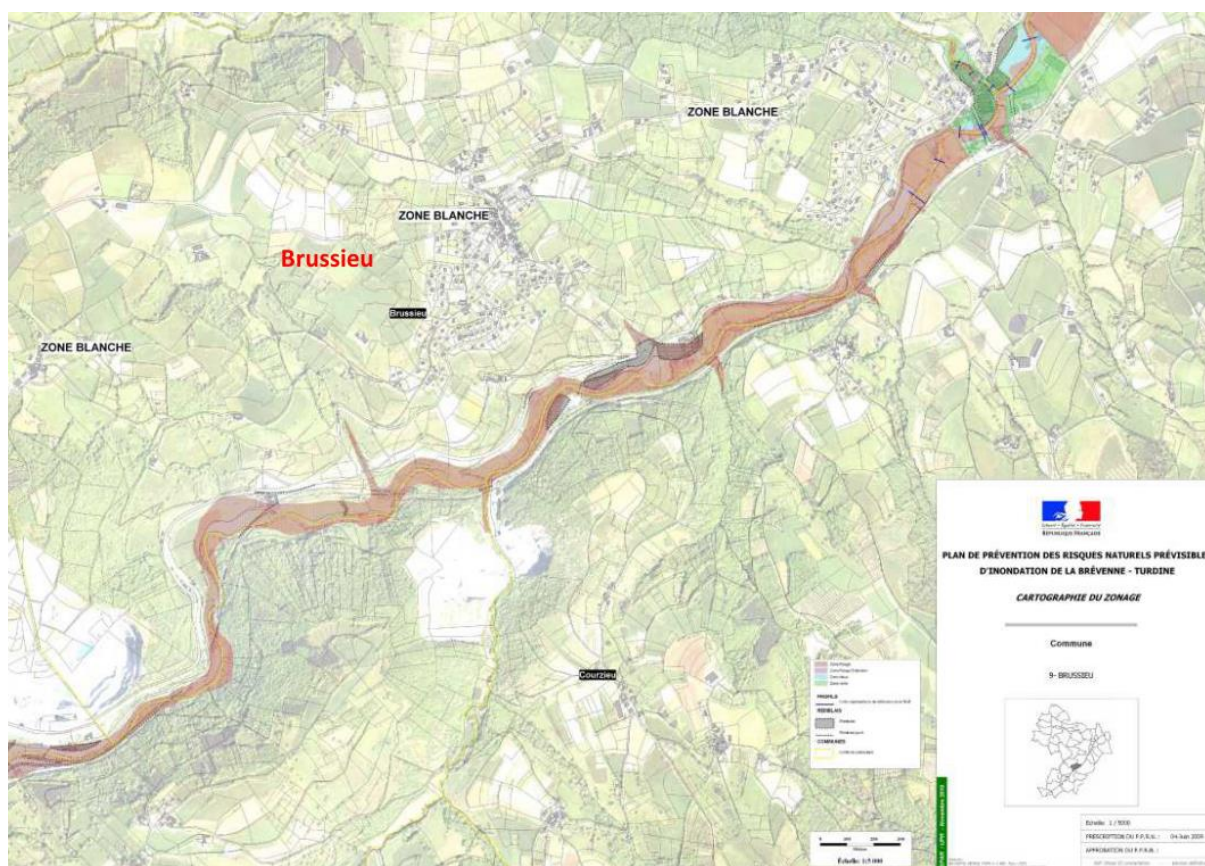
## 2.2. Inondabilité

Brussieu est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'inondation de la Brévenne et de la Turdine. Celui-ci a été prescrit le 4 juin 2009 et concerne 47 communes, dont Brussieu.

Les PPRI valent servitude d'utilité publique et doivent être annexés aux documents d'urbanisme des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme. Les dispositions du PPR prévalent sur celles du document d'urbanisme en cas de dispositions contradictoires.

La mise en conformité du document d'urbanisme avec le PPRI n'est pas obligatoire, mais apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes. Pour satisfaire à cette cohérence, la commune de Brussieu a réalisé un zonage de gestion des eaux de ruissèlement et des eaux pluviales sur son territoire. Ce zonage, au même titre que celui portant révision du zonage d'assainissement, compose l'une des annexes sanitaires du PLU.

La figure suivante est un extrait de la cartographie des aléas du PPRI Brévenne-Turdine à Brussieu. La Brévenne longe la commune de Brussieu sur environ 5 km. Le champ d'expansion de la crue sur la commune est classé en zone rouge et vert.



La zone rouge concerne le secteur situé en bordure de la Brévenne, soit principalement une zone ne présentant aucun enjeu car non-urbanisée.

La zone verte concerne une partie du hameau de la « Giraudière », dont notamment de nombreuses habitations et entreprises.

Le champ d'expansion de la Brévenne est donc susceptible d'avoir un impact du fait de la présence de riverains et d'entreprises dans ce champ d'expansion des crues (zone verte concernant le hameau de la « Giraudière »), créant ainsi des enjeux non-négligeables.

Toutefois, la majeure partie de la commune est située en zone « non exposée à un risque d'inondation » mais susceptible d'aggraver ce risque. Ces zones sont classées comme « zones blanches » dans le PPRI et sont appelées « zones d'apport en eaux pluviales ».

## 2.3. Qualité des eaux

Les données présentées ci-dessous sont issues du suivi de la qualité des cours d'eau effectué dans le cadre du contrat de rivières Brévenne – Turdine 2009-2014 initié par le SYRIBT.

Dans le cadre de ce contrat de rivières, un état des lieux de la qualité des cours d'eau a été effectué (campagne de mesure 2006-2007) et il apparaît qu'une station de mesures a été implantée sur la Brévenne en aval de Brussieu ainsi que sur le ruisseau de Cosne au droit du hameau de la «Giraudière».

### 2.3.1. Qualité physico-chimique

La station établie sur la Brévenne montre des eaux de qualité médiocre. Les **nitrates** sont le critère le plus déclassant (qualité médiocre) alors que les **matières azotées et phosphorées** classent ce cours d'eau en qualité moyenne et que les matières organiques le classent en qualité bonne.

La station présente sur le ruisseau de Cosne montre des eaux de qualité moyenne. Les nitrates et le phosphore sont les critères les plus déclassant (qualité moyenne) alors que les matières azotées classent ce cours d'eau en qualité bonne et que les matières organiques le classent en qualité très bonne.

Bien que la commune de Brussieu soit située en tête de bassin versant, ces résultats illustrent la contamination de ces cours d'eau par des rejets domestiques et des rejets agricoles diffus.

### 2.3.2. Qualité hydrobiologique

Aucune donnée n'a été recensée sur la qualité hydrobiologique des cours d'eau à proximité de la commune de Brussieu.

### 2.3.3. Qualité piscicole

Les données présentées ci-dessous sont issues de l'étude piscicole et astacicole de l'observatoire piscicole du bassin versant Brévenne-Turdine, étude réalisée en 2010 par la Fédération du Rhône pour la Pêche et la Protection du Milieu.

Dans le cadre de cette étude, un diagnostic des peuplements piscicoles a été réalisé. 43 stations de mesure ont été analysées sur l'ensemble du bassin versant, dont une sur le ruisseau de Cosne au droit de Brussieu et deux stations sur la Brévenne à proximité de Brussieu.

De manière générale, la Brévenne présente des **peuplements piscicoles dégradés** dès l'amont (peuplements déséquilibrés en faveur des espèces tolérantes comme la loche franche). Le profil en long du cours d'eau permet d'expliquer ce constat. En effet, la tête de bassin versant est située dans une plaine relativement large facilitant la culture du maïs dont les apports en matière organiques et en nutriments peuvent s'avérer importants. La présence de rejets domestiques directs (Aveize) ou via des petits affluents (Les Halles via le Charachet) participent également à la dégradation de la qualité de l'eau dès l'amont.

Au droit et en aval de Brussieu, la Brévenne est classée en qualité piscicole médiocre voire mauvaise. Pour ce qui est du ruisseau de Cosne, ce cours d'eau fait l'objet d'une dégradation importante en amont de Brussieu du fait d'un ensablement important lié à la fragilité des sols mais également aux pratiques culturales. La culture du maïs ne permet pas une bonne stabilité des sols et entraînent une mise à nue en hiver lorsque les pluviométries sont importantes. L'amont de ce cours d'eau étant particulièrement

touché, le sable occupe 65 % de la station entraînant une homogénéisation des habitats et un colmatage du substrat.

En revanche, au droit de la commune de Brussieu, l'Indice Poisson Rivière (IPR) réalisé en 2007-2009 classe le cours d'eau en bonne qualité piscicole.

### 3. DOCUMENTS CADRE DE LA GESTION DE L'EAU

#### 3.1. SDAGE RM&C

Afin d'atteindre les objectifs de qualité fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), un nouveau SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 a été adopté le 20 novembre 2015 par le Comité de Bassin.

Les mesures territorialisées en lien avec la problématique « assainissement » sont les suivantes :

« Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé »

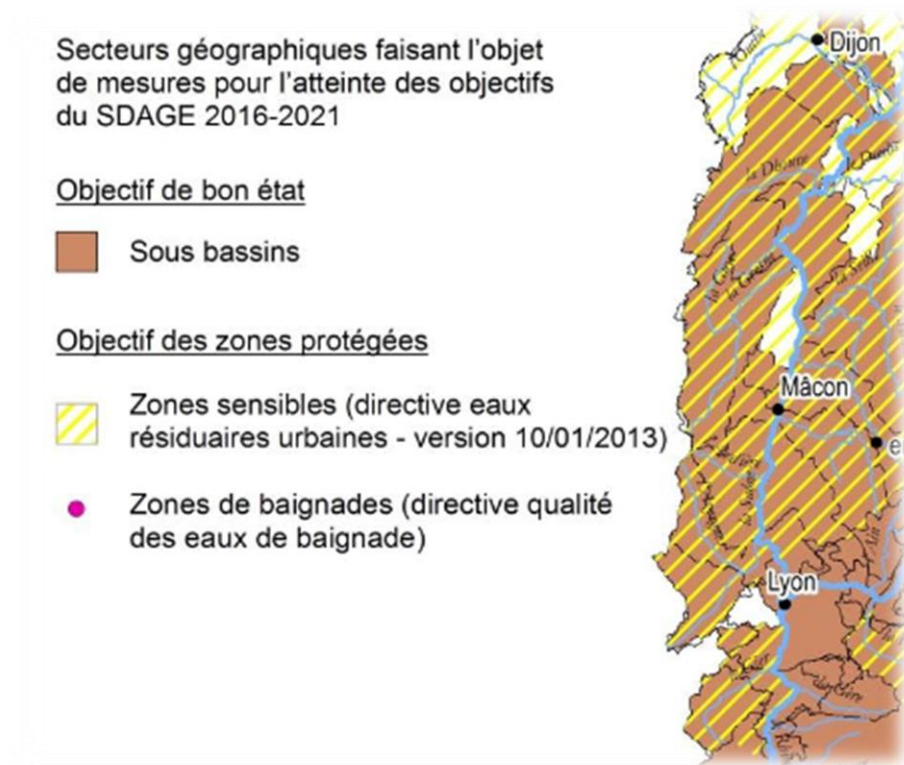
A - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;

B - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;

C - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses ;

D - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;

E - Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine.



**Remarque :** La commune de Brussieu n'est concernée par aucun Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE).



### 3.2. CONTRAT DE MILIEUX - RIVIERES BREVENNE/ TURDINE

Le contrat de milieu est un accord technique et financier prévu généralement pour 5 à 7 ans et concerté entre les collectivités locales d'un même bassin versant, l'Etat, le Conseil Régional, l'Agence de l'eau et les usagers (chambres consulaires, industriels, associations, fédérations de pêche, etc.).

Les contrats ont pour objectif de redonner vie à la rivière, à la fois par l'amélioration de la qualité de l'eau (volet A), la restauration et l'entretien des berges du lit, la prévention des crues, et par la mise en valeur de l'espace rivière (volet B). Il fait l'objet d'une communication (volet C) et d'une concertation élargie.

La commune de Brussieu se situe dans le périmètre du contrat de milieu Brèvenne-Turdine (contrat pluri thématiques), en cours d'exécution.

Les objectifs de ce contrat de rivière sont notamment (liste non exhaustive) :

Origine de l'action	Objectif	N° fiche action	Action
<b>Volet A : QUALITE DES EAUX</b>			
<b>Sous-Volet A-1 : Réduction des phytosanitaires en zone non agricole</b>			
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires non agricoles	1	Achat de matériel de désherbage alternatif
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires non agricoles	2	Formation/sensibilisation des communes aux risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires non agricoles	3	Communication autour de la réduction des phytosanitaires dans les communes
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires non agricoles	4	Sensibilisation des jardiniers amateurs et du grand public à la réduction des produits phytosanitaires
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires non agricoles	5	Sensibilisation des entreprises du bassin versant à la réduction des produits phytosanitaires
<b>Sous-Volet A-2 : Réduction des pollutions d'origine agricole</b>			
Financement dans le cadre du PDRR - autorité de gestion Conseil Régional AURA			
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires agricoles	6	Achat de matériel de désherbage alternatif agricole
Financement dans le cadre du plan ECOPHYTO II - autorité de gestion DRAAF DREAL - Appel à projets "Animation - Groupe en transition vers l'agro-écologie"			
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires agricoles	7	Journées de sensibilisation et formation des agriculteurs à la réduction des produits phytosanitaires
PDM/étude bilan	Réduction des phytosanitaires agricoles	8	Sensibilisation des agriculteurs à la réduction des produits phytosanitaires - documents techniques
<b>Sous-Volet A-3 : Réduction des pollutions d'origine non domestique</b>			
étude bilan	Réduction des pollutions "urbaines"	9	Communication sur l'état des lieux et la réglementation liés aux rejets non domestiques
étude bilan	Réduction des pollutions "urbaines"	10	Mise en place/suivi des conventions de rejet avec les entreprises concernées : embauche d'un technicien dédié à l'échelle bassin versant

La présente révision est plus particulièrement concernée par le volet A3 « réduction des pollutions d'origine non domestiques ».

### 3.3. ZONES SENSIBLES A L'EUTROPHISATION

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n°94-469 du 03/06/1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive n°91/271 du 21/05/1991.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eaux significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions azotées et phosphorées responsables de l'eutrophisation (prolifération d'algues).

Ces zones sont délimitées dans l'arrêté du 23 novembre 1994, modifié par l'arrêté du 22/12/2005, puis par l'arrêté du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée. Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'actions qui comporte des prescriptions relatives à la gestion de la fertilisation azotée, à l'interculture, par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone. Il est construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

D'après l'arrêté du 21 juillet 2015, les stations de plus de 2000 EH, dont le rejet se situe en zone sensible à l'eutrophisation, sont soumises à des normes de rejet en azote et en phosphore plus contraignantes.

**A noter qu'une importante partie du territoire de Brussieu est concernée par cette zone sensible à l'eutrophisation.**

### 3.4. ZONES VULNERABLES AUX NITRATES

La directive 91/676 du 13 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Directive "Nitrates") fixe comme objectif la réduction de la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Un arrêté a été signé le 28 juin 2007 par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée définissant les zones vulnérables aux nitrates et le 27 Août 2007 par le préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne.

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'action qui comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée et de l'interculture par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone. Il est également construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

**Le territoire de Brussieu n'est pas listé dans l'arrêté concerné par cette directive.**

### 3.5. PERIMETRE DE PROTECTION

A ce jour, aucun périmètre de protection de captage d'eau n'a été recensé sur la commune de Brussieu.

## **4. URBANISME ET INTERCOMMUNALITES DE PROJETS**

### **4.1. DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT (DTA)**

La DTA s'impose au Schéma de Cohérence Territorial et par conséquent au Plan Local d'Urbanisme. Elle inscrit plusieurs projets dont les réalisations sont susceptibles d'impacter le fonctionnement du territoire communal.

La DTA a formulé des prescriptions sur le territoire :

- Le développement urbain visera à renforcer les deux pôles existants ; L'Arbresle en priorité en tant que cœur de bassin géographique, puis Lozanne. Il se fera également dans les communes desservies par des transports collectifs en site propre, en particulier par des transports ferrés régionaux,
- Les documents devront limiter et protéger les coupures vertes,
- La nécessité de préserver l'agriculture, les coteaux et le paysage de l'Ouest Lyonnais, particulièrement dans ce secteur au relief marqué, conduit à privilégier, pour toutes les communes du périmètre, la construction en continuité des bourgs, hameaux et villages existants.

Le territoire communal est inclus dans les territoires périurbains à dominante rurale. Ces secteurs constituent une zone de contacts et d'échanges entre les grands sites naturels et urbanisés. Ils sont soumis à de fortes pressions résidentielles et à de nombreux projets d'infrastructures.

Les enjeux sont les suivants :

- Espace de vigilance, maîtrise du mitage,
- Structuration du développement et maintien de l'offre des espaces verts ouverts agricoles de qualité,
- Renforcement des continuités fonctionnelles et écologiques avec le cœur vert.

### **4.2. SCOT DES MONTS DU LYONNAIS**

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Le SCOT doit lui-même être compatible ou prendre en compte un certain nombre de documents, directives ou schémas. Le Programme Local de l'Habitat (PLH) dont l'élaboration est en cours s'inscrit également dans un rapport de compatibilité avec le SCOT.

Le SCOT des Monts du Lyonnais couvre un territoire de 32 communes (25 communes du Rhône et 7 communes de la Loire). Le SCOT est exécutoire depuis le 13.01.2017. Il est en cours de révision pour tenir compte des évolutions récentes de périmètre.

Depuis le 1er avril 2017, la compétence relative à « l'élaboration, l'approbation, le suivi, l'évaluation, la révision du SCOT » a été transférée du -Syndicat mixte du SCOT des Monts du Lyonnais- à la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais.

### **4.3. DOCUMENT D'URBANISME COMMUNAL**

Le développement urbanistique de la commune est aujourd'hui régi par une carte communale qui fait actuellement l'objet d'une révision. En effet, la commune doit mettre son document d'urbanisme en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) dans un délai de trois ans (à compter de 2017). L'objectif est donc d'avoir un PLU arrêté courant 2019, approuvé et rendu exécutoire fin 2019 / début 2020.

L'enquête publique relative à la révision du document d'urbanisme est menée conjointement à la procédure d'enquête publique du zonage d'assainissement.

Les réflexions engagées dans le cadre de l'élaboration du zonage pluvial et de la mise à jour du zonage d'assainissement ont permis d'alimenter la réflexion sur le développement de l'urbanisation de la commune.

Le zonage d'assainissement a donc été établi en cohérence avec la révision du PLU.

# MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

## 5. OBJECTIFS, ENJEUX ET RÉGLEMENTATION

### 5.1. OBJECTIFS

L'étude de zonage d'assainissement des eaux usées implique plusieurs objectifs :

#### Objectifs « techniques »

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future ;
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif (devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique) et des secteurs en assainissement non collectif (zone d'intervention du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC)) ;
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière ;
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires ;
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchi en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

#### Objectifs « de développement et d'orientations »

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement,
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir, l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

#### Objectifs « réglementaires »

- Le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de la Loi sur l'Eau, qui imposent la réalisation d'un zonage d'assainissement.

L'étude, objet de la présente enquête publique, porte sur la mise à jour du zonage d'assainissement.

L'analyse de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, l'identification des contraintes et l'étude des scénarios de raccordement ont été réalisés dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement réalisé par BETURE-CEREC au cours des années 2004-2005. Les principales conclusions de ces analyses sont reprises dans le présent dossier.

## 5.2. RAPPELS REGLEMENTAIRES

La réalisation du zonage d'assainissement des eaux usées est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, qui précise : (...)

**Article L 2224-10** « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

*1-les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2-les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. » (...)*

Le CGCT précise certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

### **Article L 2224-8**

*I. les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*Dans ce cadre, elles devaient, avant la fin de l'année 2013, établir un schéma d'assainissement collectif comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.*

*II. les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion de raccordement de l'immeuble.*

*L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.*

*III. pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

*1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;*

*2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.*

*Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le*



*contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles devaient effectuer ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.*

*Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

*Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé*

#### **Article R 2224-7**

*Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.*

#### **Article R 2224-8**

*L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement.*

#### **Article R 2224-15**

*Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet d'autre part.*

*Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :*

- de l'efficacité de la collecte des eaux usées,*
- de l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration,*
- des eaux réceptrices des eaux usées épurées,*
- des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

*Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires, à l'Agence de l'eau et au Préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.*

## 6. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – EAUX USÉES

### 6.1 Organisation locale de l'assainissement collectif

La commune portait la compétence assainissement (eaux usées et unitaire) jusqu'au 31/12/2019, elle est également compétente en matière de gestion des eaux pluviales. Depuis le 01/01/2020, la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais assure la gestion de l'assainissement collectif (loi NOTRE).

Le Service Public de l'Assainissement Collectif (SPANC) est quant à lui géré par le SIMA COISE.

D'après les données issues du RQSP 2017, le nombre d'abonnés raccordés au système d'assainissement collectif de la station d'épuration du bourg communal de Brussieu était d'environ 847 EH, soit 319 abonnés. Les abonnés raccordés sur le système d'assainissement de Courzieu (la Giraudière) étaient au nombre de 150, ce qui représente environ 350 habitants.

Depuis le 01/01/2019, la CCPA (assure, par le biais d'une convention signée avec Brussieu et la CCMDL), la collecte et le transport des eaux usées domestiques, leur stockage, l'épuration et le rejet de l'ensemble des eaux collectées.

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées (L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux réseaux disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques, est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (art. L1331-1 du Code de la Santé Publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires. La commune (ou l'EPCI à qui elle a transféré sa compétence assainissement) contrôle la conformité des installations correspondantes (art. L 1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (art. L1331-5 du CSP).

### 6.2 Présentation du réseau d'assainissement

Le plan des réseaux est mis régulièrement à jour par la CCPA dans le cadre de ses compétences. Les investigations de terrain menées par le bureau d'études Réalités environnement, dans le cadre de l'élaboration du zonage de ruissellement et de gestion des eaux pluviales, ont également permis d'actualiser le plan du système de collecte des eaux usées.

Le plan des réseaux figure en annexe n°4.

Le réseau d'assainissement de Brussieu est composé de deux bassins versants :

**Sur le système d'assainissement de Brussieu le bourg :** la collecte et le transport des effluents, pour la partie « publique », est réalisée à la fois de façon séparative (6 515 ml - données RPQS SIABA 2017) et unitaire (4 500 ml) et est opérée de manière gravitaire jusqu'à la station de traitement des eaux usées placée au lieudit « Duthel ».

**Sur le système d'assainissement de Brussieu « la Giraudière » :** la collecte des effluents est également assurée de façon séparative (3 440 ml) et unitaire (1 317 ml) et est opérée de manière gravitaire jusqu'à la station d'épuration de Courzieu implantée au lieudit « la Giraudière ».

Les principales caractéristiques des réseaux sont les suivantes :

- Diamètres des canalisations : de 200 à 400 mm ;
- Conduites circulaires ;
- Tampons circulaires en fonte ;
- Cheminées circulaires coulées sur place ;
- Cunettes coulées sur place.

**Sur le système d'assainissement de Brussieu le bourg :**

Trois antennes « principales » convergent vers l'ouvrage de traitement des eaux usées :

- Une antenne sud qui collecte et transporte les eaux usées en provenance du lotissement Vermont II et du lotissement sis route du Moulin,
- Une deuxième plus « centrale » dessert le lotissement Vermont I et une importante partie de la rue de l'église. L'ensemble des réseaux de collecte rejoint le réseau de transport principal placé en amont de la station d'épuration, rue Jacques Cœur,
- La dernière antenne permet d'assurer la collecte du « Chambost », des habitations placées rue de l'école, chemin de Marmion et du lavoir ainsi que le nord de la rue de l'église. Cette dernière antenne transite par un poste de relevage placé au lieudit « Le Charachon » qui refoule les eaux usées sur un réseau gravitaire placé à l'est du bourg et qui se raccorde au réseau de transport principal.

Trois déversoirs d'orage sont localisés sur le réseau unitaire de ce système :

- DO 1 : lame de surverse placée sur le dessableur, en amont de la station de traitement des eaux usées ;
- DO 2 : il s'agit du trop plein du poste de relèvement des eaux usées du Charachon ;
- DO 3 : déversoir placé sur le réseau qui collecte « le Poculot ».

**Sur celui de Brussieu « Courzieu La Giraudière » :**

Trois antennes « principales » transitent également vers la station de traitement des eaux usées :

- Une antenne sud qui collecte et transporte les eaux usées en provenance de la partie sud du lotissement « les Roches ». Elle traverse la RD 389, collecte les eaux usées du centre d'apprentissage de la Giraudière avant d'arriver sur l'entrée de la station de traitement des eaux usées de la Giraudière sur la commune de Courzieu,
- Une deuxième plus « centrale » dessert le nord du lotissement les Roches ainsi qu'une partie des habitations placées au « Charachon », « Rotozan », « la Giraudière » ;
- La dernière antenne permet d'assurer la collecte des habitations placées le long de la Combe à Grand et du Plat du Pin. Ces deux dernières antennes convergent sur un réseau de transport

placé sur la route de Brussieu et rejoint la station d'épuration de la Giraudière sur la commune de Courzieu.

Cette portion des réseaux de Brussieu n'est pas équipée d'ouvrage spécifique (PR, DO...).

#### **Capacité des réseaux au regard de l'urbanisation future :**

Le PLU de Brussieu prévoit la création de 120 nouveaux logements, ce qui correspond à environ 300 équivalents habitants. En effet, le potentiel habitant par logement sur la commune est de 2.5.

Ces logements seront raccordés sur la future usine intercommunale de la Giraudière qui sera construite sur la commune de Courzieu, au lieudit « Les Allognets ».

Cette station, qui sera mise en service dès 2020 a été dimensionnée en considérant les évolutions de la population à 20 ans pour les 3 communes raccordées (Brussieu, Courzieu et une petite partie de Bessenay).

L'apport des eaux usées supplémentaires est compatible avec les capacités des réseaux d'assainissement.

### **6.3 Présentation des unités de traitement**

Les effluents collectés par les réseaux d'assainissement sont actuellement dirigés vers deux stations de traitement des eaux usées.

La première station traite uniquement les effluents en provenance de Brussieu-bourg, elle est située en contrebas du village, au lieudit « Duthel ». Cette station permet de traiter environ 1000 EH. **Elle n'est plus adaptée au contexte réglementaire** et va faire l'objet d'une démolition dans les prochains mois.

Une étude de maîtrise d'œuvre est actuellement en cours et l'objectif de cette dernière est de raccorder les effluents en provenance du bourg de Brussieu sur la nouvelle usine intercommunale de Courzieu.

La seconde station d'épuration est située au lieudit « La Giraudière », elle traite les effluents du bourg de la Giraudière (hameau placé sur 3 communes) ainsi que l'ensemble des eaux usées de Courzieu. Cette station est actuellement en capacité de traiter 2000 EH.

**Cette usine ne répond plus au critères environnementaux et réglementaire et va faire l'objet d'une reconstruction (exercice 2019-2020).**

#### **1. Station d'épuration de Brussieu :**

Cette station dispose d'une capacité nominale de 1 080 EH. Elle a été conçue pour traiter des eaux usées domestiques essentiellement.

Les caractéristiques nominales de la station sont les suivantes :

- Débit de référence : 162 m<sup>3</sup>/j
- Charge nominale (DBO5) : 64.8 kg/j
- Capacité en EH : 1 080

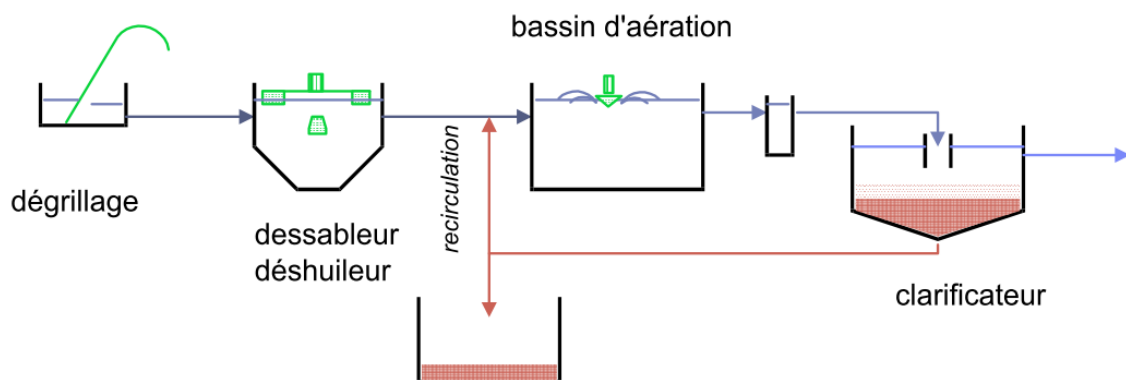
La file eau est composée :

- Dégrillage : un dégrilleur courbe automatique
- Déversoir d'orage : lame de surverse et un canal
- Dessableur
- Bassins d'aération : deux bassins d'anaérobies + deux turbines
- Dégazage naturel : un bassin
- Recirculation : une pompe submersible, une canalisation de refoulement,
- Clarificateur
- Rejet : un canal de sortie en V



La file boue est composée :

- Types de traitement : déshydratation des boues
- Ouvrages et équipements : recirculation, extraction, 4 lits de séchage

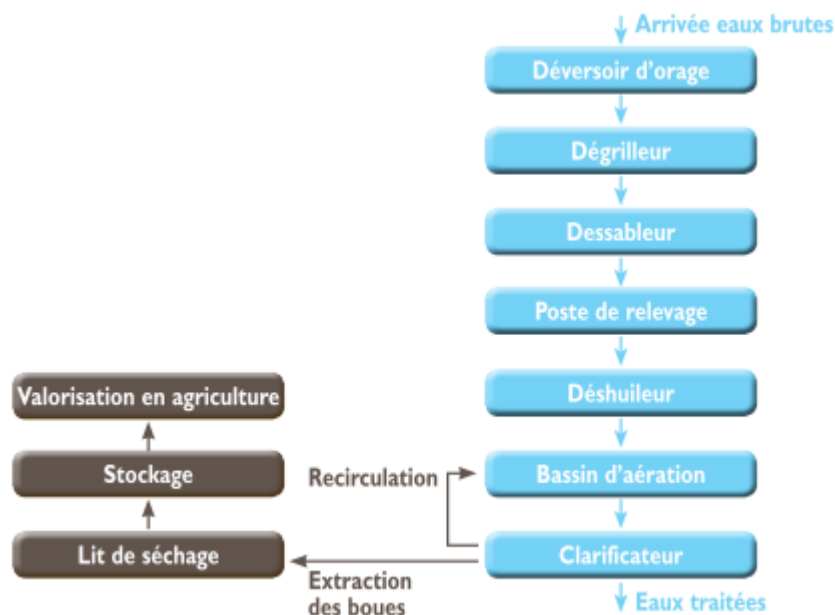


## 2. Station d'épuration de la Giraudière :

Cette station dispose d'une capacité évaluée à 2 200 EH à sa mise en service en 1982. Cette usine a été conçue pour traiter 2/3 d'effluents domestiques et 1/3 d'effluents non domestiques, en provenance d'un abattoir.

Les caractéristiques nominales de la station sont les suivantes :

- Débit de référence : 330 m<sup>3</sup>/j
- Débit de pointe : 27 m<sup>3</sup>/h
- Charge nominale (DBO5) : 132 kg/j
- Capacité en EH : 2 200



Cette station épure les eaux usées avec un traitement secondaire de type boues activées et une aération prolongée.

Elle se compose de deux files :

**La file eau est composée :**

- D'un déversoir d'orage, installé au niveau du canal d'amenée des eaux brutes et équipé d'une mesure de hauteur, de vitesse et d'un enregistrement du volume surverse,
- D'un canal de dégrillage, le dégrilleur automatique initialement installé ayant été remplacé par une grille manuelle relevable par potence,
- D'un poste de relevage équipé de 2 pompes de capacité unitaire 31,5 m<sup>3</sup> /h,
- D'une étape de dessablage assurée par pompage des sédiments au fond du poste de relevage, puis décantation et stockage dans un regard circulaire,
- D'une étape de dégraissage, sur ouvrage aéré avec racleur de surface (aéroflot type F206), de volume 5,3 m<sup>3</sup> et surface 4,9 m<sup>2</sup>, assurant des temps de passage de 10 min au débit de pointe et une vitesse ascensionnelle de 20 m/h,

- D'un traitement biologique par boues activées de volume total 250 m<sup>3</sup>, équipée d'un aérateur de surface de puissance installée 11kW (type turbine). Cet ouvrage est rectangulaire avec fond pyramidal,
- D'un clarificateur de diamètre 7,5 m et de volume 80 m<sup>3</sup>,
- D'un canal de comptage en sortie avant rejet dans la Brévenne.

#### La file boue est composée :

- D'une étape de déshydratation à l'air libre sur lits de séchage (sous abris), d'emprise au sol totale de 216 m<sup>2</sup> ;
- Les boues sont ensuite valorisées en agriculture.

L'aspect général de la station d'épuration de la Giraudière reste correct compte tenu de l'âge des ouvrages. Les structures bétons extérieures semblent avoir bien résisté aux années (sauf le clarificateur) et les fissures sur les parties extérieures visibles de certains ouvrages comme le bassin d'aération sont peu importantes.

D'autre part, un local d'exploitation comprend un point d'eau et l'armoire de commande intégrant l'enregistreur numérique d'acquisition des données d'autosurveillance.



### 3. Nouvelle station d'épuration de la Giraudière :

En considérant l'évolution de la population des communes et les charges moyennes théoriques habituellement utilisées, les flux de pollution en temps sec domestique théoriques à l'horizon **2045** ont été estimés :

EH	Volume	DBO5	DCO	MES <sub>t</sub>	NTK	Pt
3 200	584	191	383	223	38	6

Le tableau suivant donne les charges arrivant sur la station pour y être traitées par temps de pluie sur la nouvelle usine :

EH	Volume	DBO5	DCO	MES <sub>t</sub>	NTK	Pt
3 500	1 134	208	482	380	42	7

Compte tenu de l'importance des volumes et charges supplémentaires à traiter par temps de pluie, deux bassins d'orage seront mis en place pour écrêter les débits de pointe transportés par le réseau.



## Récapitulatif des charges à traiter sur la nouvelle usine :

Pour les charges polluantes :

Paramètres	Unités	2014		2045	
		Temps sec	Temps pluie	Temps sec	Temps pluie
Volume	m³/j	322	872	584	1 134
DBO5	kg/j	81	97	191	208
DCO	kg/j	162	261	383	482
MESc	kg/j	94	251	223	380
NTK	kg/j	16	19	38	42
Pt	kg/j	3	3	6	7
Capacité	EH	678	1 503	3 200	3 500

Pour les charges hydrauliques :

Paramètres		Unité	Nominal	
			Jour temps sec	Jour temps de pluie
Volume Total Eaux Usées		m³ / j	479	479
ECCP		m³ / j	105	105
Volume d'eaux pluviales		m³ / j	-	550
Volume journalier moyen		m³ / j	584	1 134
Débit moyen horaire	Eaux Usées	m³ / h	20	20
	ECCP	m³ / h	4	4
	Eaux pluviales	m³ / h	-	23
	Total	m³ / h	24	47
Coefficient de pointe eaux usées		-	2,6	-
Débit pointe temps sec		m³ / h	55	-
Débit pointe admissible calculé		m³ / h	65	65

## Principe des aménagements :

Les aménagements projetés consistent à :

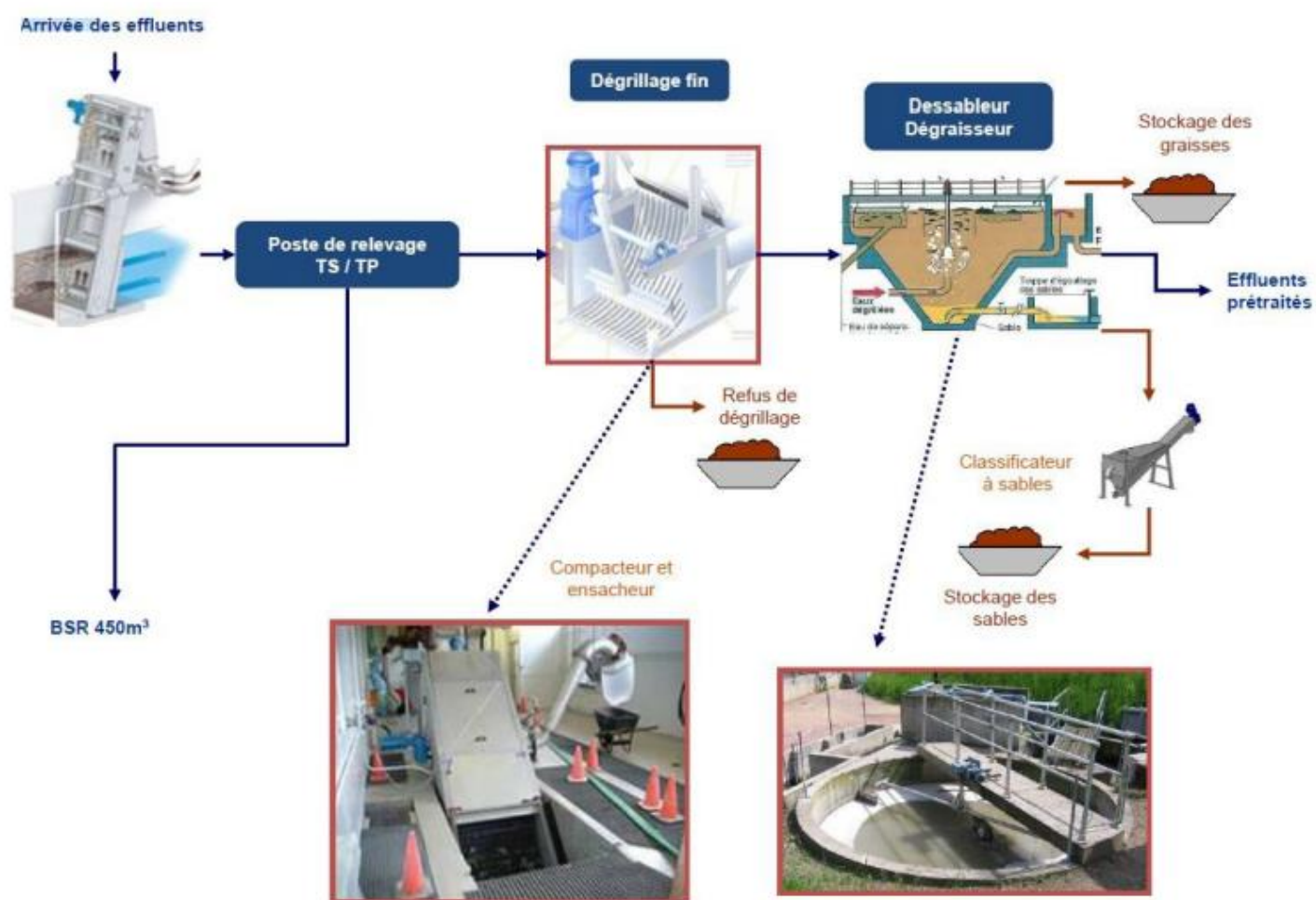
- La démolition de la station d'épuration de Brussieu-bourg (1 080 EH) et de la station d'épuration de la Giraudière (2 200 EH) ;
- La création d'une nouvelle usine de 3 500 EH au lieudit « Les Allognets » sur la commune de Courzieu ;
- La création d'un bassin d'orage de 450 m³ implanté sur le site de l'actuelle station de la Giraudière avec un poste de refoulement
- La création d'un bassin d'orage implanté sur le site de l'actuelle station de Brussieu-bourg dont le volume de stockage est actuellement à l'étude ;
- Un réseau de transfert gravitaire (environ 1 km) qui reliera l'actuelle station de Brussieu-bourg au poste de refoulement qui sera installé sur le site de l'actuelle usine de la Giraudière ;
- Un réseau de refoulement (environ 1 km) qui reliera le poste de refoulement à la nouvelle usine.

### Contraintes :

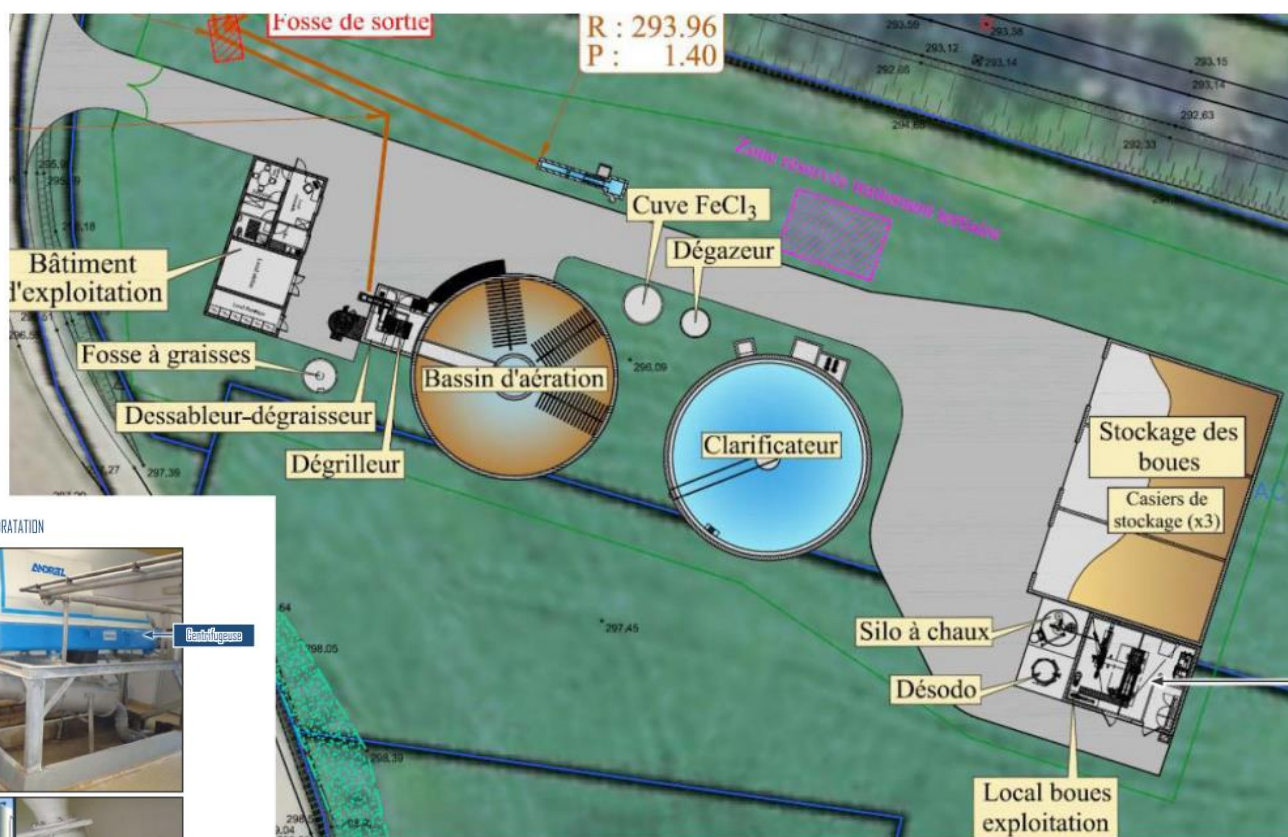
Pour la station d'épuration, les niveaux de rejets sont définis par arrêté préfectoral (cf. annexe VIII), en fonction de la qualité du milieu récepteur.

### Coupes de la future station :

#### FILIERE DE PRÉTRAITEMENT



## FILIÈRE DE TRAITEMENT



### CENTRIFUGEUSE - DESHYDRATATION



Centrifugeuse



CHARGEMENT DES BOUES

### **Éléments techniques des filières :**

Globalement, le projet de la station correspond à la mise en place d'une filière à boue activée. Les éléments constitutifs de la station d'épuration seront alors, depuis l'ancienne STEU :

#### **Pour la file Eau :**

- Eaux transférées via un poste de relevage (site de l'actuelle station)
- Dégrillage fin
- Dessablage/Dégraissage
- Aération fines bulles (surpresseurs d'air) et injection dans bassin d'aération pour traitement des matières carbonées et azotées. Traitement du phosphore par injection de Chlorure ferrique ( $\text{FeCl}_3$ )
- Clarification des eaux pour rejet dans la Brévenne.

#### **Pour la file Boue :**

- Extraction des boues
- Recirculation d'une partie des boues
- Déshydratation des boues par centrifugeuse :
- Chaulage des boues déshydratées :
- Stockage des boues : sur 9 mois au nominal

#### **Pour la file Air :**

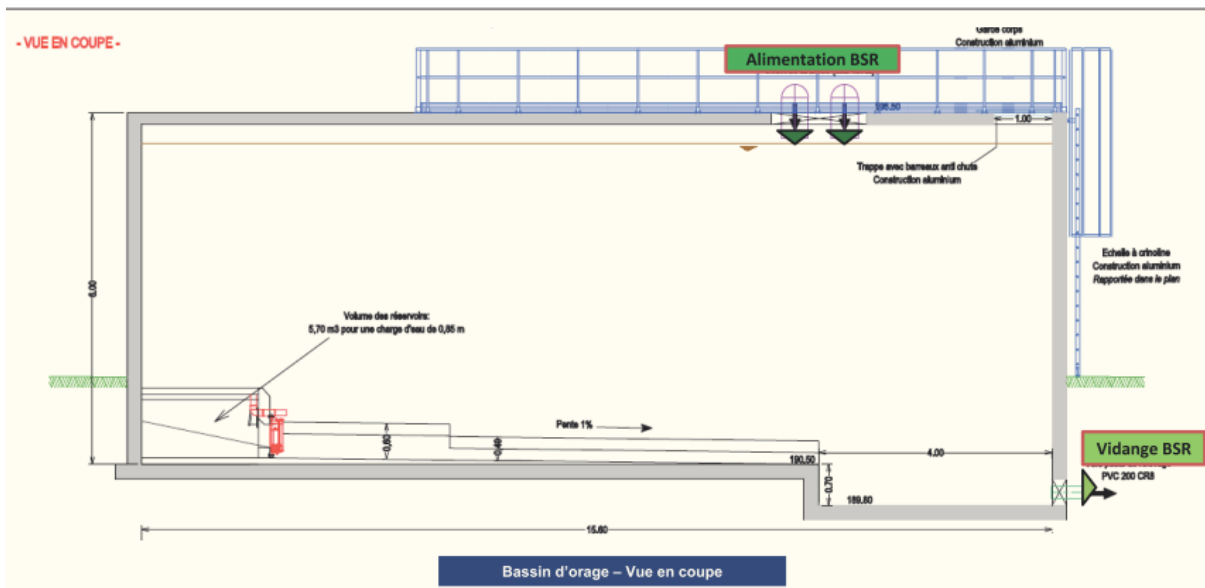
- Aire de stockage ouverte (pas de désodorisation)
- Désodorisation du local centrifugeuse et du pot de dégazage via un filtre à charbon actif imprégné d'un neutraliseur basique
- Temps de contact moyen 3 s.
- Adsorption des molécules soufrées, acides gras amine...

### **Traitement tertiaire du phosphore**

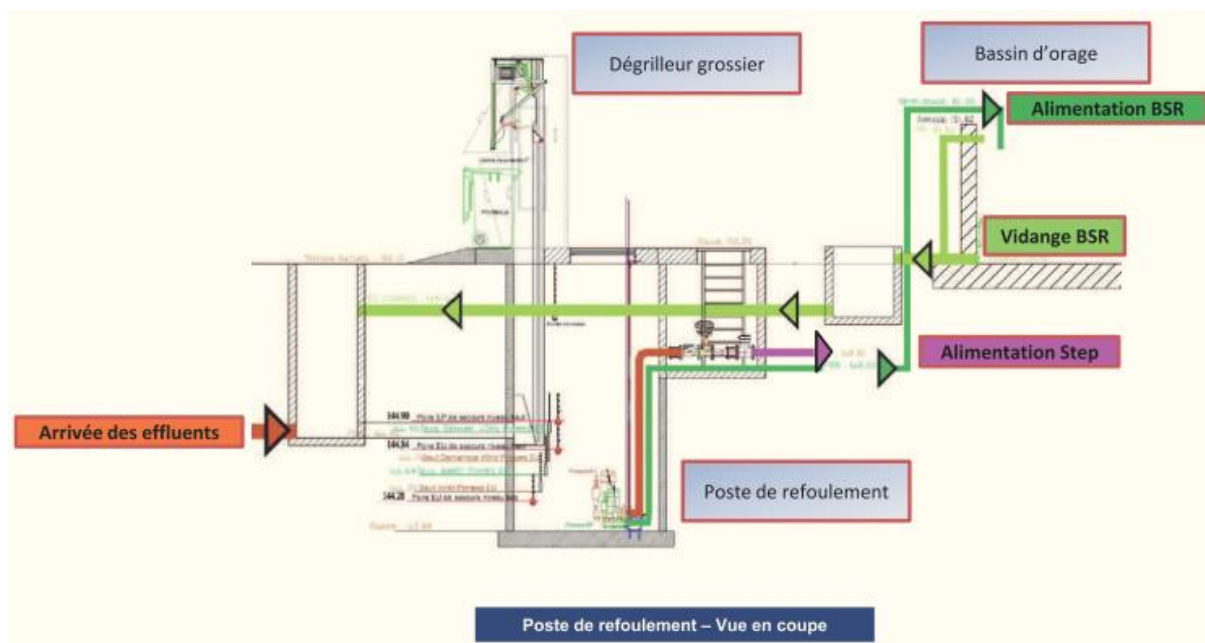
- Une zone sera aménagée pour accueillir un traitement tertiaire.

### **Bassin d'orage emplacement actuelle STEU de la Giraudière**

- Volume de stockage : 450 m<sup>3</sup>



### Poste de refoulement actuelle STEU de la Giraudière



### Bassin d'orage emplacement actuelle STEU de Brussieu

- Volume de stockage actuellement à l'étude



## 7. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – (au 28/02/2019)

### 7.1. Organisation locale de l'assainissement non collectif

En 2006, la compétence assainissement non collectif était exercée en régie directe sur les 14 communes de l'ex Communauté de Communes Chamousset en Lyonnais.

A la suite de la fusion de la CCHL et de la CCCL conduisant à la création en Janvier 2017 de la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais, ce mode de gestion a perduré sur 2017 et 2018.

A compter de janvier 2019, la compétence a été subdéléguée au SPANC du SIMA Coise (afin que la gestion de cette compétence soit unifiée au niveau de la CCMDL et des 32 communes qui la composent).

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'article L 2224-8 –III :

- Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations neuves ou réhabilitées, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.
- Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; (date limite pour effectuer ce contrôle : 31/12/2012), puis selon une périodicité ne pouvant excéder 8 ans pour la CCMDL.
- Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre, assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.
- Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

#### Le contrôle des installations :

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles ou à réhabiliter : ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine...) et la capacité d'accueil de l'immeuble. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

Le contrôle de réalisation : ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (norme AFNOR DTU Xp 64.1 d'Août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel. Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

Le contrôle de bon fonctionnement : ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et

/ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une fréquence de 6 années. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

#### **L'entretien des installations :**

L'article 18 de l'arrêté du 7 mars 2012, modifiant l'article 15 du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif : « *Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon les modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :*

- *Leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- *Le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement ;*
- *L'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

*Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.*

*La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française.*

*Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.*

*Les conditions d'entretien pour les filières agréées sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »*

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour l'habitat permanent. De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets (BSDI).

Remarque : La périodicité de vidange pour les filières agréées est très variable d'une filière à l'autre surtout pour les microstations.



La NF DTU 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise notamment :

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
Fosse septique	Eviter le départ des boues vers le traitement	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50% de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique). Veiller à la remise en eau.	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
Pré-filtre intégral ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte	Eviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)	Eviter le relargage des graisses	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection semestrielle
Boîte de bouclage et de collecte	Eviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte de bouclage et de collecte en charge
Dispositifs aérobies	Selon les instructions d'exploitation et de maintenance claires et compréhensibles fournies par le fabricant		

Le Guide d'entretien de l'assainissement autonome rédigé par le SATAA du Département du Rhône apporte encore plus de précisions en fonction du type de filière. Il est annexé à la présente étude (annexe n°5).

#### **Obligation dans le cadre d'une vente :**

Depuis le 1er janvier 2011, au moment de la signature de l'acte de vente, le diagnostic d'assainissement non collectif est à joindre au dossier de diagnostic technique au même titre que d'autres diagnostics immobiliers tels que le diagnostic de performance énergétique, électricité, plomb, amiante, etc. (Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, arrêté du 27 avril 2012, décret n° 2012-274 du 28 février 2012 - Permis de construire).

C'est le rapport de visite du SPANC, daté de moins de 3 ans, qui fait état de diagnostic d'assainissement non collectif. **La vente n'est normalement pas envisageable sans ce document.**

Les travaux de mise en conformité sont à la charge de l'acquéreur et doivent être réalisés dans **un délai de 1 an** après la signature de l'acte de vente.

## 7.2. Diagnostic des installations ANC

D'après les données de la CCMDL- SIMA COISE (RPQS 2016), il y a, en l'état actuel, 61 habitations de la commune de Brussieu non raccordées au réseau public d'assainissement collectif, ce qui représente une population équivalente à 152 EH (sur la base de 2.5 habitants / logement).

Les secteurs de Brussieu les plus concernés par des installations d'assainissement non collectif sont les suivants : Rotozan ; Charachon, Le Prat, Chambost, Les Côtes, Pernateau, Grand Mollard, La Fourche, Le Charmetton, Chez Nicolas, Marmion, Le Gonichon, chez Drillard et chez Lardellier.

Lors du Schéma Général d'Assainissement (SGA) de 2004, les études ont démontré que le raccordement de ces hameaux sur le système d'assainissement collectif entraînerait des coûts d'investissement et d'entretien excessifs.

Les conclusions du RPQS 2016 des installations d'assainissement non collectif indiquent que, pour ces 21 installations :

- **10** sont « acceptables » : l'installation est conforme à la réglementation en vigueur à la date de sa réalisation, et/ou elle fonctionne correctement et ne présente pas de risques sanitaires.
- **7** sont « acceptables sous réserves » : installation d'assainissement non collectif non conforme à la législation actuelle. Toutefois, cette non-conformité n'induit aucun risque pour l'environnement.
- **2** sont « non conformes à réhabilitation différée » : installation d'assainissement non collectif non conforme à la législation actuelle. Elle présente des dysfonctionnements pouvant induire des risques pour l'environnement et/ou pour la salubrité publique.
- **2** sont « non conformes à réhabilitation urgente » : l'installation est non conforme et présente des risques sanitaires avérés, il est impératif de réaliser des travaux le plus rapidement possible.

## 7.3. Faisabilité de l'assainissement non collectif

Dans le cadre du SGA mené par BETURE CEREC en 2004, une étude de sols a été réalisée. L'étude pédologique s'est appuyée sur la reconnaissance des sols (épaisseur, texture, couleur, hydromorphie...) à différentes échelles :

- une approche d'ensemble à partir de la carte géologique du BRGM (1/50 000),
- 16 sondages effectués à la tarière mécanique ( $\varnothing$  150mm) sur une profondeur moyenne de 70 cm ont permis de zoner les sols des secteurs à étudier,
- 15 tests d'infiltrations à niveau constant (méthode de Porchet) permettent de définir la perméabilité des différents sols. Les mesures ont été réalisées dans un trou de diamètre 0.15 m à une profondeur d'environ 0.70 m (correspondant à la profondeur de pose des tuyaux d'épandage dans le cas le plus classique des tranchées drainantes). Le sondage est ensuite saturé en eau pendant 4 heures afin d'approcher les conditions du sol au cours de la période la plus humide de l'année. La mesure s'effectue sur une durée de 10 minutes.

L'étude hydrogéologique a porté sur :

- l'observation et l'étude de la carte géologique
- des résurgences, sources...

L'ensemble des résultats des sondages et des conclusions liées à cette étude de sols est synthétisé dans l'annexe n° 1.

## 8. DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le classement d'une zone en assainissement collectif détermine uniquement le mode d'assainissement qui sera retenu, à terme.

Ceci n'a pas pour effet :

- d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L.332-6-1 du code de l'urbanisme.

La CCMDL pourra décider qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance d'assainissement collectif.

Passé ce délai, cette somme sera majorée de 100 % en cas de non-respect de cette obligation de raccordement.

Dans l'attente de la mise en place par la CCPA des infrastructures collectives d'assainissement conformes, les installations existantes devront satisfaire aux principes généraux de l'article 26 du décret du 3 juin 1994 et à l'article L.1 du code de la santé publique, à savoir : **ne pas nuire à la qualité des eaux superficielles ou souterraines et à la salubrité publique.**

De la même manière, des permis de construire pourront être accordés sur ces zones à la condition que ces installations neuves satisfassent à ces mêmes principes. Elles devront se doter d'un système d'assainissement non collectif répondant aux prescriptions techniques relatives à la conception et à la réalisation des systèmes d'assainissement non collectif.

En tout état de cause, ce système d'assainissement sera provisoire, lors de la création du système d'assainissement collectif, ces habitations neuves auront l'obligation de se raccorder. Ceci sera explicitement mentionné lors de la demande de permis de construire.

Les dispositions applicables pour le prélèvement des différentes participations restent les mêmes que pour les habitations existantes.

## 9. ANOMALIES ET DYSFONCTIONNEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

La commune de Brussieu a confié une étude sur le ruissellement des eaux pluviales et la mise en œuvre du zonage pluvial au bureau d'études Réalités environnement en 2012.

Outre le zonage pluvial, ce bureau d'études a également mis en évidence quelques dysfonctionnements recensés sur le réseau de collecte de Brussieu.

Les anomalies suivantes ont ainsi été mises en évidence :

- un fossé, situé en amont de l'intersection du chemin de Vermont et du chemin menant au hameau « le Gonichon », est connecté sur le système de collecte des eaux usées (réseau unitaire débutant au droit de l'intersection) ;
- un fossé, situé au droit du chemin de Marmion, est connecté sur le système de collecte des eaux usées (réseau unitaire débutant au droit du regard n°64 en aval du chemin de Marmion) ;
- stagnations d'eaux au droit du regard n°56 (rue de la Gare) ;
- grilles équipées de siphons cassés (grilles connectées au réseau unitaire) au droit de la rue de l'Eglise et de la rue de la Pêcherie.

En ce qui concerne le système d'assainissement, le taux d'eaux claires parasites moyen à traiter est de 25 %.

A ce jour seule la première opération a été réalisée par la commune, c'est-à-dire la déconnexion des eaux en provenance du fossé situé à l'intersection du chemin de Vermont et du chemin d'accès au hameau « le Gonichon ».

La CCPA va lancer dès 2020 un diagnostic périodique sur l'actuel système d'assainissement de Brussieu Bourg ainsi qu'un autre sur celui de la Giraudière où une partie des habitations de Brussieu est collectée.

Une campagne de mesures ainsi qu'une modélisation des réseaux seront mises en œuvre et permettront d'identifier les secteurs d'entrées des eaux claires parasites. Un programme pluriannuel de travaux (qui prendra également en compte les trois autres anomalies mises en évidence par Réalités Environnement en 2012 listées ci-dessus), découlera de ces diagnostics qui sera engagé par la CCPA.

## 10. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

### 10.1 ETAT DES SCENARIOS DE RACCORDEMENT PREVUS DANS LE SGA

Dans le cadre du zonage d'assainissement initial établi par BETURE CEREC en 2005, des scénarios de raccordement au réseau public avaient été étudiés pour des maisons équipées d'installations non collectives.

Toutes les habitations listées à l'époque de ce zonage et implantées au droit du réseau de collecte sont toujours dans l'obligation de se raccorder à ce dernier, que le branchement se fasse de façon gravitaire ou par le biais d'un poste de refoulement. **La CCPA mettra en demeure les propriétaires d'habitations équipées d'installations d'assainissement non collectif implantées au droit du réseau de collecte mais non raccordées.**

Par ailleurs, certaines d'entre elles ont fait l'objet d'un raccordement au réseau public d'assainissement depuis le dernier zonage, c'est le cas :

- De 3 maisons placées dans le hameau « Charachon » : le réseau a été prolongé de 110 mètres linéaires,
- Des maisons raccordées du lieudit « Le Plat du Pin » nécessitant une extension de 530 mètres,
- Des maisons placées au droit de la rue Vermont (création de 170 mètres linéaires).

Le maintien en assainissement individuel a été choisi dans le cas où :

- le raccordement nécessite de poser un linéaire important de collecteurs pour raccorder un faible nombre d'habitations,
- les effluents de quelques habitations doivent être relevés sur des distances où la HMT est trop importante.

Pour chacun des secteurs, une filière d'assainissement individuel a été définie en fonction des caractéristiques de la zone.

Reprise des éléments du SGA de 2004 :

Secteurs	Facteur limitant	Filières préconisée
Le Prat	Perméabilité correcte mais pente parfois importante	Tranchée d'infiltration avec dispositifs pour les terrains en
Le Grand Mollard		
Les Côtes	Perméabilité correcte	Filtre à sable vertical ou filtre compact à massifs de zéolithe
Rotozan		
Gonichon		
Chez Drillard		
Marmion		
La Fourche	Perméabilité moyenne	Filtre à sable vertical drainé ou filtre compact à massifs de zéolithe
Le Charmeton		
Pernateau		
Les Gouttes		
Chez Lardellier		
Chez Nicolas	Mauvaise perméabilité et faible épaisseur de sol	Tertre d'infiltration ou filtre compact à zéolithe
Le Charachon		

## 10.2 ZONES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

A compter de la présente révision, la commune de Brussieu projette le zonage suivant :

### Secteurs en assainissement collectif :

Une importante partie de la commune de Brussieu est collectée par un réseau d'assainissement (le tracé du réseau de collecte des eaux usées est représenté sur la carte « réseau eaux usées » donnée en annexe n°4).

Les parcelles urbanisées actuellement desservies par un réseau d'assainissement collectif et les parcelles s'inscrivant en zones d'urbanisation ou en zones à urbaniser sont zonées en assainissement collectif.

Pareillement, les parcelles localisées dans le zonage initial en assainissement non collectif de la commune mais qui, depuis, ont été raccordées aux frais des propriétaires qui ont privilégié cette option à celle de la réhabilitation d'installations non collectives, ont également été intégrées dans le zonage afin de mettre à jour, le plus précisément possible, la cartographie.

Finalement, les quelques maisons placées au droit de la station d'épuration du bourg et celles placées le long du tracé du réseau de transfert (entre l'actuelle station d'épuration du bourg et la tête de réseau localisée à côté de la maison de Pays) ont également été intégrées dans le nouveau zonage d'assainissement collectif.

L'ancien zonage d'assainissement a ainsi été adapté à ces orientations. Les modifications de zonage apportées aux différentes parcelles sont listées en annexe n°7 et précisées sur le plan de zonage en annexe n°6.

## 10.3 ZONES EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation.

Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

### ✓ Secteurs en assainissement non collectif :

Le reste du territoire communal non intégré aux zones d'assainissement collectif.

### ✓ Description des filières d'assainissement non collectif :

Les fortes pentes, l'aptitude des sols et la place disponible sont les paramètres limitant à la mise en place de filières non drainées classiques.

Le DTU 64-1 de mars 2007 proscrit ainsi la mise en œuvre de tranchées d'épandage pour des pentes supérieures à 10%.

Pour les habitations présentant une superficie suffisante, la mise en place de filtre à sables vertical drainé est envisageable.



Les logements ayant peu de surface disponible pourront mettre en place des filières compactes : filtres à zéolite, filières agréées par les autorités compétentes, etc.

Les filières préconisées par BETURE CEREC au regard des différentes contraintes identifiées sont :

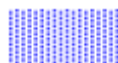
- Tranchée d'infiltration avec dispositifs pour les terrains en pente
- Filtre à sable vertical ou filtre compact à massifs de zéolithe
- Filtre à sable vertical drainé ou filtre compact à massifs de zéolithe
- Tertre d'infiltration ou filtre compact à zéolithe

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de faire réaliser une étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée.

## 10.4 CARTOGRAPHIE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement définit (cf. carte annexe 6) :

- ✓ Des zones d'assainissement collectif :



Sont concernées par ce zonage, les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

- ✓ L'ancien zonage d'assainissement collectif :



- ✓ Des zones d'assainissement non collectif :

Est considéré par le zonage « non collectif » le reste du territoire communal non concerné par les zones en collectif.

## 11 CONCLUSION

La commune de Brussieu est équipée de deux systèmes d'assainissement des eaux usées constitués par un maillage de réseaux séparatifs et unitaires ainsi que d'un système de collecte et d'évacuation des eaux pluviales composé de réseaux séparatifs « eaux pluviales » et de quelques fossés.

Concernant les ouvrages de traitement, la station de traitement des eaux usées de Brussieu de 1080 EH, basée au lieudit Duthel et mise en service en 1968 a fait l'objet d'une réhabilitation en 1997. Cette station assure le traitement des eaux usées en provenance du bourg de Brussieu. A ce jour, **elle ne présente plus les rendements nécessaires requis par le contexte réglementaire**. Une maîtrise d'œuvre est en cours afin d'étudier son démantèlement et le raccordement des eaux usées du bourg sur la nouvelle usine de la Giraudière.

L'actuelle station de traitement des eaux usées basée à la Giraudière sur la commune de Courzieu, mise en service en 1982 a été conçue pour traiter 2200 EH. Elle reçoit les effluents en provenance de trois communes : Courzieu (en totalité) et les portions de Brussieu et de Bessenay placées sur le hameau de la Giraudière. Cette usine est **non conforme à la réglementation**.

Fort de ce constat, la CCPA qui assure la gestion déléguée de l'assainissement collectif, a prévu de lancer un important marché de travaux qui sera attribué prochainement et qui prévoit la construction d'une nouvelle usine intercommunale de 3500 EH, deux bassins d'orage et le démantèlement des deux usines.

La CCPA poursuivra son travail par la mise en œuvre dès 2020 des diagnostics périodiques sur l'ensemble des systèmes d'assainissement. Ces diagnostics permettront la mise en œuvre d'un planning pluriannuel de travaux afin de retirer un maximum d'eaux claires parasites des réseaux et ainsi finaliser la mise en conformité des systèmes d'assainissement.

La carte de zonage d'assainissement révisé, est conforme au document d'urbanisme c'est-à-dire au Plan Local d'Urbanisme, en cours de révision par la commune de Brussieu.

**Les quelques 120 logements supplémentaires qui seront créés dans les 20 prochaines années pourront être raccordés au système d'assainissement de la Giraudière qui présentera les capacités hydrauliques et épuratoires nécessaires au développement de l'urbanisation de Brussieu (réseau de collecte et station).**

# Glossaire

AEP	Adduction Eau Potable
CCMDL	Communauté de Communes des monts du Lyonnais
CCPA	Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle
DBO	Demande Biologique en Oxygène
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DERU	Directive Eaux Résiduaires Urbaines
DO	Déversoir d'Orage
DTA	Directive Territoriale d'Aménagement
EH	Equivalent Habitant
EP	Eaux pluviales
EU	Eaux Usées
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PR	Poste de Relèvement
PPRNI	Plan Prévention Risque Naturel d'Inondation
PT	Phosphore Total
RPQS	Rapport Prix Qualité du Service Public
SCOT	Schéma de Cohérence Territorial
SIG	Système d'Information Géographique
STEU	Station de Traitement des Eaux Usées
SYRIBT	Syndicat de Rivières Brévenne / Turdine

# Annexes

Annexe I	- RESULTATS SONDAGES ANALYSES DE SOLS
Annexe II	- ZNIEFF VALON DU ROSSAND
Annexe III	- ENS 20 « VALLON DU ROSSAND »
Annexe IV	- PLAN DES RESEAUX
Annexe V	- GUIDE D'ENTRETIEN DU SATAA
Annexe VI	- ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
Annexe VII	- MODIFICATION ZONAGE : ETUDE PARCELLAIRE
Annexe VIII	- ARRETE PREFECTORAL NOUVELLE USINE DE LA GIRAUDIERE
Annexe IX	- ETUDE AU CAS PAR CAS

## ANNEXE I : SYNTHESE ETUDE DE SOLS -BETURE CEREC - SGA BRUSSIEU 2004

### - Sondage 1 :

Sondage 1 – Hameau « Chez Lardellier » - Perméabilité : 1 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 10 cm</u> : Terre sablo-limoneuse
	<u>10 à 50 cm</u> : Présence de la même terre avec plus de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 1	

### - Sondage 2 :

Sondage 2 – Hameau « Marmion » - Perméabilité : 19 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 10 cm</u> : Terre sablo-limoneuse
	<u>10 à 50 cm</u> : Présence de la même terre avec beaucoup de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 2	

### - Sondage 3 :

Sondage 3 – Hameau « Chez Drillard » - Perméabilité : 70 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 30 cm</u> : Terre végétale
	<u>30 à 50 cm</u> : Présence de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 3	

### - Sondage 4 :

Sondage 4 – Hameau « le Prat » - Perméabilité : 36 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 80 cm</u> : Terre végétale
Caractéristique du sondage de sol 4	

### - Sondage 5 :

Sondage 5 – Hameau « la Fourche » - Perméabilité : 1 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 40 cm</u> : Terre végétale
Caractéristique du sondage de sol 5	

### - Sondage 6 :

Sondage 6 – Hameau « le Charmeton » - Perméabilité : 34 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 15 cm</u> : Terre végétale
	<u>15 à 50 cm</u> : Présence de beaucoup de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 6	

- Sondage 7 :

Sondage 7 – Hameau « le Grand Molard » - Perméabilité : 56 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 10 cm</u> : Terre végétale
	<u>10 à 50 cm</u> : Présence de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 7	

- Sondage 8 :

Sondage 8 – Hameau « Chez Nicolas » - Perméabilité : 1 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 10 cm</u> : Terre sablo-limoneuse
	<u>10 à 50 cm</u> : Présence de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 8	

- Sondage 9 :

Sondage 9 – Hameau « Pernateau » - Perméabilité : 7 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 5 cm</u> : Terre végétale
	<u>5 à 50 cm</u> : Terre sablo-limoneuse de couleur marron avec présence de gros cailloux
Caractéristique du sondage de sol 9	

- Sondage 10 :

Sondage 10 – Hameau « Marmion » - Perméabilité : 7 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 5 cm</u> : Terre végétale
	<u>5 à 40 cm</u> : Terre limono-sableuse de couleur marron clair avec présence de gros cailloux
Caractéristique du sondage de sol 10	

- Sondage 11 :

Sondage 11 – Hameau « Les Côtes » - Perméabilité : 50 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 2 cm</u> : Terre végétale
	<u>2 à 50 cm</u> : Terre sablo-limoneuse de couleur marron clair avec présence de gros cailloux
Caractéristique du sondage de sol 11	

- Sondage 12 :

Sondage 12 – Hameau « le Charachon » - Perméabilité : 3 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 5 cm</u> : Terre végétale
	<u>5 à 60 cm</u> : Terre fluide
Caractéristique du sondage de sol 12	



- Sondage 13 :

Sondage 13 – Hameau « Rotozan » - Perméabilité : 47 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 5 cm</u> : Terre végétale
	<u>5 à 50 cm</u> : Terre sablo-limoneuse de couleur marron clair avec présence de gros cailloux
Caractéristique du sondage de sol 13	

- Sondage 14 :

Sondage 14 – Hameau « le Gonichon » - Perméabilité : 67 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 60 cm</u> : Terre limono-sableuse avec présence de cailloux
Caractéristique du sondage de sol 14	

- Sondage 15 :

Sondage 15 – Hameau « les Gouttes » - Perméabilité : 13 mm/h	
Nature du sol	<u>0 à 5 cm</u> : Terre végétale
	<u>5 à 40 cm</u> : Terre limono-sableuse de couleur marron clair
Caractéristique du sondage de sol 15	

- Sondage 16 :

Sondage 16 – Hameau « les Gouttes »	
Nature du sol	<u>0 à 15 cm</u> : Terre limono-sableuse avec présence de cailloux
	<u>15 cm</u> : Refus sur roche
Caractéristique du sondage de sol 16	

Ces sondages permettent de constater que le sol de la commune est majoritairement composé de terre végétale et/ou de terre limono-sableuse, reposant sur un socle rocheux affleurant ou situé à faibles profondeurs.

Les perméabilités mesurées sont comprises entre 1 et 70 mm/h c'est-à-dire permettant de classer les sols de la commune comme imperméables sur certains secteurs mais également comme très perméables sur d'autres secteurs.

La majorité des secteurs de la commune présente des sols n'étant pas apte à l'infiltration des eaux pluviales. Toutefois, les secteurs situés à proximité des cours d'eau ou des talwegs (« le Drillard », « le Gonichon », « Rotozan ») présentent des perméabilités favorables à l'infiltration.

Malgré cela, dans le cadre des règles de gestion des eaux pluviales qui seront émises, l'infiltration des eaux pluviales ne pourra être recherchée de manière systématique du fait de l'aptitude des sols de la commune globalement défavorables à l'infiltration des eaux pluviales.

### **2.3 - PRESENTATION ET ANALYSES DES RESULTATS DE TERRAIN**

Les secteurs d'étude ont été rattachés à 3 groupes, en fonction de contraintes majeures (hydromorphie, perméabilité, profondeur du sol) qui vont orienter le choix des différentes filières d'assainissement autonome.

Le premier groupe sera constitué par les secteurs où les conditions d'ensemble de mise en place de l'assainissement individuel sont moyennement favorables. Il s'agit des secteurs du Grand Mollard et du Prat.

La filière préconisée pour ce type de sol est la **tranchée filtrante surdimensionnée** dans les secteurs où la perméabilité est plus faible. Dans le cas d'une habitation classique la surface des tranchées est approximativement de 15 à 25 m<sup>2</sup>.

Le deuxième groupe est constitué des secteurs dont la perméabilité est faible sans contraintes de remontée d'eau. Il s'agit de :

Les Côtes,	Chez Drillard,	La Fourche,
Rotozan,	Marmion,	Le Charmeton,
Le Gonichon,	Pernateau,	Les Gouttes.

La solution à mettre en place consistera à décaisser et substituer le sol existant par un matériau perméable. **La filière employée sera le filtre à sable vertical.**

Le dimensionnement de l'ouvrage sera fonction de la taille des habitations soit 25 m<sup>2</sup> pour une habitation comportant 5 pièces principales (au delà, il faudra rajouter 5 m<sup>2</sup> de surface par pièce supplémentaire).

Le troisième groupe est constitué des secteurs où les conditions d'épuration des eaux usées sont défavorables. Il s'agit de: Chez Lardelier, Chez Nicolas, Le Charachon

La solution retenue sera de créer un sol artificiel au dessus du terrain naturel en utilisant un matériau perméable dans lequel se fera l'épandage. La filière utilisée est **le tertre d'infiltration.**

Le dimensionnement de l'ouvrage devra tenir compte de la taille des habitations. Dans le cas d'une maison de 5 pièces principales, la surface minimale du tertre à son sommet, sera de 25 m<sup>2</sup>. Au-delà de 5 pièces principales, il faut prévoir 5 m<sup>2</sup> en plus par pièce supplémentaire. La base du tertre devra avoir une surface minimale de 60 m<sup>2</sup> pour une habitation de 5 pièces principales. Il faudra rajouter 20 m<sup>2</sup> par pièce principale supplémentaire.

Pour les secteurs où les contraintes de place sont fortes, la mise en place de filières de **type filtre à zéolite ou filtre compact** est souhaitable. Si, malgré cette filière, peu consommatrice d'espace, l'assainissement individuel reste impossible, des filières dérogatoires devront être envisagées (fosse toutes eaux + rejets dans le milieu naturel via les réseaux pluviaux).

#### 2.4 – Conclusion.

Les filières assainissement autonome proposées par secteur figurent dans le tableau ci-après. Nous rappelons que la détermination de ces filières correspond à l'étude pédologique et topographique à l'échelle d'un secteur. **Les investigations réalisées dans cette étude ne peuvent en aucun cas se substituer à une étude parcellaire nécessaire pour adapter la filière au terrain de chaque particulier.**

Dans tous les cas, les filières sont composées d'un prétraitement par fosse toutes eaux, suivi d'un épandage. L'épandage peut s'effectuer dans un sol naturel si l'ensemble des critères sont favorables (tranchées d'infiltration, lit d'infiltration), ou sur sol reconstitué (filtre à sable vertical ou filtre compact à massif de zéolithe), éventuellement drainé avec rejet au milieu naturel (fossé, ruisseau) si les conditions pédologiques en profondeur sont défavorables.

Le filtre à sable peut être surélevé par rapport au terrain naturel si le sol est épisodiquement gorgé d'eau, ou sur un terrain en pente. Il prend dans ce cas le nom de tertre. Le tertre nécessite souvent l'emploi d'une pompe de relevage située après la fosse toutes eaux.

Pour les secteurs où la place est réduite le recours à la filière filtre à zéolithe ou filtre compact est possible, elle permet de réduire les surfaces nécessaires à 50 m<sup>2</sup>.

**Nous rappelons que le rejet au milieu superficiel ou les systèmes dérogatoires sont soumis autorisation, après contrôle de la conformité de l'installation. Les rejets doivent satisfaire aux normes DBO5 et MES.**

Dans la plupart des cas, nous conseillons la mise en place de filières d'assainissement consistant à substituer le sol par un matériau plus perméable (filtre à sable vertical pour les sols supérieurs à 1 m d'épaisseur ou tertre pour les sols inférieurs au mètre ou pentus). Les tertres doivent être mis en place lorsque des remontées d'eau peuvent perturber le fonctionnement des systèmes classiques. Cette technique nécessite la mise en place d'un poste de relèvement individuel (Voir schémas des différents systèmes en annexes).

Si un système classique (tranchées filtrantes) est préférentiellement retenu par les propriétaires ou aménageurs (coût moins élevé...), il sera nécessaire de sur-dimensionner le champ d'épandage afin de s'affranchir des faibles perméabilités du terrain encaissant. Une étude de dimensionnement des installations par un bureau d'étude spécialisé est alors indispensable afin de préciser les dimensionnements et les contraintes de mise en œuvre particulières.

Dans tous les cas, il sera nécessaire d'informer les usagers sur l'entretien du système d'épuration, afin de pérenniser l'installation. **Il faut notamment insister sur le fait que les fosses doivent être vidangées au minimum tous les 4 ans.**



Date d'édition : 06/07/2018  
<https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820032247>



## Vallon du Rossand (Identifiant national : 820032247)

(ZNIEFF Continentale de type 1)

(Identifiant régional : 69000016)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : CORA (IBORRA O.), - 820032247,  
Vallon du Rossand. - INPN, SPN-MNHN Paris, 8P. <https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820032247.pdf>

Région en charge de la zone : Rhône-Alpes  
Rédacteur(s) : CORA (IBORRA O.)  
Centroïde calculé : 770961°-2084429°

### Dates de validation régionale et nationale

Date de premier avis CSRPN : 17/12/2009  
Date actuelle d'avis CSRPN :  
Date de première diffusion INPN : 01/01/1900  
Date de dernière diffusion INPN : 06/04/2011

1. DESCRIPTION .....	2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE .....	3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE .....	3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE .....	4
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS .....	4
6. HABITATS .....	4
7. ESPECES .....	5
8. LIENS ESPECES ET HABITATS .....	8
9. SOURCES .....	8

## 1. DESCRIPTION

### 1.1 Localisation administrative

- Département : Rhône
- Commune : Montromant (INSEE : 69138)
- Commune : Saint-Genis-l'Argentière (INSEE : 69203)
- Commune : Brussieu (INSEE : 69031)
- Commune : Duerne (INSEE : 69078)
- Commune : Courzieu (INSEE : 69067)

### 1.2 Superficie

491,9 hectares

### 1.3 Altitude

Minimale (mètre):

Maximale (mètre):

### 1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

*Non renseigné*

### 1.5 Commentaire général

*Non renseigné*

### 1.6 Compléments descriptifs

#### 1.6.1 Mesures de protection

*Non renseigné*

*Commentaire sur les mesures de protection*

*aucun commentaire*

#### 1.6.2 Activités humaines

*Non renseigné*

*Commentaire sur les activités humaines*

*aucun commentaire*

#### 1.6.3 Géomorphologie

*Non renseigné*

*Commentaire sur la géomorphologie*

*aucun commentaire*

#### 1.6.4 Statut de propriété

*Non renseigné*

## Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

## 2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

### Patrimoniaux

- Ecologique
- Faunistique
- Amphibiens
- Reptiles
- Oiseaux
- Mammifères
- Autre Faune (préciser)

### Fonctionnels

### Complémentaires

## Commentaire sur les intérêts

aucun commentaire

## 3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Fonctionnement et relation d'écosystèmes
- Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

## Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

Les monts du Lyonnais sont entrecoupés de vallons encaissés de plus ou moins grande superficie, qui accentuent la diversité paysagère de ce secteur. L'ensemble des formations végétales présentes se développe sur des sables limoneux grossiers issus de la dégradation de granite ou de basalte sur pentes fortes. Le Rossand a modelé ici un vallon encaissé caractéristique. Les contrastes de versants sont marqués, avec des différences de densité dans la couverture forestière. Si le fond du vallon et les bas de versants sont boisés, les parties hautes et le sommet comportent des landes, des pelouses sèches et des prairies. En fond de vallon, la galerie forestière bordant le ruisseau, où l'eau vive et claire est de très bonne qualité, apporte une note de fraîcheur. Sur les versants, dans les parcelles de landes et de pelouses, l'ambiance est plutôt chaude et sèche, parfois lourde. Ca et là des affleurements rocheux émergent, apportant un aspect local chaotique à ce paysage. Cette mosaïque de milieux est encore renforcée dans la partie aval du site par la présence de carrières, surmontées de falaises. La richesse faunistique est le reflet de la diversité des milieux. Le ruisseau accueille une importante population de la rare Ecrevisse à pattes blanches. Le Crapaud accoucheur et le Triton alpestre conservent ici des effectifs importants. La Musaraigne (ou Crossope) aquatique apprécie les berges et profite de la fraîcheur du fond de vallon. Les versants exposés au nord ont une couverture forestière plus dense que ceux exposés au sud. Dans les parties basses des versants, la chênaie-charmaie, dans laquelle sont disséminés quelques Pins sylvestres, est composée d'arbres de belle taille. Lorsque les versants sont bien exposés, le Chêne pubescent apparaît et le Pin sylvestre prend ses aises, donnant un aspect beaucoup plus méridional au paysage. La hêtraie est par contre dominante sur les versants nord. Dans ces forêts, deux rapaces très discrets se reproduisent. L'Autour des palombes peut être observé toute l'année, mais il signale plus fréquemment sa présence à partir de février-mars. Une observation d'Aigle botté reste exceptionnelle tant ce migrateur, présent localement d'avril à août, est rare et discret. Tôt le matin, ou tard le soir, pourra être entendue, avec beaucoup de persévérance, la croule de la Bécasse des bois, qui apprécie les vastes zones forestières tranquilles de cette zone naturelle. En débouchant sur les landes, l'ambiance change. En milieu de matinée, la chaleur assaille les occupants de ce milieu, car la puissance du soleil se fait directement sentir. C'est le moment que choisit le Circaète Jean-le-blanc pour venir essayer de capturer la gracieuse Couleuvre d'Esculape, qui s'empresse de regagner le couvert forestier. Dans la prairie, par bonds inégaux, le Lièvre d'Europe va se tapir dans son gîte sous un bouquet de Fougère aigle en bordure de pinède. Le retour par le chemin de fond de vallon permet de déboucher sur les carrières. Le Grand corbeau, très localisé dans le département du Rhône, peut les survoler de temps à autre, en tenant en respect le Faucon pèlerin. Ce dernier fréquente les falaises surmontant ces carrières. Au crépuscule, ils laissent la place au Grand-Duc d'Europe, qui tel le roi de la nuit, et après avoir émis un bref "Ouh-Oh" profond et sonore, part en chasse de quelques petits mammifères. Au début du printemps, pourra être observé le rare Tichodrome échelette, qui trouve ici un des seuls sites rhodaniens satisfaisants pour se reproduire. Son vol papillonnant et ses couleurs rouge et grise l'empêcheront d'être confondu avec les Hirondelles de rochers, qui fréquentent également le site.

-3/ 8 -



## 4. FACTEURS INFLUENCANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

*Commentaire sur les facteurs*

*aucun commentaire*

## 5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

### 5.1 Espèces

Null	Faible	Moyen	Bon
- Algues	- Autre Faunes	- Amphibiens	- Oiseaux
- Bryophytes		- Mammifères	- Reptiles
- Lichens			
- Phanérogames			
- Poissons			
- Ptéridophytes			
- Mollusques			
- Crustacés			
- Arachnides			
- Myriapodes			
- Odonates			
- Orthoptères			
- Lépidoptères			
- Coléoptères			
- Diptères			
- Hyménoptères			
- Autres ordres d'Hexapodes			
- Hémiptères			
- Ascomycètes			
- Basidiomycètes			
- Autres Fonges			

### 5.2 Habitats

## 6. HABITATS

### 6.1 Habitats déterminants

*Non renseigné*

### 6.2 Habitats autres

*Non renseigné*

### 6.3 Habitats périphériques

*Non renseigné*

### 6.4 Commentaire sur les habitats

*aucun commentaire*

## 7. ESPECES

### 7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	197	<i>Alytes obstetricans</i> (Laurenti, 1768)	Alyte accoucheur, Crapaud accoucheur	Reproduction indéterminée					
	121	<i>Triturus alpestris</i> (Laurenti, 1768)	Triton alpestre	Reproduction indéterminée					
Crustacés	18437	<i>Austropotamobius pallipes</i> (Lereboullet, 1858)	Ecrevisse à pieds blancs (L'), Ecrevisse à pattes blanches (L'), Ecrevisse pallipède (L')	Reproduction indéterminée					
Mammifères	61678	<i>Lepus europaeus</i> Pallas, 1778	Lièvre d'Europe	Reproduction indéterminée					
	60127	<i>Neomys fodiens</i> (Pennant, 1771)	Crossopé aquatique, Musaraigne aquatique, Musaraigne d'eau, Musaraigne porte-rame	Reproduction indéterminée					
Oiseaux	2891	<i>Accipiter gentilis</i> (Linnaeus, 1758)	Autour des palombes	Reproduction indéterminée					
	3493	<i>Bubo bubo</i> (Linnaeus, 1758)	Grand-duc d'Europe	Reproduction indéterminée					
	3540	<i>Caprimulgus europaeus</i> Linnaeus, 1758	Engoulevent d'Europe	Reproduction indéterminée					
	3136	<i>Charadrius dubius</i> Scopoli, 1786	Petit Gravelot	Reproduction indéterminée					

-5/ 8 -

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2873	<i>Circus cyaneus</i> (Gmelin, 1788)	Circus Jean-le-Blanc	Reproduction indéterminée					
	4510	<i>Corvus corax</i> Linnaeus, 1758	Grand corbeau	Reproduction indéterminée					
	2938	<i>Falco peregrinus</i> Tunstall, 1771	Falcon pèlerin	Reproduction indéterminée					
	2651	<i>Hieraaetus pennatus</i> (Gmelin, 1788)	Aigle botté	Reproduction indéterminée					
	3694	<i>Hirundo rupestris</i> Scopoli, 1769	Hirondelle de rochers	Reproduction indéterminée					
	3670	<i>Lullula arborea</i> (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu	Reproduction indéterminée					
	2559	<i>Scolopax rusticola</i> Linnaeus, 1758	Bécasse des bois	Reproduction indéterminée					
	3780	<i>Tichodroma muraria</i> (Linnaeus, 1758)	Tichodrome échelette	Reproduction indéterminée					
Reptiles	77993	<i>Elaphe longissima</i> (Laurenti, 1768)	Couleuvre d'Esculape	Reproduction indéterminée					

### 7.2 Espèces autres

Non renseigné

-6/ 8 -

### 7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Amphibiens	197	<i>Alytes obstetricans</i> (Laurenti, 1768)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) ( <a href="#">lien</a> )
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
Crustacés	18437	<i>Austropotamobius palipes</i> (Lereboullet, 1858)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) ( <a href="#">lien</a> )
				Protection des écrevisses autochtones sur le territoire français métropolitain ( <a href="#">lien</a> )
Mammifères	60127	<i>Neomys fodiens</i> (Pennant, 1771)	Déterminante	Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	61678	<i>Lepus europaeus</i> Pallas, 1778	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ( <a href="#">lien</a> )
Oiseaux	2559	<i>Scolopax rusticola</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ( <a href="#">lien</a> )
	2651	<i>Hieraaetus pennatus</i> (Gmelin, 1788)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	2873	<i>Circus gallicus</i> (Gmelin, 1788)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	2891	<i>Accipiter gentilis</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	2938	<i>Falco peregrinus</i> Tunstall, 1771	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	3136	<i>Charadrius dubius</i> Scopoli, 1786	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	3493	<i>Bubo bubo</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	3540	<i>Caprimulgus europaeus</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	3670	<i>Lullula arborea</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) ( <a href="#">lien</a> )
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	3780	<i>Tichodroma muraria</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	4510	<i>Corvus corax</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )

## 8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

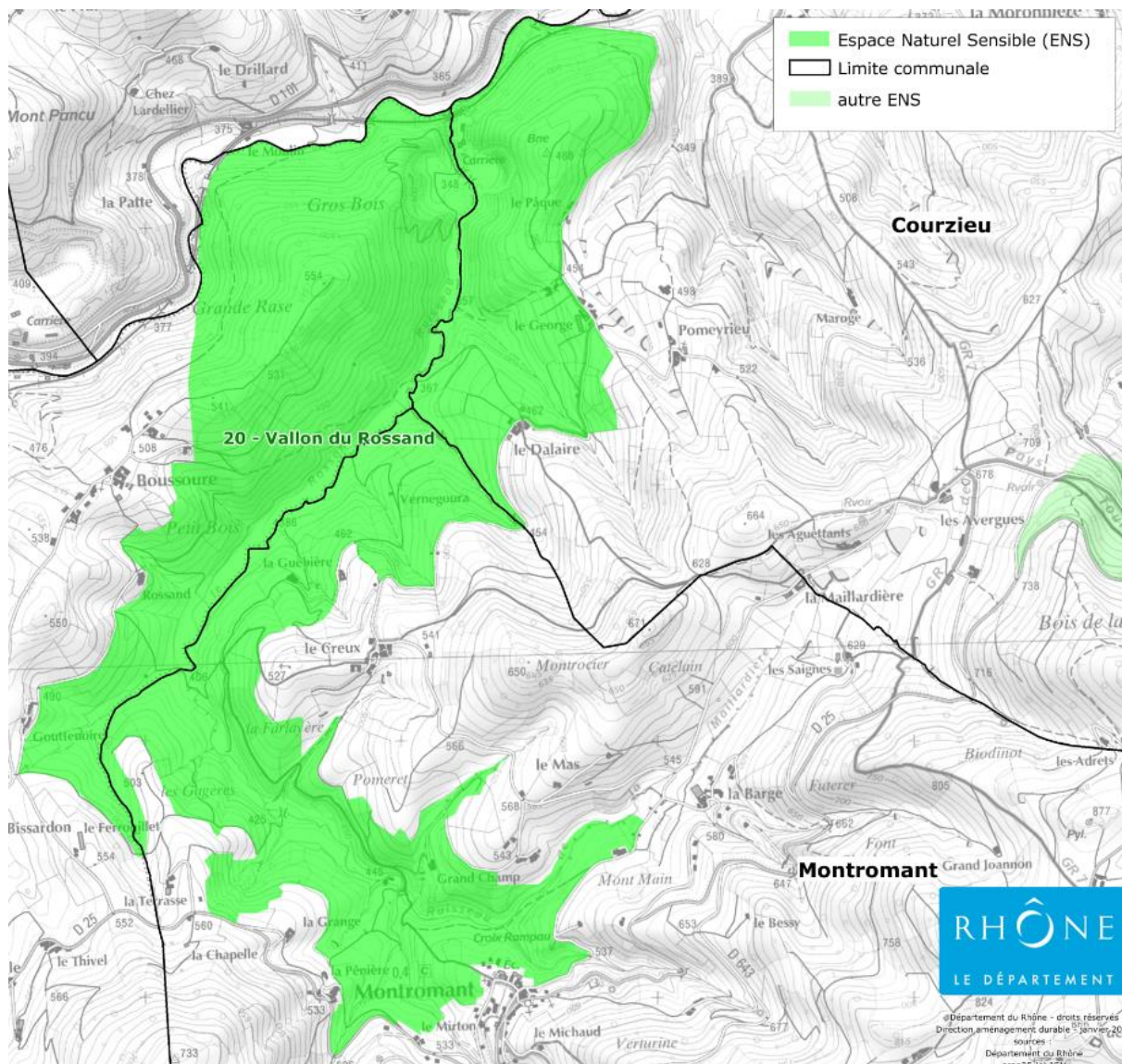
## 9. SOURCES

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Bibliographie	BALIAN C.	2000	Inventaire et étude sur l'écrevisse à pieds blancs ( <i>Austropotamobius pallipes</i> )
	Bulletin Français de la Pêche et de la Pisciculture	2004	Les écrevisses européennes autochtones en relation avec l'occupation des sols et la détérioration de l'habitat, plus spécialement <i>Austropotamobius torrentium</i> : CRAYNET meeting, Innsbruck, Autriche, 8-11 septembre 2004 (volume 3)
	CORA	2003	Atlas des oiseaux nicheurs de Rhône-Alpes
	FAURE J.P.	2004	Suivi des populations d'écrevisses à pieds blancs dans le PNR du Pilat
	FROMENT B. ; PETIT-MARTENON V.	2001	Etat des populations d'écrevisse à pieds blancs ( <i>Austropotamobius pallipes</i> ) - Ravins rhodaniens du Parc Naturel régional du Pilat
	GRES P.	2004	Actualisation des données sur les sites à écrevisses à pieds blancs du Parc Naturel Régional du Pilat (Loire)
	GROSSI J.L.	1998	Haut-Rhône - Chautagne - Lavours - Bourget - Document d'objectifs - volume annexe
	Mosaïque Environnement, Groupement Géo Scop	2006	Plan de gestion et de mise en valeur de l'espace naturel sensible du vallon du Rossand - Diagnostic
	PONT L.	2002	Participation au diagnostic territorial des CTE, quels enjeux de biodiversité dans la Loire? Le cas de 3 territoires : Monts du Forez, Plaine du Forez, Monts du Lyonnais.
	VIERON J.P., FATON J.M.	1998	Etude des écrevisses dans les zones éligibles de la directive "Habitats" du département de la Drôme

### Annexe III - ENS 20 « VALLON DU ROSSAND »

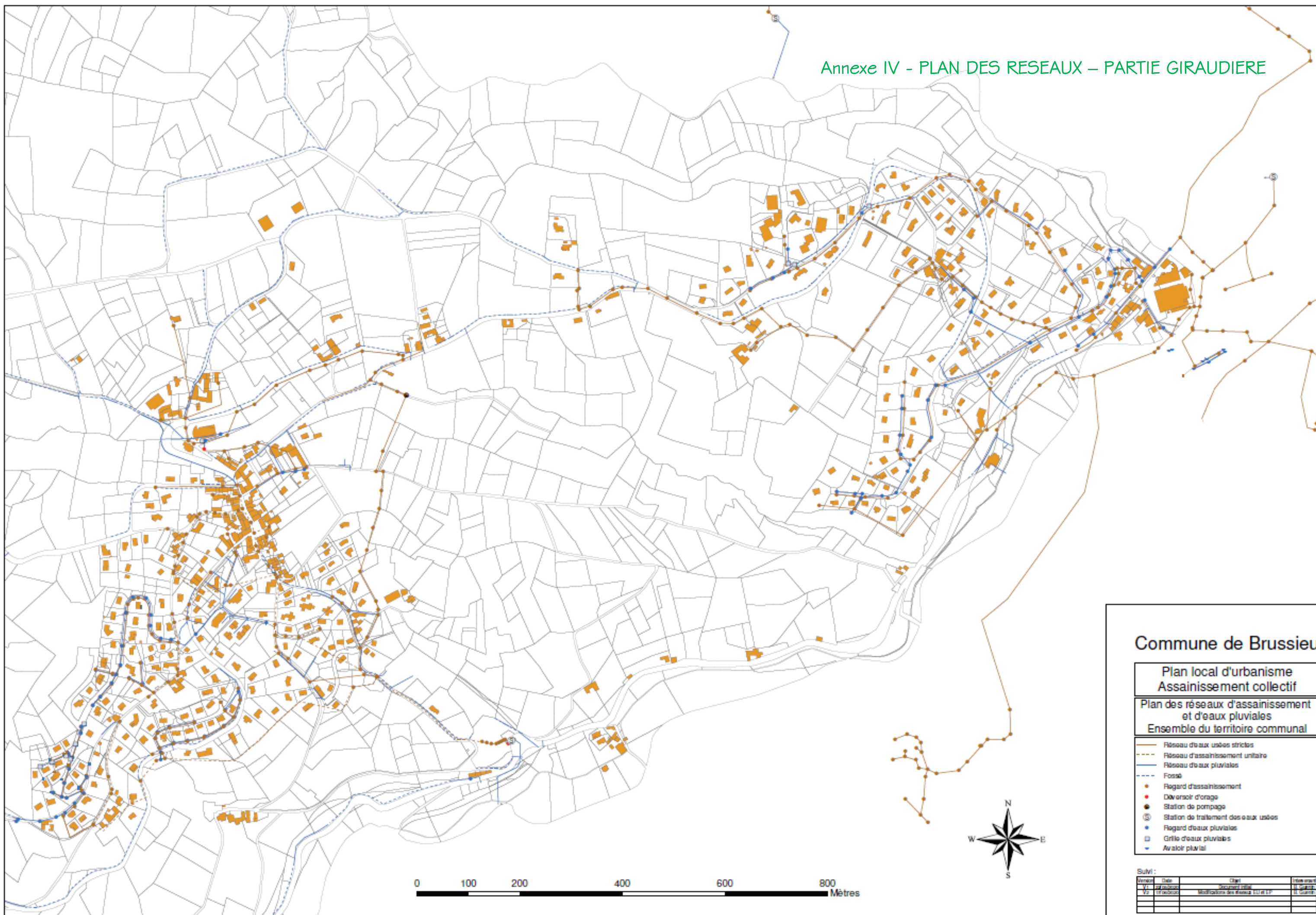
Communes / Intercommunalités	Saint-Genis-l'Argentière, Montromant, Brussieu (CC Chamousset-en-Lyonnais), Courzieu (CC Pays de l'Arbresle)
SCOT	SCOT des Monts du lyonnais (en cours d'élaboration), SCOT de l'Ouest lyonnais
Surface	432 ha
Description du site	Le vallon du Rossand présente une diversité de milieux naturels, caractéristiques des monts du Lyonnais, favorable à une faune remarquable : des rapaces utilisent le vallon comme zone de chasse, des oiseaux liés au réseau bocager, des amphibiens qui se reproduisent dans les mares et une faune particulière adaptée aux coteaux secs. La présence de la carrière et du cours d'eau favorise également la présence d'espèces spécifiques : oiseaux rupestres, faune aquatique.
Critères déterminants	<u>Inventaires écologiques</u> ZNIEFF de type I - n°69000016 : « vallon du Rossand » (491 ha) Expertise naturaliste 2011 : site identifié par 4 associations  <u>Protection réglementaire</u> - Arrêté préfectoral de protection de biotope du 17 décembre 1982, modifié par l'arrêté préfectoral n°1449 du 31 janvier 2006
Principaux habitats naturels	<u>Milieux aquatiques et humides</u> - eaux courantes - mares <u>Milieux boisés</u> - différents types de chênaies - aulnaie-frênaie <u>Landes et fourrés</u> <u>Pelouses pionnières et milieux rocheux</u> <u>Carrières</u> - fronts de taille en exploitation et abandonné <u>Milieux agricoles</u> - prairies naturelles mésophiles - prairies temporaires - cultures céréalières, maraîchage et petits fruits, vergers
Espèces à enjeu	<u>Faune</u> - mammifères : chiroptères (7 espèces), Hermine, Musaraigne aquatique - oiseaux : Aigle botté, Autour des palombes, Bondrée apivore, Milan noir, Busard Saint-Martin, Circaète Jean-le-blanc, Faucon hobereau, Grand-duc d'Europe, Petit-duc scops, Chouette chevêche, Engoulevent d'Europe, Pic noir, Cinde plongeur, Gros-bec casse-noyaux, Bergeronnette des ruisseaux, Hirondelle des rochers, Alouette lulu, Huppe fasciée, Martin-pêcheur, Pie-grièche écorcheur, Tarier pâtre - reptiles : Couleuvre à collier, Couleuvre verte et jaune, Couleuvre d'Esculape, Lézard vert, Lézard vivipare.
	- amphibiens : Alyte accoucheur, Crapaud commun, Grenouille agile, Grenouille rieuse, Salamandre tachetée, Tritons alpestre et palmé. - invertébrés : Azuré du serpolet, Écaille chinée, Lucane cerf-volant, Gomphe gentil (odonate) et Cordulie annelée (odonate), Écrevisse à pieds blancs
Enjeux paysagers	De nombreux points de vue et perceptions panoramiques sont offerts à partir des lignes de crêtes et le long des sentiers. Ces fenêtres paysagères sont ouvertes grâce au dynamisme agricole qui permet de conserver un paysage rural dont l'équilibre et la qualité repose sur l'alternance d'espaces ouverts et fermés. Toutefois, du fait de sa petite taille et des nombreux effets de co-visibilité, le site est sensible à toute évolution non maîtrisée et l'équilibre actuel est fragile.
Enjeux pour l'accueil du public	La diversité des milieux naturels et agricoles en présence, la faune remarquable du site et sa qualité paysagère sont autant d'atouts permettant de mettre en valeur l'espace auprès du public. Quelques aménagements sont nécessaires (signalétique, stationnement...) pour valoriser ce potentiel, dans un souci de maîtrise de la fréquentation actuelle.
Outils fonciers	Réglementation des boisements sur Saint-Genis-l'Argentière, Montromant, Brussieu, Courzieu
Gestion du site	2003 : audit des acteurs du site 2006 : plan de gestion et de mise en valeur 2006-2008 : gestion du volet patrimoine naturel par le CREN La Fondation nationale pour la protection des habitats français de la faune sauvage dispose de plusieurs parcelles sur le site.







# Annexe IV - PLAN DES RESEAUX – PARTIE GIRAUDIERE



## Commune de Brussieu

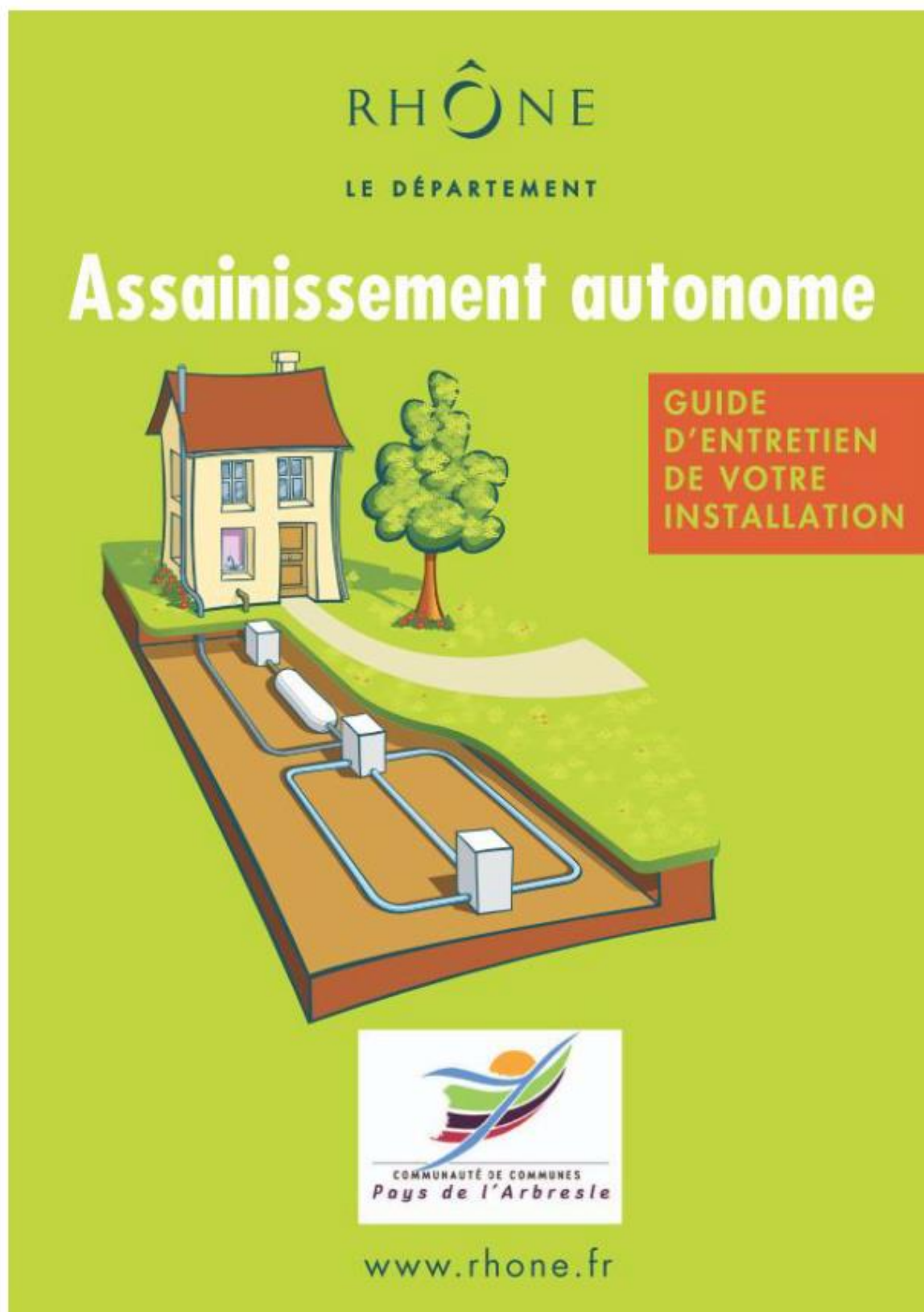
### Plan local d'urbanisme Assainissement collectif

#### Plan des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales Ensemble du territoire communal

- Réseau d'eaux usées strictes
- - - Réseau d'assainissement unitaire
- Réseau d'eaux pluviales
- - - Fossé
- Regard d'assainissement
- Déversoir d'orage
- Station de pompage
- ⊙ Station de traitement des eaux usées
- Regard d'eaux pluviales
- ⊙ Grille d'eaux pluviales
- Avaloir pluvial

Suivi :

Vers	Date	Objet	Intervenant
V1	01/01/2010	Document initial	B. Guille
V2	01/01/2010	Modification des réseaux LU et LP	B. Guille



## SOMMAIRE

● Avant-propos .....	3
● Le SPANC est votre interlocuteur privilégié : .....	3
N'hésitez pas à le contacter !	
● L'entretien de votre installation : .....	4
Pourquoi entretenir ?	
Qui doit assurer l'entretien ?	
En quoi consiste l'entretien ?	
● L'entretien : les points à vérifier .....	6
Les ouvrages de prétraitement	
Les ouvrages de traitement	
Les autres ouvrages	
● La vidange de la fosse : une affaire de spécialiste .....	8
Pourquoi vidanger ?	
Quand vidanger ?	
La mesure du niveau de boues	
Demandez le bordereau de suivi !	
● Les bonnes pratiques d'utilisation de votre installation .....	10
● Savoir identifier les causes de dysfonctionnement .....	11
● Carnet d'entretien .....	13
● Préparez la visite de contrôle du SPANC .....	14
La démarche à suivre	
● Le contrôle périodique du SPANC .....	15
Tableau de suivi des contrôles réalisés	
● Vous souhaitez ou devez réhabiliter votre installation ? .....	16
Quelle réglementation prendre en compte ?	
Les principales nouveautés de la réglementation 2009	
● Glossaire .....	17



## AVANT-PROPOS

L'entretien régulier de votre installation d'assainissement non collectif\* est nécessaire et indispensable afin de lui garantir une durée de vie maximale.

Le Département du Rhône a choisi de s'engager dans une politique de protection de la qualité de l'eau. L'amélioration du traitement des eaux usées constitue un des volets de son action. Le guide d'entretien qui vous est proposé répond à cet enjeu : il a pour but de vous aider à réaliser le suivi régulier de votre installation d'assainissement.

Il résulte d'un travail collectif que le Département a conduit avec les collectivités locales chargés du contrôle de ces installations et en particulier les Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle, de la Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône et du Syndicat Mixte pour l'aménagement de la Coise.

**Ce guide vous permettra, par des gestes simples d'entretien périodique, de maintenir votre installation en bon état de fonctionnement.**

Les illustrations et schémas de ce support de communication, autres que ceux fournis par le Département du Rhône, proviennent de l'agence de l'eau Loire Bretagne ainsi que du Conseil général du Lot, avec leur aimable autorisation.

\* glossaire en fin de document

## LE SPANC EST VOTRE INTERLOCUTEUR : N'HÉSITEZ PAS À LE CONTACTER !

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a donné l'obligation aux communes de créer un nouveau service : **le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).**

Ce SPANC assure :

- une vérification technique de conception et d'exécution des installations d'assainissement à créer ou à réhabiliter,
- une vérification périodique de bon fonctionnement et de bon entretien des installations d'assainissement existantes.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 précise que le diagnostic des installations existantes doit être réalisé avant le 31/12/2012.

Au-delà de ses missions de contrôle, le SPANC peut vous conseiller lors de la réalisation ou de la réhabilitation de votre installation d'assainissement.

Grâce à ses techniciens spécialisés, ce service peut également vous apporter de bons conseils d'entretien.

## L'ENTRETIEN DE VOTRE INSTALLATION

### POURQUOI ENTRETENIR ?

L'assainissement non collectif\* permet la collecte des eaux usées domestiques, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel.

C'est une technique efficace, qui préserve la santé des individus et la qualité de l'eau, sous réserve que l'installation soit conçue et entretenue correctement.

Seul un suivi régulier de vos ouvrages assurera leur pérennité et évitera les problèmes précoces de corrosion\*, d'engorgement\* ou de colmatage prématuré\*, ainsi que toute pollution accidentelle du milieu naturel.

### QUI DOIT ASSURER L'ENTRETIEN ?

**Le propriétaire de l'habitation est responsable du bon fonctionnement de son installation. Il doit réaliser un entretien régulier des ouvrages et les faire vidanger par des personnes agréées par le Préfet. S'il n'est pas l'occupant de l'habitation, il est tenu de s'assurer de la bonne réalisation de cet entretien.**

### EN QUOI CONSISTE L'ENTRETIEN ?

L'entretien comprend :

- une vérification régulière du bon écoulement et de la bonne distribution des eaux usées prétraitées, jusqu'au dispositif de traitement,
- un nettoyage périodique des regards et du préfiltre (s'il existe),
- un contrôle du bon état des dispositifs de ventilation,
- une vidange de la fosse et du bac à graisse (s'il existe).

Dès que l'installation est en service, elle doit être vérifiée et entretenue aussi souvent que nécessaire.

Il est possible de détecter un dysfonctionnement et d'y remédier, avant que des dommages graves n'apparaissent. Pour cela, il est nécessaire de s'assurer que tous les regards soient accessibles en permanence.

Périodiquement, pour s'assurer du bon fonctionnement et du bon entretien des installations d'assainissement autonome, les **Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC)** organisent un contrôle des installations situées sur leur territoire de compétence.



Nettoyage périodique des regards de visite



Entretien régulier du préfiltre

## 1 • LA COLLECTE

Elle concerne l'ensemble des eaux usées produites dans l'habitation, qui sont amenées par des canalisations jusqu'au dispositif de prétraitement.

## 2 • LE PRÉ-TRAITEMENT

Cette action est nécessaire pour retenir les particules solides et les graisses contenues dans les eaux usées. Il est réalisé soit par :

- une fosse toutes eaux
- une fosse septique et un bac à graisse
- une micro station (dispositif d'épuration à bactéries activées\* ou cultures fixées\*)

Le prétraitement est complété parfois par un préfiltre, soit intégré à la fosse toutes eaux, soit placé après la fosse. Son rôle est de protéger le système d'assainissement en retenant les particules solides, qui pourraient provoquer, à terme, un colmatage de l'ouvrage de traitement.

Attention : pas d'eau de pluie dans la fosse toutes eaux !

Seul un système adapté à la nature du sol fonctionnera correctement :

Pour que le dispositif fonctionne durablement, le choix du système de traitement doit tenir compte des caractéristiques du sol et des contraintes de votre terrain (étude à la parcelle nécessaire).

## 3 • LE TRAITEMENT

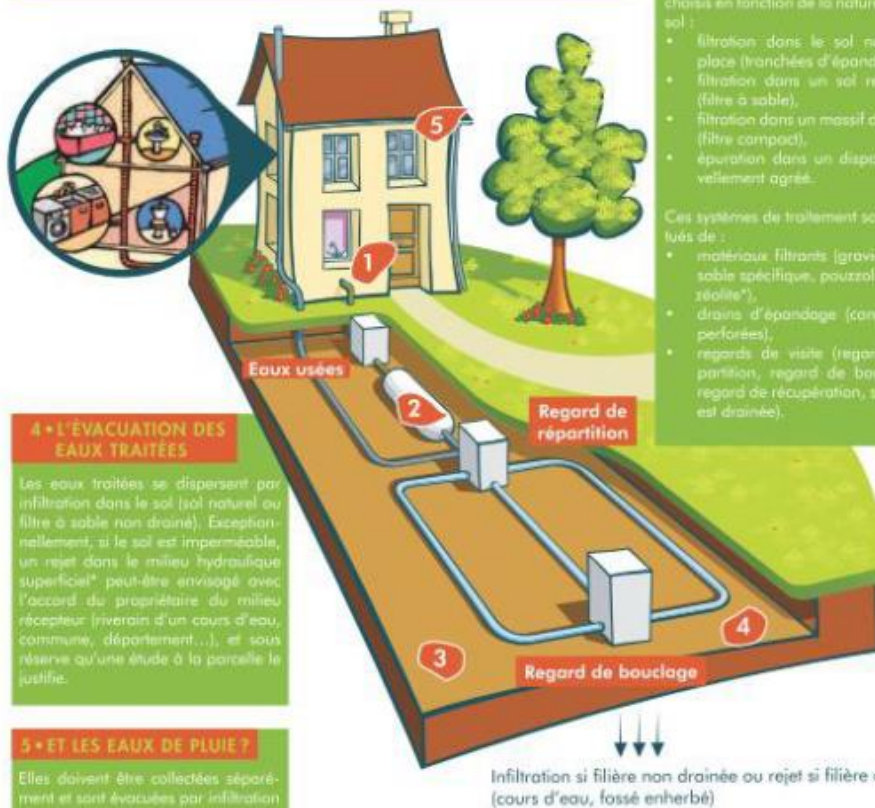
À la sortie de la fosse, l'eau est encore polluée (il reste 70 % de la pollution à traiter).

L'élimination de la pollution se fait par différents systèmes de traitement autorisés par la réglementation française et choisis en fonction de la nature de votre sol :

- filtration dans le sol naturel en place (tranchées d'épandage),
- filtration dans un sol reconstitué (filtre à sable),
- filtration dans un massif de zéolite\* (filtre compact),
- épuration dans un dispositif nouvellement agréé.

Ces systèmes de traitement sont constitués de :

- matériaux filtrants (graviers lavés, sable spécifique, pouzzolane\*, zéolite\*),
- drains d'épandage (canalisations perforées),
- regards de visite (regard de répartition, regard de bouclage et regard de récupération, si la filière est drainée).



## 4 • L'ÉVACUATION DES EAUX TRAITÉES

Les eaux traitées se dispersent par infiltration dans le sol (sol naturel ou filtre à sable non drainé). Exceptionnellement, si le sol est imperméable, un rejet dans le milieu hydraulique superficiel\* peut-être envisagé avec l'accord du propriétaire du milieu récepteur (riverain d'un cours d'eau, commune, département...), et sous réserve qu'une étude à la parcelle le justifie.

## 5 • ET LES EAUX DE PLUIE ?

Elles doivent être collectées séparément et sont évacuées par infiltration dans le sol ou canalisées vers le milieu naturel. Elles peuvent aussi être stockées en vue de leur réutilisation.

Infiltration si filière non drainée ou rejet si filière drainée (cours d'eau, fossé enherbé)

Seule une ventilation efficace de la fosse assurera la longévité de votre système :

- à l'intérieur des habitations, les descentes d'eaux usées doivent être prolongées jusqu'en toiture pour créer une prise d'air : c'est la ventilation primaire.
- des gaz corrosifs et malodorants sont produits au niveau de la fosse. Ils sont évacués par l'intermédiaire d'une ventilation haute. La canalisation de ventilation secondaire doit être amenée au dessus des locaux habités et munie d'un extracteur.



## L'ENTRETIEN : LES POINTS À VÉRIFIER

Les opérations et les fréquences d'entretien diffèrent selon les ouvrages.  
Retrouvez une partie des modalités d'entretien dans les tableaux ci-après. Concernant les dispositifs nouvellement agréés, vous devez disposer d'un guide d'utilisation qui contient les modalités particulières d'entretien de ces nouveaux dispositifs.

### LES OUVRAGES DE PRÉTRAITEMENT

Quoi ?	Quand ?	Quoi faire ? Pourquoi ? Comment ?	Par qui ?
<b>Regard de collecte</b>	Tous les 3 mois	Vérifiez le bon écoulement des eaux, dans ce regard de visite, situé entre l'habitation et la fosse, s'il existe. Enlevez les matières déposées sur le fond, à l'aide d'un chiffon humide, puis rincez à l'eau claire. S'il est rempli d'eau, faites appel à une entreprise spécialisée pour curer le réseau de collecte.	Particulier
<b>La fosse toutes eaux ou septique</b>	En fonction du niveau de boues (voir p.8 et 9)	Faites vidanger <b>les boues*</b> stockées dans l'ouvrage afin d'éviter tout entraînement des particules et colmatage des canalisations.	Entreprise Agréée (voir p. 9)
<b>Le préfiltre intégré à la fosse ou séparé et placé après la fosse</b>	Tous les ans	Retirez le filtre et/ou les matériaux filtrants (pouzzolane, cassette, ellipse) et nettoyez-les au jet d'eau, puis remplacez-les afin d'éviter tout colmatage. En cas de colmatage, l'ouvrage doit être nettoyé et les matériaux filtrants peuvent être changés ; adressez-vous à un revendeur de matériaux spécialisés. En cas de dégradation, le préfiltre doit être changé, adressez-vous au fabricant du dispositif.	Entreprise ou particulier
<b>Le bac à graisse</b>	Tous les 6 mois	Retirez les graisses et éléments flottants piégés dans l'ouvrage. Il doit être nettoyé régulièrement pour éviter le colmatage des canalisations amont ou aval. Les graisses retirées en petites quantités peuvent être mises en sac poubelle et évacuées avec les ordures ménagères. Certaines déchetteries les acceptent : renseignez-vous.	Particulier
<b>La micro station à boues activées ou à cultures fixées</b>	Tous les 6 mois	Faites vidanger les boues et les matières flottantes pour éviter tout entraînement et/ou débordement. Vérifiez la bonne alimentation électrique de l'ouvrage et changez le moteur quand il est en panne, afin d'assurer un bon rendement épuratoire. Faites vérifier, dans le cadre d'un contrat de maintenance ou d'entretien, les appareillages électromécaniques pour prévenir les pannes.	Entreprise spécialisée sous contrat d'entretien



## LES OUVRAGES DE TRAITEMENT :

Quoi ?	Quand ?	Quoi faire ? Pourquoi ? Comment ?	Par qui ?
Regards		Vérifiez que les regards ne soient pas obstrués ou colmatés et changez les couvercles quand ils sont cassés afin d'assurer la sécurité.	Particulier
Regard de répartition (voir page 5)	Tous les 3 à 6 mois	Vérifiez le bon écoulement des eaux, enlevez les matières déposées sur le fond à l'aide d'un chiffon humide, puis rincez à l'eau claire. Surveillez la bonne répartition des eaux dans chaque drain d'épandage, en vérifiant son horizontalité.	Particulier
Regard de bouclage (voir page 5)		Ce regard, situé en fin de filière, permet de contrôler la bonne infiltration des eaux dans le sol. Vérifiez le fonctionnement du système en vous assurant qu'il n'y a pas d'eaux usées stagnantes dans celui-ci. Dans le cas contraire, contactez votre SPANC.	
Regard de récupération ou de collecte des eaux traitées		<b>Systèmes drainés uniquement :</b> contrôlez le bon écoulement des eaux traitées vers leur lieu d'évacuation : <b>ces eaux doivent être claires</b> . Si la canalisation d'évacuation est obstruée, il est nécessaire de la faire curer rapidement. N'oubliez pas de nettoyer le fond du regard, en retirant les matières décantées et en le rinçant à l'eau claire.	
Les drains	Tous les 10 ou 15 ans	Faites curer ou désobstruer les drains, si nécessaire. En cas de doute, contactez votre SPANC.	Entreprise

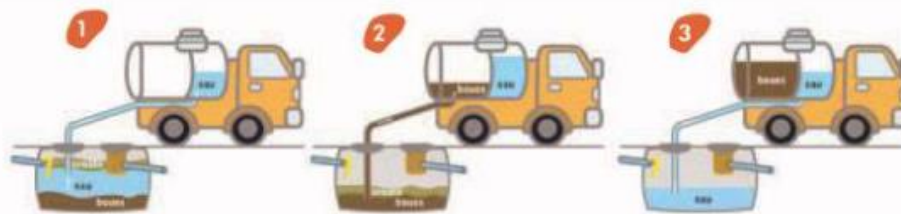
## LES AUTRES OUVRAGES :

Quoi ?	Quand ?	Quoi faire ? Pourquoi ? Comment ?	Par qui ?
Poste de relevage	Tous les 6 mois	Effectuez un contrôle de la pompe, une vidange et un curage de la bache, afin d'éviter toute panne et tout dépôt important de matières dans le fond.	Entreprise sous contrat
Chasse automatique	Tous les 3 mois	Enlevez les matières décantées sur le fond. Pour cela, enclenchez la vidange de l'ouvrage, puis nettoyez le fond, à l'aide d'un chiffon humide ou au jet d'eau pour les ouvrages de gros volumes. Vérifiez l'état du flexible du flotteur et changez-le lorsqu'il est percé, pour garantir un bon fonctionnement.	Particulier
Les canalisations	Tous les 10 ans	Faites curer les canalisations, lors d'une opération de vidange de la fosse, pour éviter les colmatages et assurer un bon écoulement des eaux.	Entreprise

## LA VIDANGE DE LA FOSSE : UNE AFFAIRE DE SPÉCIALISTE

### POURQUOI VIDANGER ?

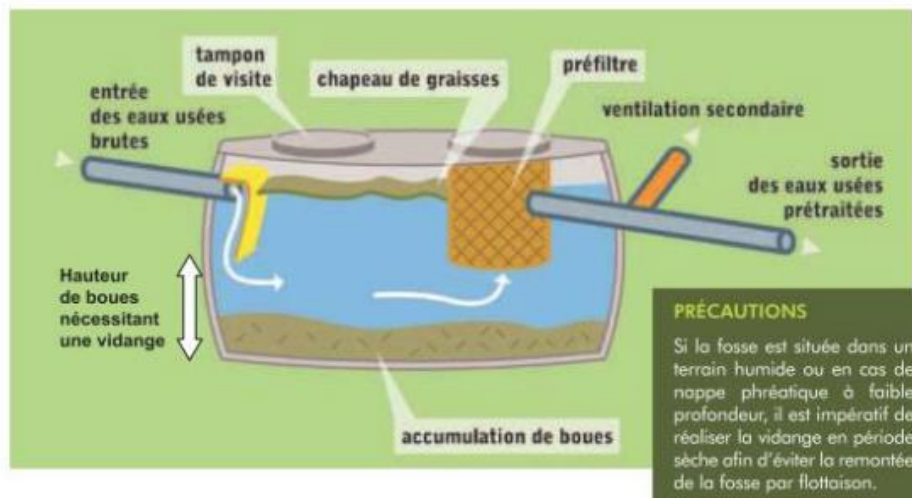
Cette opération est essentielle pour assurer le bon fonctionnement de l'ouvrage et un bon traitement des eaux usées. Elle permet d'éviter le colmatage\* progressif de votre installation. En l'absence de vidange, les boues\* obstruent le réseau de collecte ou s'évacuent dans la filière de traitement, ou pire, dans le milieu naturel, ce qui peut entraîner dysfonctionnement et/ou pollution. La vidange doit être réalisée par une entreprise agréée par le Préfet, dont la liste peut être demandée à votre SPANC. Demandez lui également si une opération groupée de vidange est organisée sur votre territoire.



### QUAND VIDANGER LA FOSSE ?

La périodicité de vidange dépend du volume de l'ouvrage et du nombre de personnes utilisant le dispositif. Elle doit être adaptée à la hauteur de boues présentes dans l'ouvrage et réalisée dès que cette hauteur de boues dépasse 50 % de la hauteur d'eau mesurée dans la fosse.

Vue en coupe d'une fosse toutes eaux avec préfiltre intégré



### LA MESURE DU NIVEAU DE BOUES :

Seule une mesure du niveau de boues\* dans la fosse vous permettra de réaliser votre vidange au bon moment.

Ce niveau peut être mesuré au moyen d'une tige suffisamment grande (environ 2 mètres). Pour cela, le tampon de la fosse doit être ouvert et la tige implantée verticalement dans l'ouvrage. Avec ce moyen simple, vous pouvez déterminer la hauteur de boues\* présentes par rapport à la hauteur totale d'eau et ainsi, s'il est réellement nécessaire de faire intervenir une entreprise.



Mesure du niveau de boue par un technicien du SPANC



**Après vidange, n'oubliez pas de remplir votre fosse en eau (au minimum 1 mètre d'eau).**

### DEMANDEZ LE BORDEREAU DE SUIVI !

**L'entreprise agréée est tenue de vous remettre le volet n°1** du bordereau de suivi des matières de vidange\*, comportant obligatoirement les indications suivantes (article 9 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques) :

- son nom ou sa raison sociale et son adresse ;
- le numéro du bordereau, le numéro départemental d'agrément et la date de sa validité ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule et le nom de la personne physique assurant la vidange ;
- l'adresse de l'immeuble où est située l'installation ;
- le nom du propriétaire de l'installation vidangée ;
- la désignation des matières vidangées et leurs quantités ;
- la date de la vidange ;
- **l'identification de la station d'épuration**, où les matières seront transportées en vue de leur élimination.

A toutes fins utiles, une liste des stations équipées d'un site de dépotage peut vous être fournie par votre SPANC.

Avant de régler l'entreprise, exigez qu'elle vous transmette, après élimination des matières, **le volet** qui indique le cachet de la station de traitement !

Ce bordereau vous sera demandé par le SPANC à l'occasion du prochain contrôle.

## LES BONNES PRATIQUES D'UTILISATION DE VOTRE INSTALLATION

Afin de garantir la pérennité de votre installation et ne pas nuire à son bon fonctionnement, il est important de respecter les consignes suivantes :

### NE JETEZ JAMAIS DANS VOS TOILETTES

- **des lingettes** : il est impératif de jeter ces lingettes dans la poubelle et en aucun cas dans vos toilettes, que ce soit pour une installation autonome ou dans les réseaux publics d'assainissement ; ces lingettes colmatent les canalisations et peuvent endommager gravement les ouvrages de traitement ;
- **des produits polluants ou corrosifs** (white spirit, acides, peintures, huiles de moteurs, solvants, pesticides, médicaments, ...) ;
- **tout objet grossier** susceptible de colmater les canalisations.



### VOUS POUVEZ UTILISER :

- des produits biodégradables ;
- de la javel, en petite quantité ;
- un activateur biologique après une vidange, une longue période d'inoccupation de l'habitation ou encore après un usage récent d'antibiotiques ;
- des yaourts périmés, en les jetant dans vos toilettes, pour favoriser la vie microbienne de votre fosse.

### ASSUREZ-VOUS :

- que les regards de visite restent accessibles pour permettre la vérification périodique de vos ouvrages ;
- que tous les regards de visites sont fermés en permanence afin d'assurer la sécurité des personnes ;
- que l'installation est hors d'atteinte de tout système racinaire provenant d'arbres et/ou de plantations : les racines peuvent déformer les ouvrages préfabriqués ou obstruer les canalisations et nuire au bon fonctionnement d'un épandage ;
- que la ventilation d'extraction des gaz de la fosse n'est pas obstruée et qu'elle est bien amenée au-dessus des locaux habités : les gaz corrosifs peuvent endommager vos ouvrages, s'ils ne sont pas évacués et peuvent générer de fortes odeurs, s'ils ne sont pas amenés en hauteur.

### IL EST INTERDIT :

- de recouvrir le système d'épandage d'un revêtement imperméable à l'air et à l'eau (surtout pas de goudron) : la surface doit rester engazonnée pour permettre les échanges gazeux entre l'air et le sol, et ainsi à la flore bactérienne de traiter la pollution organique ;
- de circuler avec des véhicules à moteurs sur le dispositif ou de stocker des charges lourdes sur son lieu d'implantation (la pâture des animaux est également déconseillée) : les canalisations risqueraient de s'écraser et de subir des contre-pentes, ce qui peut causer des colmatages, suivi de débordements ;
- de connecter les eaux de vidange de votre piscine à la fosse toutes eaux ou au système de traitement : en apportant une grande quantité de chlore et d'eaux claires, elles dérèglent l'action des bactéries, parasitent le fonctionnement et diminuent l'efficacité de votre installation.



## SAVOIR IDENTIFIER LES CAUSES DES DYSFONCTIONNEMENTS

Votre installation se colmate, déborde ou présente des problèmes d'évacuation ?

Vous rencontrez des problèmes récurrents d'odeurs ?

Identifiez les causes de ces dysfonctionnements et tentez d'y apporter une solution par vous-même en vous référant au tableau ci-dessous.

N'hésitez pas à contacter votre SPANC, si vous ne parvenez pas à trouver une cause à votre problème.

Problèmes rencontrés	Symptômes	Causes probables	Solutions suggérées
<b>Odeurs à l'intérieur de l'habitation</b>	Persistance d'odeurs au-delà de 3 mois après la mise en route de la fosse	Problème de ventilation primaire	Vérifier la présence d'une ventilation primaire (reportez vous page 5 de ce guide).
		Problème de ventilation secondaire	Vérifier l'existence de cette canalisation, qui doit être piquée après la fosse et amenée au-dessus des locaux habités, puis munie d'un extracteur statique ou éolien.
		Absence de siphons	Vérifier l'existence de siphons (garde d'eau non vide) ou les faire installer par le plombier s'ils n'existent pas.
<b>Odeurs à l'extérieur de l'habitation</b>	Apparition soudaine d'odeurs	Incident biologique dans la fosse toutes eaux ou la fosse septique (mort d'un grand nombre de bactéries)	Réactiver la fosse avec un activateur biologique (la vidanger avant, si nécessaire).
	Persistance d'odeur	Mauvaise étanchéité du regard de collecte	Installer un tampon hydraulique et mettre de l'eau dans la jointure du regard de visite.
		Problème de ventilation secondaire	Reprendre la canalisation de ventilation (supprimer les coudes à 90° et les contrepentes). Il est également possible d'installer une cartouche anti-odeurs (solution non pérenne).
		Mauvaise étanchéité de la fosse	Vérifier que les couvercles de la fosse soient bien posés ou vissés et munissez-les de réhausses équipées de tampons hydrauliques, si nécessaire.

<b>Mauvais écoulement des eaux</b>	Remontée des effluents dans les appareils sanitaires	Colmatage des canalisations en amont des ouvrages	Faire réaliser le curage des canalisations.
		Présence d'eaux pluviales dans la fosse	Court-circuiter la ou les canalisations d'eau de pluie et évacuer ou récupérer ces eaux pluviales dans un dispositif totalement indépendant de celui des eaux usées.
	Obstruction, colmatage et/ou débordement au niveau du bac à graisse	Saturation en eau et en graisses du bac à graisse	Nettoyer, vidanger et curer le bac à graisse.
		Défaut de pose des canalisations (pente, angle droit)	Revoir l'installation, notamment réinstaller les canalisations avec une pente suffisante (2 à 4 cm/m) et supprimer tous les coudes à 90°.
	Débordement des boues ou des flottants au niveau de la fosse, remontée des effluents dans les appareils sanitaires	Saturation en eau de la fosse	Vérifier le niveau de boues dans la fosse, vidanger si 50 % du volume utile est rempli de boues.
		Préfiltre colmaté	Nettoyer le préfiltre et changer les matériaux filtrants (pouzzolane), si nécessaire.
		Défaut de fabrication ou de pose de la fosse	Vérifier le bon fonctionnement du déflecteur (coude plongeant en entrée de fosse). Revoir l'ouvrage avec le fabricant ou l'installateur.
	Mise en charge des regards de visite au niveau du système de traitement (regards de visite remplis d'eau)	Colmatage des drains par des boues, des graisses ou des racines	Faire réaliser un curage des drains. Injecter une solution d'eau oxygénée diluée à 50 % dans les drains et mettre au repos un ou plusieurs de ces drains durant au minimum 2 semaines. Envisager la réhabilitation de l'installation, si persistance ou récurrence du problème.
		Regards de visite encombrés	Nettoyer le regard de visite par enlèvement de toutes matières déposées.
		Matériaux filtrants colmatés (sable, zéolithe...)	Changer les matériaux si possible, ou réhabiliter le système de traitement.
		Colmatage des ouvrages d'évacuation, notamment en cas d'infiltration des eaux traitées dans le sol	Faire réaliser le curage des canalisations. Réhabiliter le dispositif d'évacuation, si persistance ou récurrence du problème.
		La filière n'est pas adaptée à la nature du sol Remontée d'une nappe d'eau souterraine	Envisager une réhabilitation de l'installation.
	Résurgences et stagnation d'eau au niveau du sol sur le terrain	La filière est sous-dimensionnée et surchargée	Envisager une réhabilitation de l'installation
		Présence d'eau de ruissellement (eaux pluviales ruisselant sur le sol)	Drainer ces eaux de ruissellement, en amont des ouvrages, en créant une tranchée drainante.
		Présence d'eaux de pluie dans le réseau d'eaux usées	Court-circuiter la ou les canalisations d'eau de pluie et évacuer ou récupérer ces eaux pluviales dans un dispositif totalement indépendant de celui des eaux usées.
		Filière mal réalisée	Vérifier la bonne répartition des effluents dans chaque drain. Mettre en place un regard de répartition posé horizontalement (s'il n'existe pas).

## VOUS SOUHAITEZ OU DEVEZ RÉHABILITER VOTRE INSTALLATION ?

**Prenez connaissance de la réglementation en vigueur et contactez votre SPANC pour qu'il vérifie la conception de votre projet et contrôle la bonne réalisation de vos travaux.**

Depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle et dans un souci constant de préservation de la salubrité publique, la réglementation régissant l'assainissement non collectif a évolué.

Les prescriptions techniques actuellement applicables aux installations de petite taille (inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant) sont fixées par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

### QUELLE RÉGLEMENTATION PRENDRE EN COMPTE ?

Les installations réalisées conformément à la réglementation en vigueur à la date de leur réalisation sont acceptables, si elles fonctionnent correctement et ne portent pas atteinte à la salubrité et/ou à l'environnement. Si vous souhaitez apporter des modifications conséquentes à votre installation, c'est la réglementation en vigueur à la date de sa réhabilitation que vous devrez respecter.

En tout état de cause, une installation présentant des dysfonctionnements générant des risques pour la santé publique et/ou pour l'environnement devra être mise en conformité selon la réglementation en vigueur.

Dans tous les cas, contactez votre SPANC.

### LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS DE LA RÉGLEMENTATION 2009 :

#### Pour la vidange des installations

Elle doit être réalisée par une entreprise agréée par le Préfet du Département. Cette entreprise doit vous remettre un bordereau de suivi des matières de vidange.

La liste des entreprises agréées sera publiée sur le site internet de la préfecture du département.

#### Pour les installations à réhabiliter

Une étude particulière est obligatoire pour justifier tout rejet d'eaux usées traitées dans un milieu hydraulique superficiel avant les travaux.

#### Pour les nouvelles filières

Leurs constructeurs doivent obtenir un agrément auprès des ministères chargés de l'écologie et de la santé.

Les toilettes sèches sont autorisées, sous réserve du respect des prescriptions techniques en vigueur. Elles sont également contrôlées par les SPANC.



Travaux de réalisation d'un filtre à sable

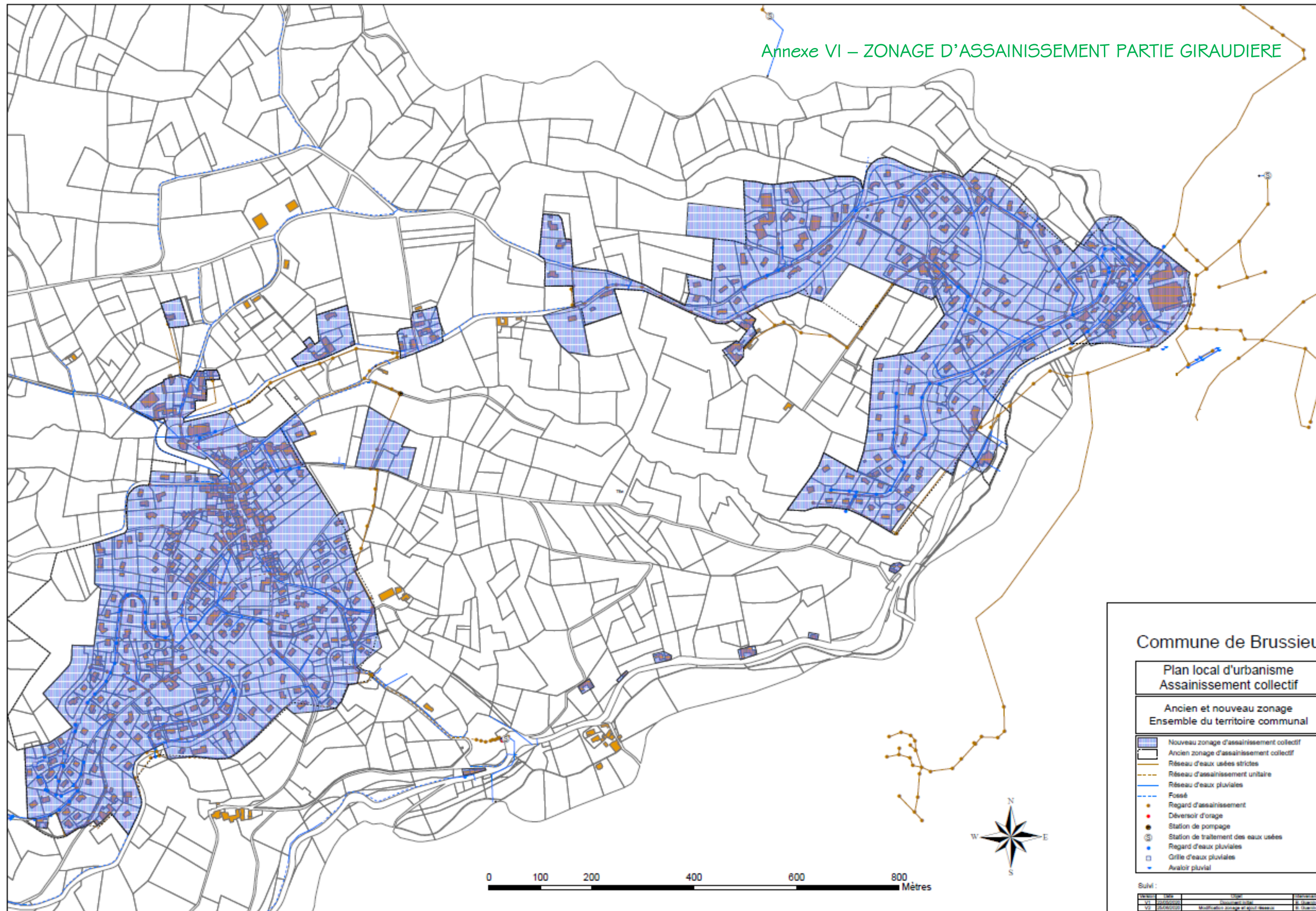


## GLOSSAIRE

- \* **Assainissement non collectif ou assainissement autonome :**  
« toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement, et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées » (extrait de l'arrêté du 7 septembre 2009)
- \* **Boues :**  
ensemble des matières solides décantées au fond des fosses.
- \* **Colmatage :**  
phénomène traduisant une prolifération bactérienne non maîtrisée pouvant entraîner l'obstruction d'une canalisation ou l'imperméabilisation d'un support filtrant (sable, pouzzolane, ...) le rendant impropre à l'épuration. Un phénomène de colmatage entraîne inévitablement un débordement.
- \* **Corrosion :**  
désigne l'altération chimique des matériaux constituant les ouvrages d'assainissement (notamment le béton), sous l'action des gaz de fermentation produits dans la fosse.
- \* **Engorgement :**  
phénomène traduisant une baisse de vitesse d'écoulement des eaux usées dans l'installation, ne permettant pas de traiter les effluents à la même vitesse à laquelle l'installation les reçoit.
- \* **Exutoire :**  
point de rejet où débouchent les eaux usées traitées.
- \* **Matières de vidange :**  
ensemble des matières contenues dans une fosse, comprenant les matières liquides et solides (boues\*).
- \* **Micro-station à boues activées :**  
ouvrage compact préfabriqué, dont le principe d'épuration repose sur l'oxygénation des eaux usées, afin de stimuler les bactéries dégradant la pollution.
- \* **Micro-station à cultures fixées :**  
ouvrage compact préfabriqué, dont le principe d'épuration consiste à faire transiter les eaux usées à travers un support filtrant, permettant de fixer un très grand nombre de bactéries dégradant la pollution.
- \* **Milieu hydraulique superficiel :**  
cours d'eau, fossé enherbé, dont les propriétés d'épuration naturelle permettent d'absorber les eaux usées traitées, si celles-ci ne peuvent pas être infiltrées dans le sol en place.
- \* **Pouzzolane :**  
roche volcanique utilisée comme matériau filtrant et placée dans un préfiltre à la sortie des fosses, ce qui permet de protéger les drains d'épandage contre les dépôts de matières en suspension.
- \* **Zéolite :**  
minéral utilisé comme support de filtration dans un système d'épuration compact, grâce à sa propriété de fixer un nombre de bactéries plus important que les autres matériaux (sable, par exemple).



# Annexe VI – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PARTIE GIRAUDIERE



## Commune de Brussieu

### Plan local d'urbanisme Assainissement collectif

#### Ancien et nouveau zonage Ensemble du territoire communal

- Nouveau zonage d'assainissement collectif
- Ancien zonage d'assainissement collectif
- Réseau d'eaux usées strictes
- Réseau d'assainissement unitaire
- Réseau d'eaux pluviales
- Fossé
- Regard d'assainissement
- Déversoir d'orage
- Station de pompage
- Station de traitement des eaux usées
- Regard d'eaux pluviales
- Grille d'eaux pluviales
- Avaloir pluvial

Suivi :

Versions	Date	Objet	Approuvé
VI	10/05/2016	Projet de plan local d'urbanisme	M. GARNIER
VII	02/07/2016	Modification zonage et ajout réseau	M. GARNIER

## Annexe VII – MODIFICATIONS ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF : ETUDE PARCELLAIRE

### **Remarques :**

Les présentes modifications portent sur une mise en compatibilité des zones urbanisables avec l'enveloppe du zonage de l'assainissement collectif. Il n'est pas prévu d'opération d'extension du réseau de collecte sur des hameaux spécifiques.

Les ajustements d'enveloppes du zonage d'assainissement collectif au regard des alignements de voiries ou de cours d'eau, ne sont pas détaillés et expliqués dans les tableaux ci-dessous, seuls les secteurs ajoutés ou supprimés sont listés.

A noter que ces ajustements sont rendus obligatoires par la mise en place de la dématérialisation des documents d'urbanisme : exigence du CNIG (Conseil National de l'Information Géographique).

**Les parcelles listées peuvent être ajoutées ou supprimées que sur une partie seulement de leur emprise.**

### **Légende des extraits cartographiques :**



Nouvelle enveloppe du zonage d'assainissement collectif (objet de la présente révision)



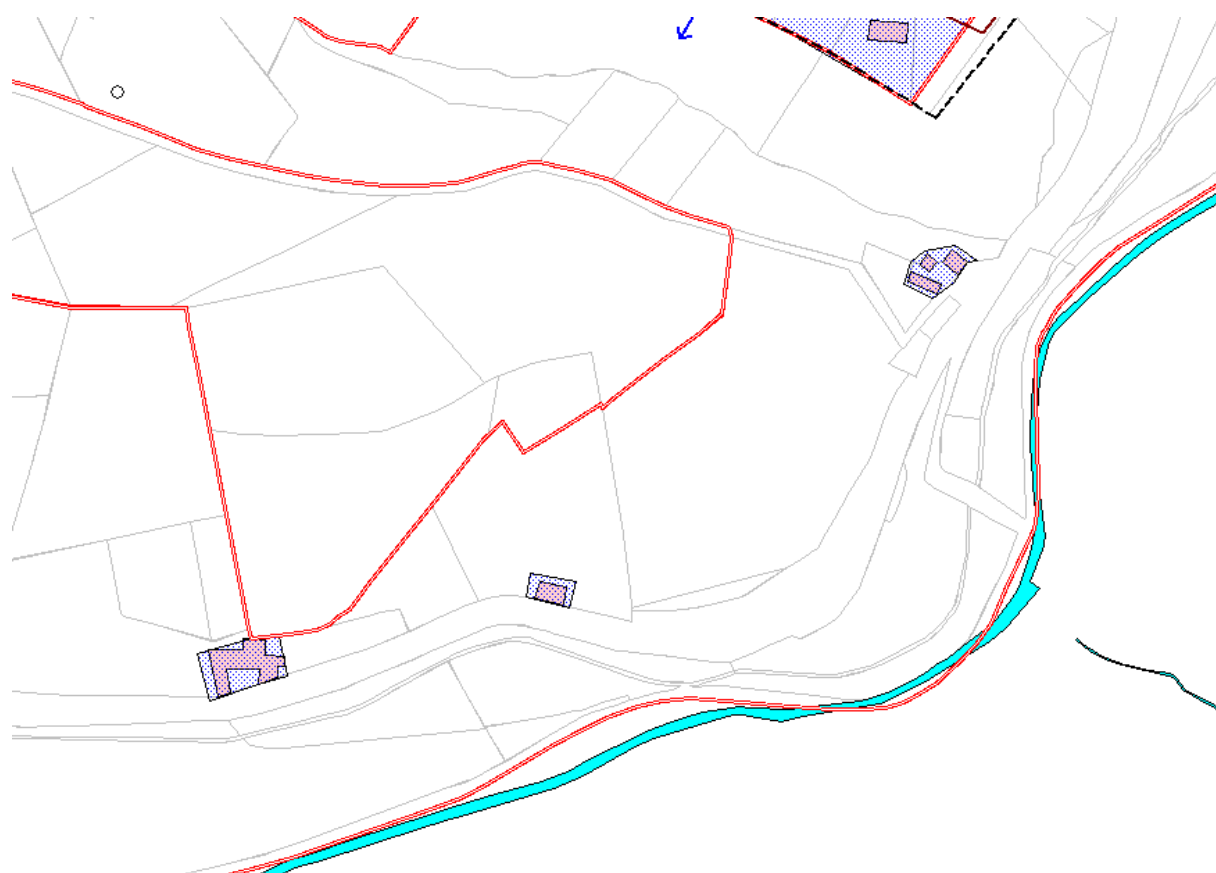
Ancienne enveloppe du zonage d'assainissement collectif



Enveloppe - délimitation des zones du PLU

**Parcelles cadastrales ajoutées au zonage d'assainissement collectif actuel :**

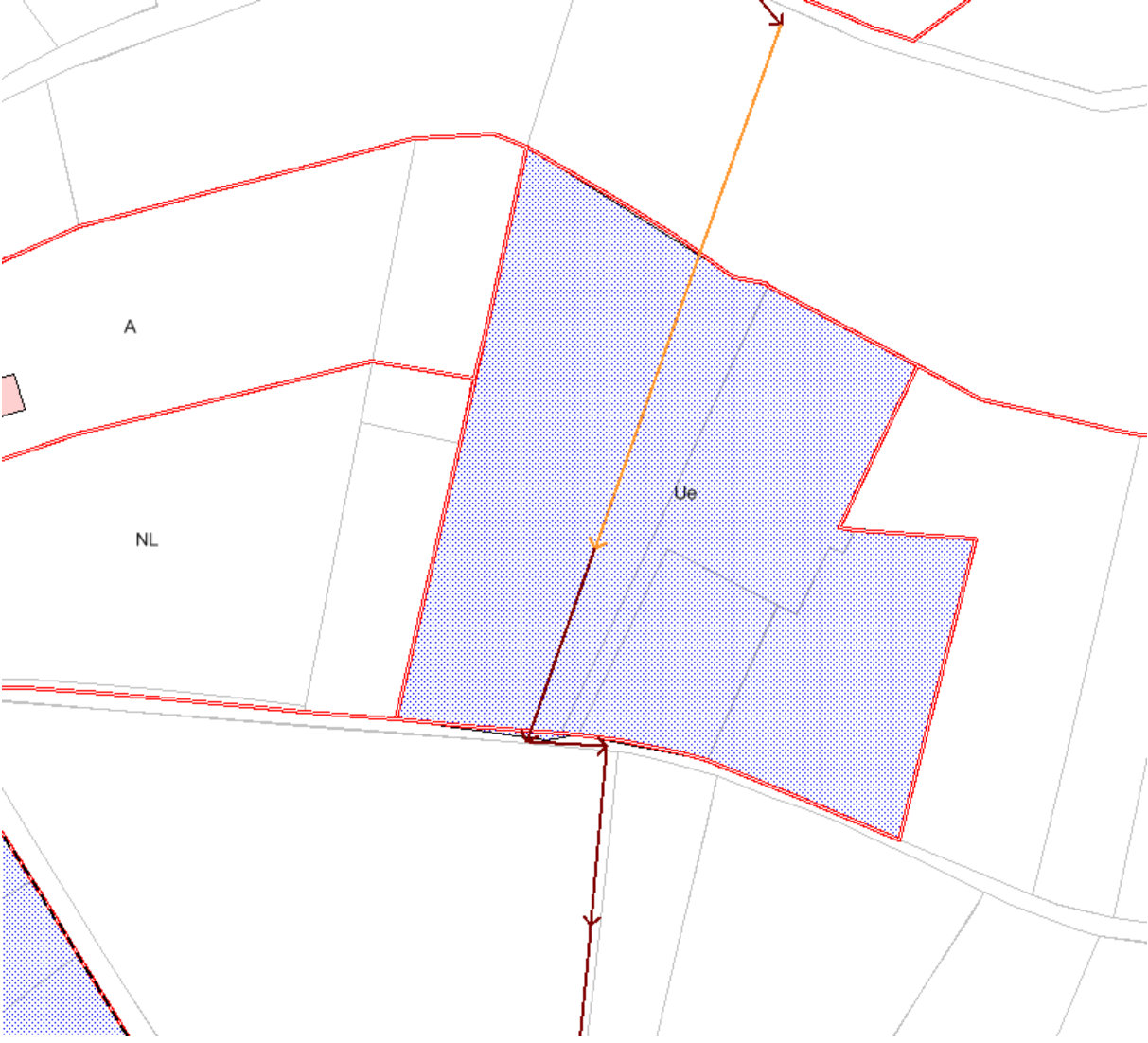
Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de l'ajout :
461 + 457 + 460	A	Ces parcelles seront raccordées au futur réseau d'assainissement qui reliera prochainement le bourg de Brussieu à la nouvelle station d'épuration de la Giraudière. Elles sont placées le long de la D 389.
256 + 791	B	



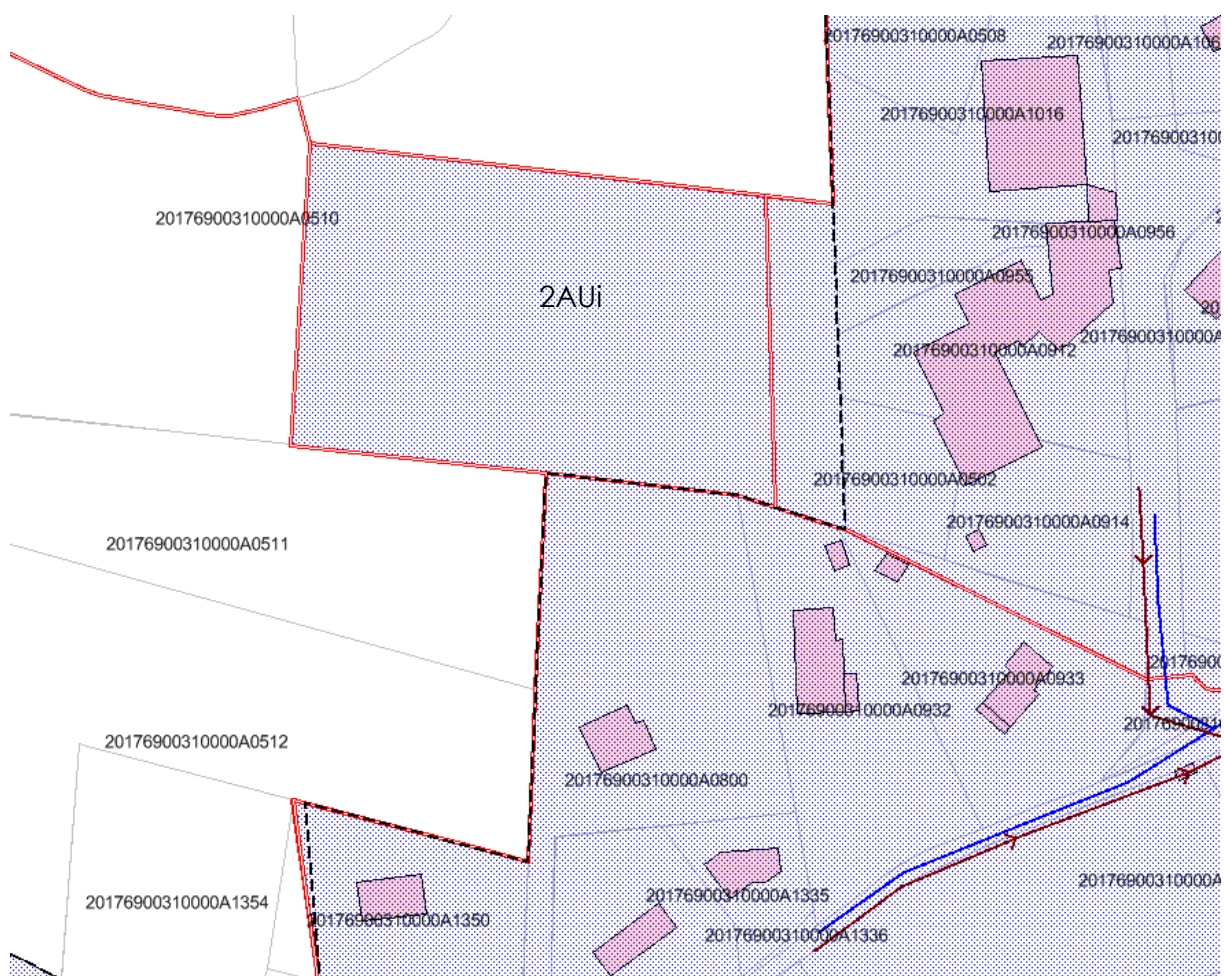


Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de l'ajout :
297 + 298 + 299 + 300+ 854 + 1690	B	Ces parcelles seront raccordées au futur réseau d'assainissement qui reliera prochainement le bourg de Brussieu à la nouvelle station d'épuration de la Giraudière. Elles sont placées le long de la D 389.



Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de l'ajout :
569 + 570 + 571 + 572	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : la zone Ue est incluse dans l'enveloppe du zonage d'assainissement collectif car elle dispose de la possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement qui dessert le site.
 <p>La carte illustre le zonage d'assainissement pour les parcelles 569, 570, 571 et 572. Une zone Ue, destinée à l'assainissement collectif, est représentée en bleu hachuré et est entièrement contenue dans une zone délimitée par une ligne rouge, qui constitue l'enveloppe du zonage d'assainissement collectif. À gauche de cette zone, deux autres zones sont identifiées par les codes 'A' et 'NL'. Des flèches orange et rouge indiquent des points de raccordement au réseau public d'assainissement existant.</p>		

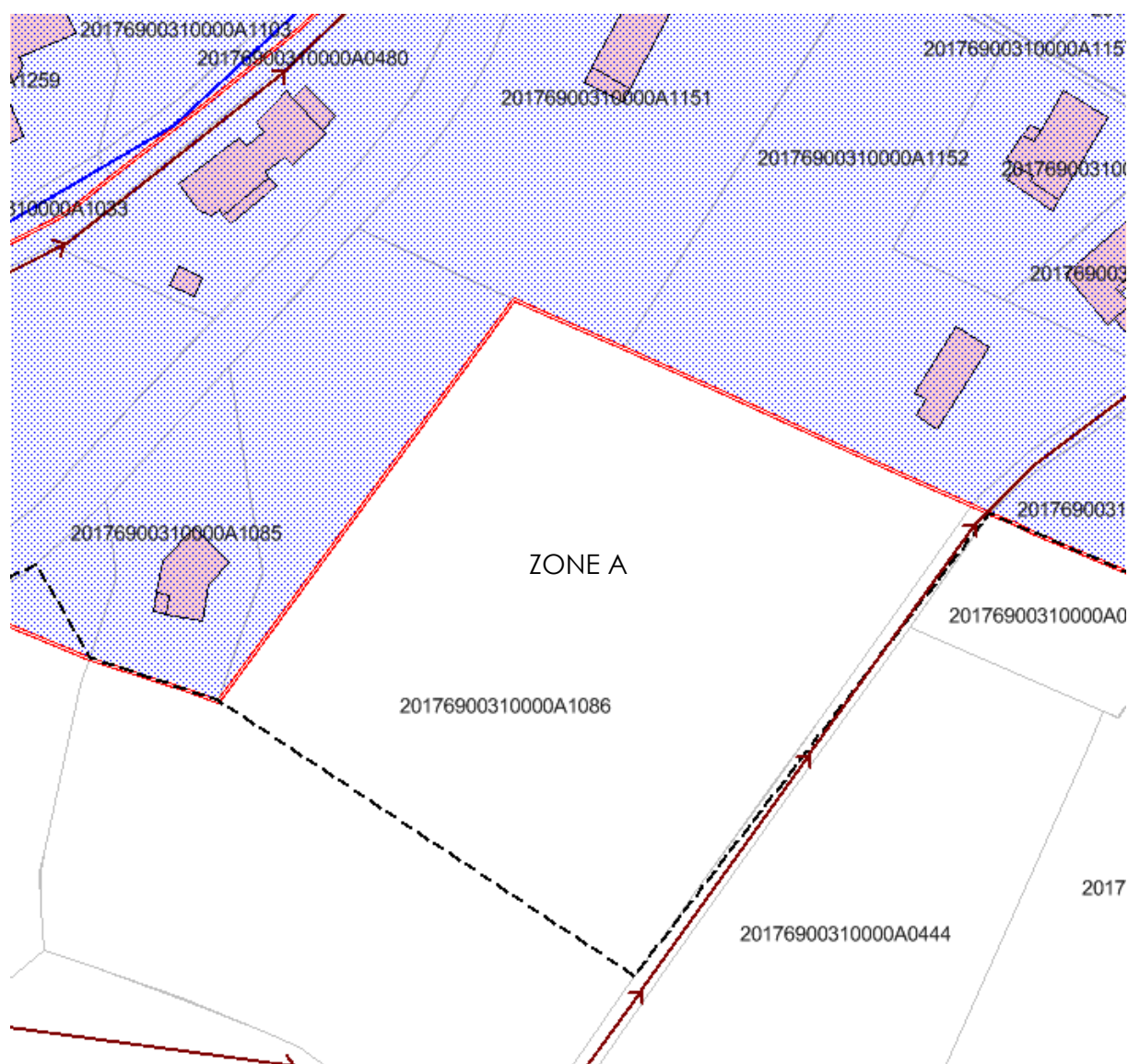
Numéros de parcelle :	Code Section :	Motif de l'ajout :
510	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : la zone 2AU <sub>i</sub> est incluse dans l'enveloppe du zonage d'assainissement collectif



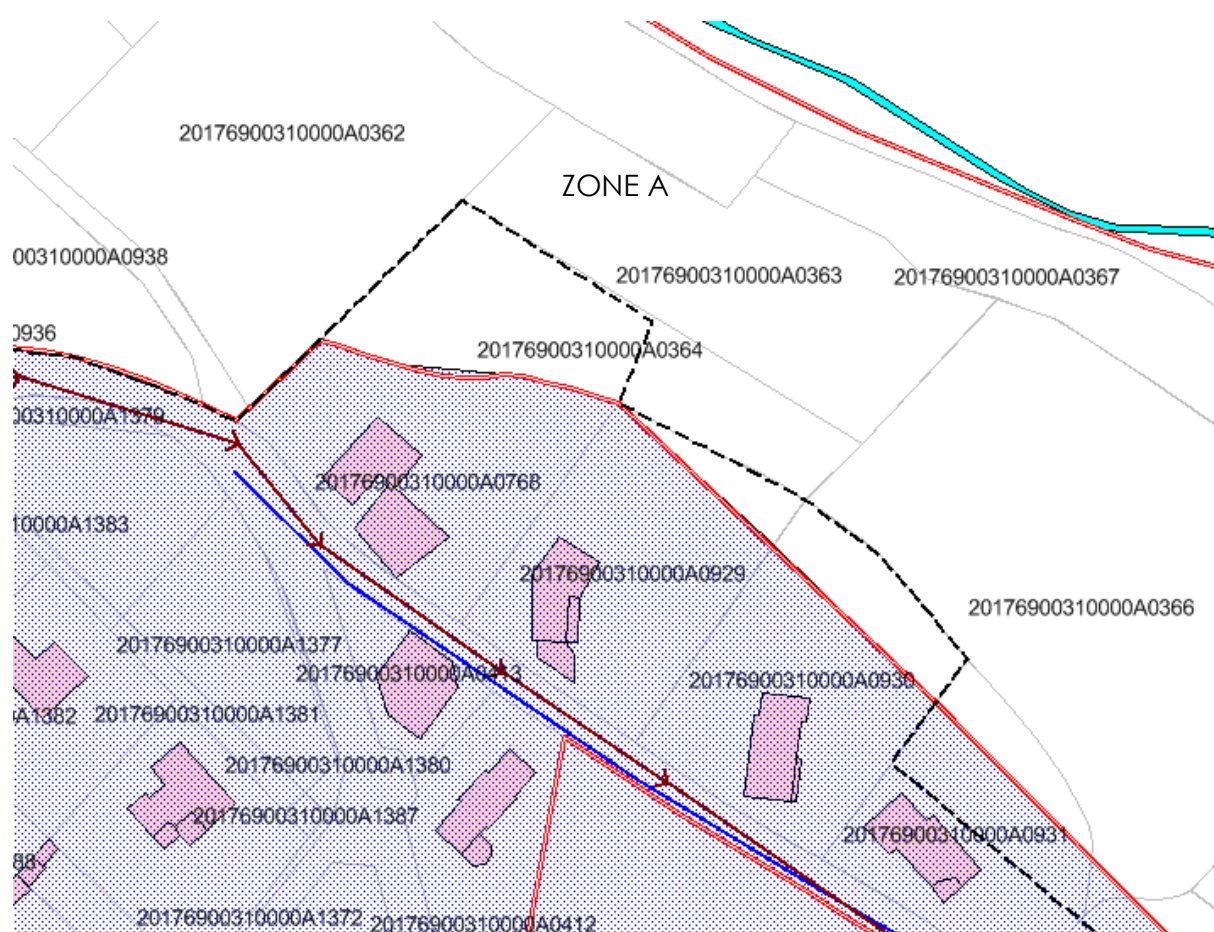


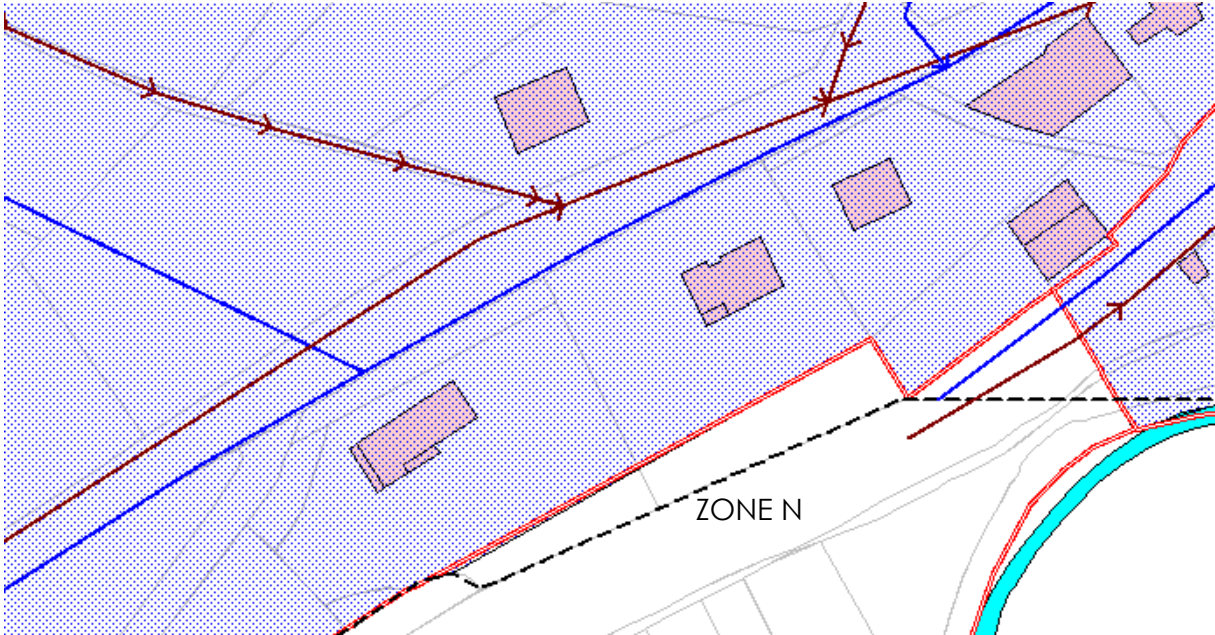
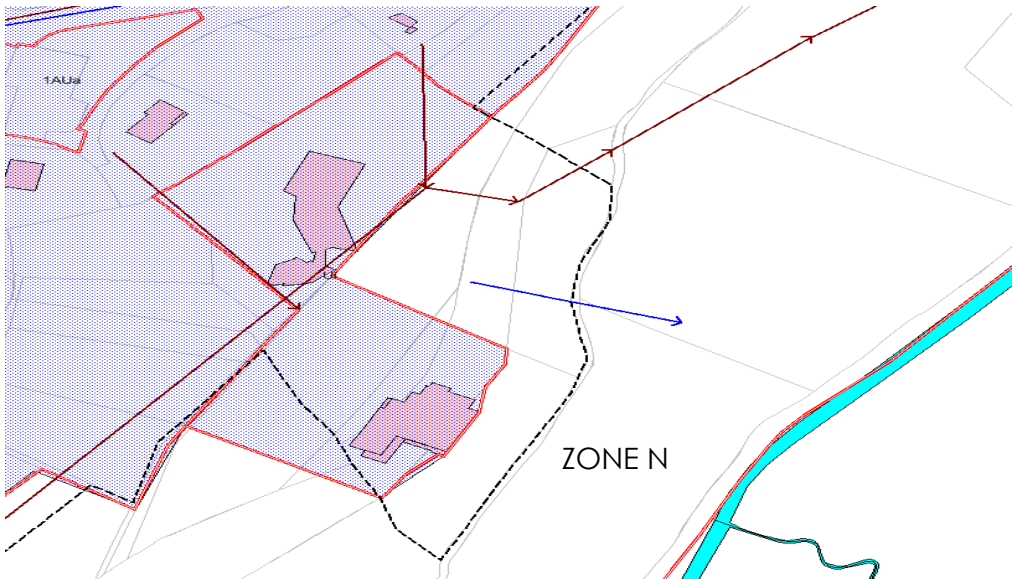
**Parcelles cadastrales supprimées du zonage d'assainissement collectif actuel :**

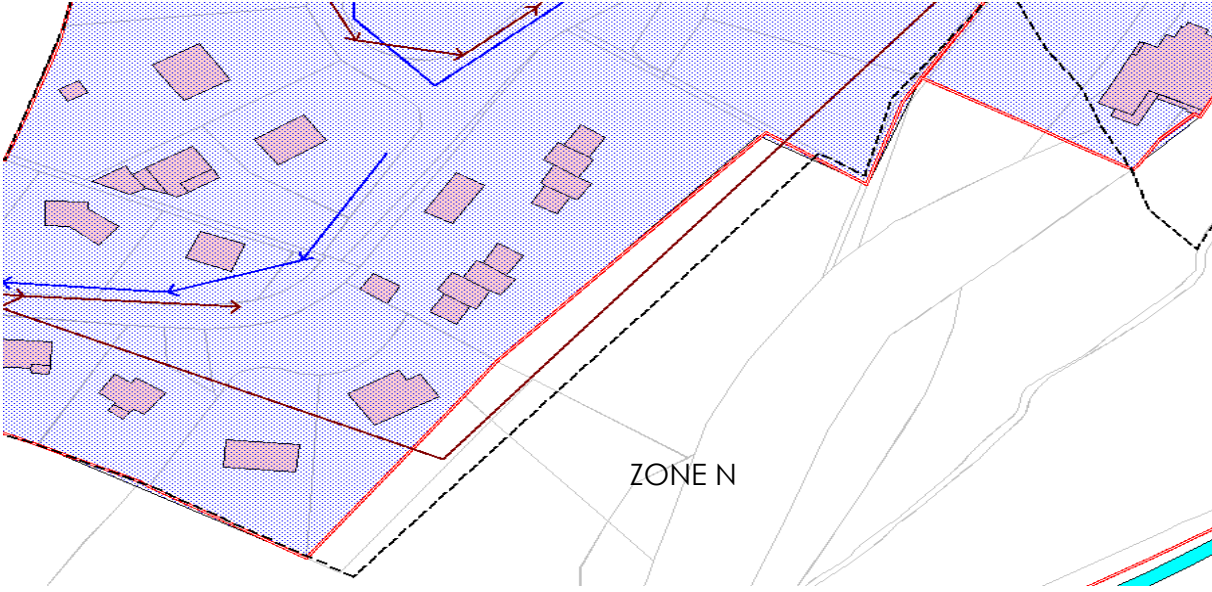
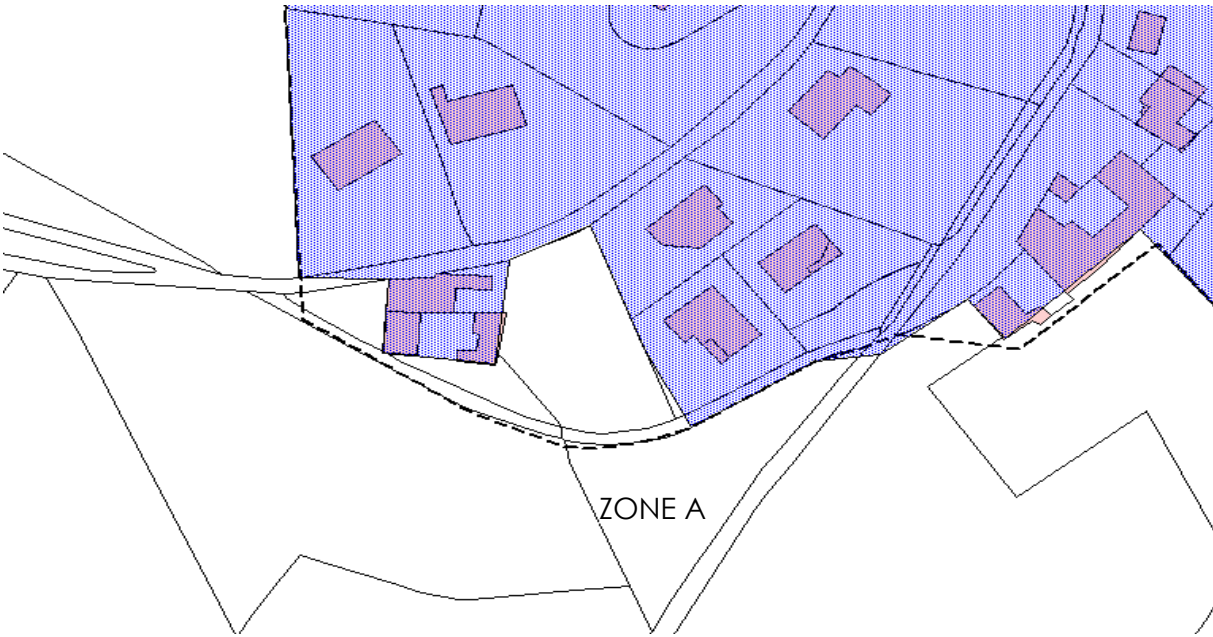
Numéros de parcelle :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
1086	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : cette parcelle est placée dans la zone A du PLU (Agricole) et ne fera pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elle est sortie du zonage d'assainissement collectif



Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
364 + 929 + 930	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone A du PLU (Agricole) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif

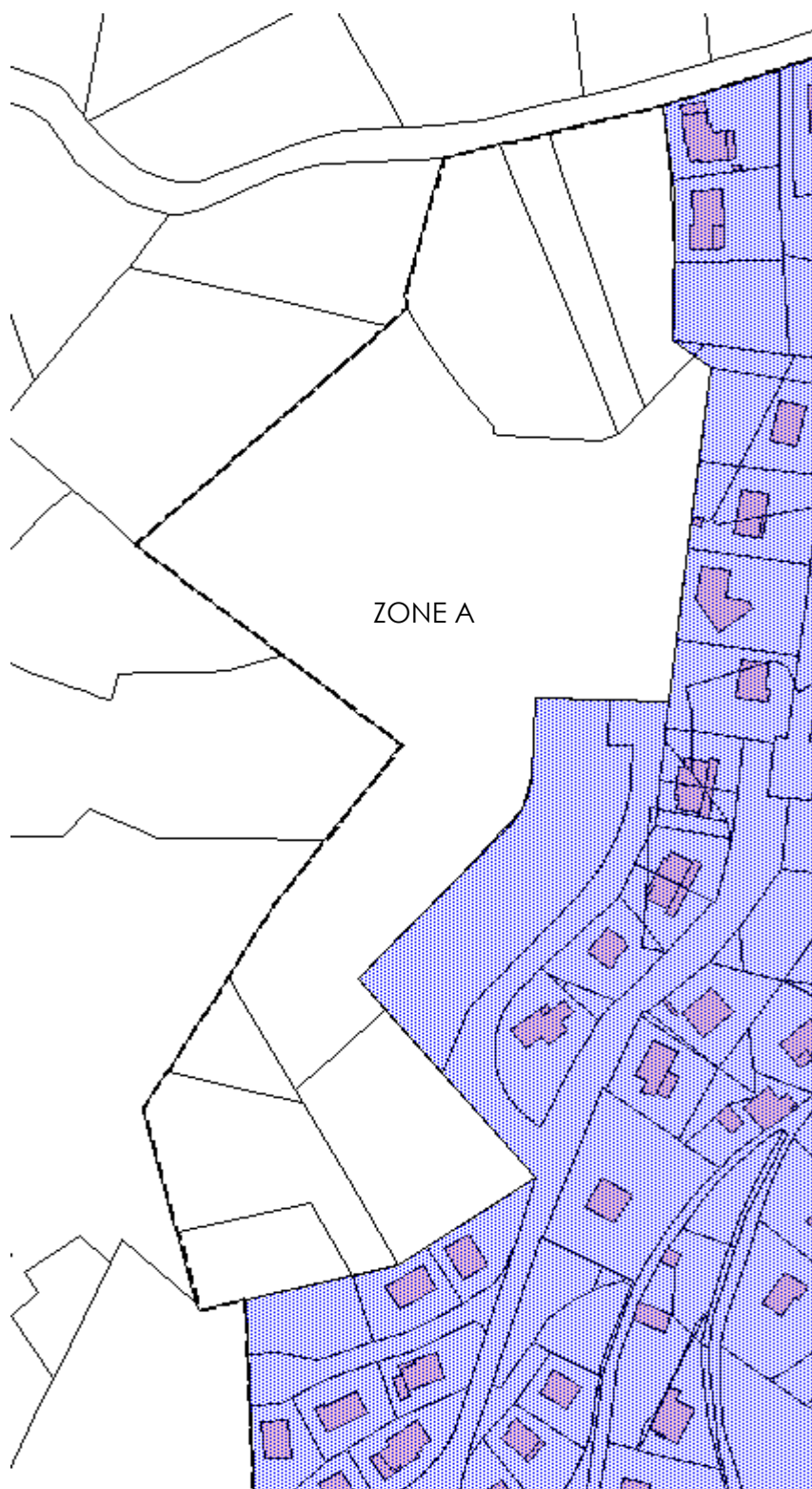


Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
1095 + 1096	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone N du PLU (Naturelle) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif
		
790 + 791 + 400 + 902	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone N du PLU (Naturelle) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif
		

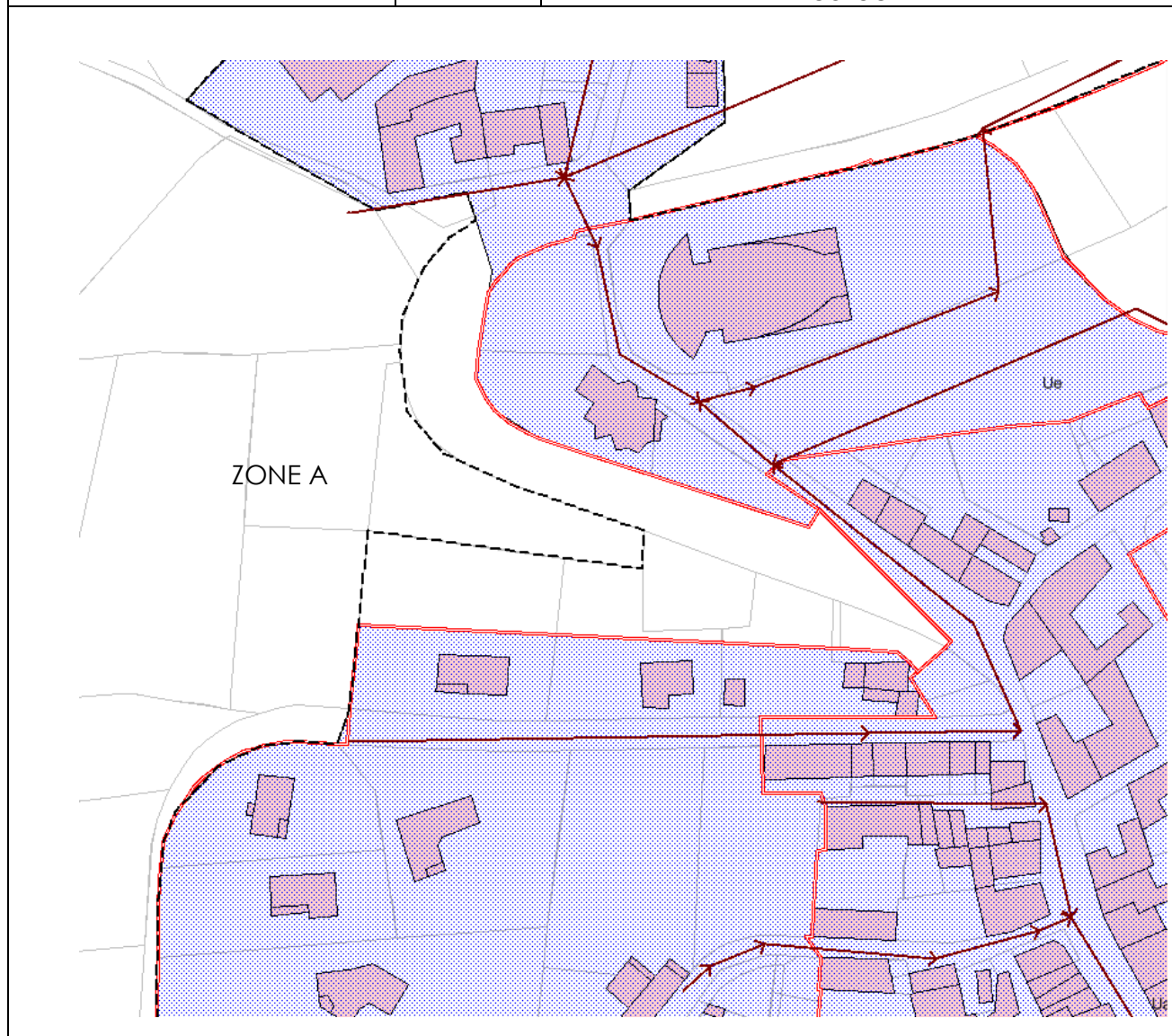
Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
888 + 1080 + 1081 + 1082 + 1079	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone N du PLU (Naturelle) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif
		
75 + 956 + 957	B	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone A du PLU (Agricole) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif
		



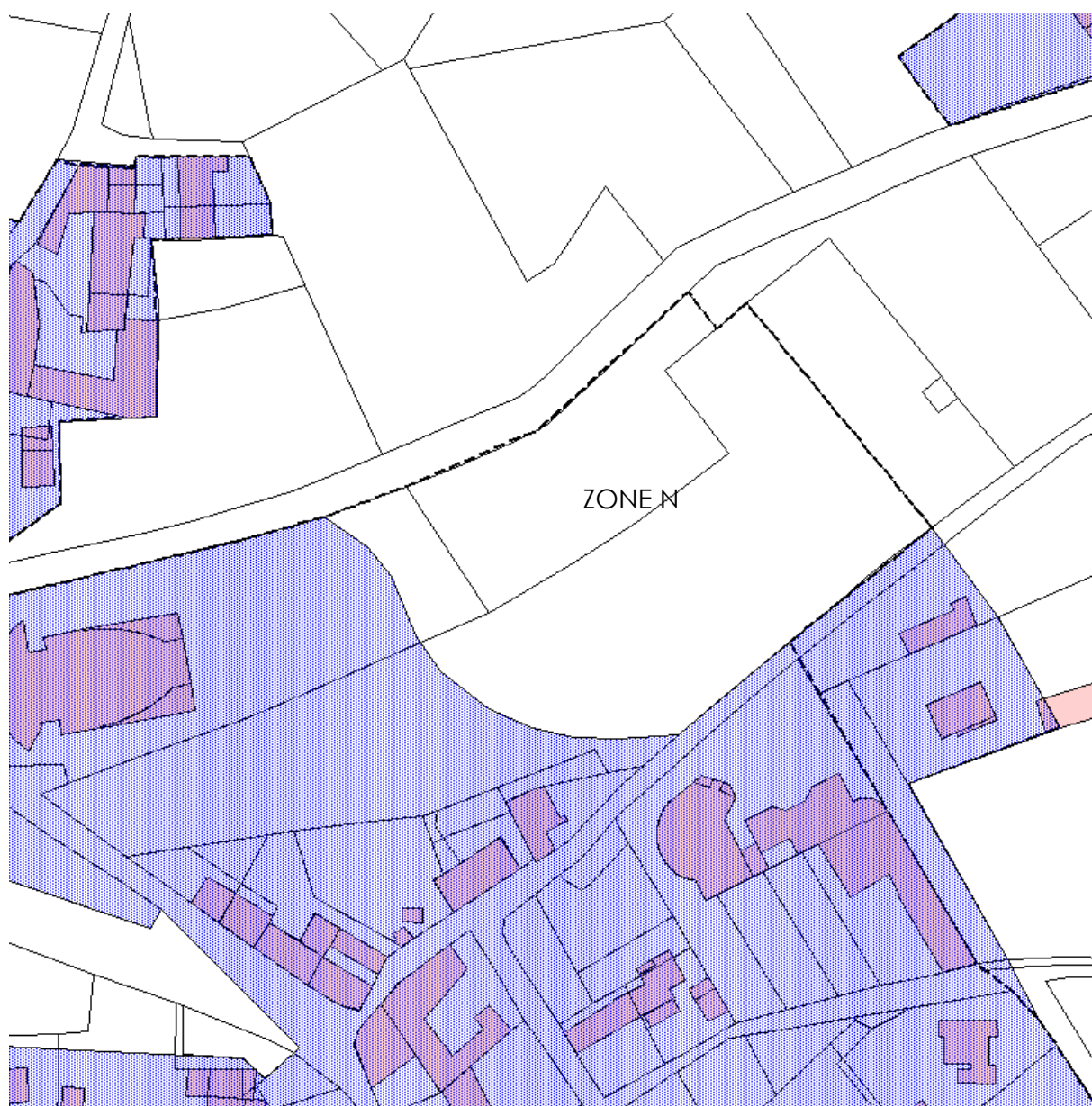
Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
38 + 39 + 40 + 41+ 370 + 371 + 1142 + 1484 + 1508 + 1510 + 1512 + 1524	B	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone A du PLU (Agricole) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage collectif



Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
142 + 811 + 843 + 844 + 845 + 846	B	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone A du PLU (Agricole) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif



Numéros de parcelles :	Code Section :	Motif de la suppression (totale ou partielle) :
595 + 596 + 892	A	Mise en adéquation entre le PLU et le zonage d'assainissement : ces parcelles sont placées dans la zone N du PLU (Naturelle) et ne feront pas l'objet d'une urbanisation, de ce fait, elles sont retirées du zonage d'assainissement collectif





## Annexe VIII – ARRETE PREFECTORAL NOUVELLE USINE DE LA GIRAUDIERE



PRÉFET DU RHÔNE

**Direction Départementale des Territoires  
du Rhône**

*Lyon, le*

**07 AOUT 2017**

*Service Eau et Nature  
Unité Assainissement*

**ARRETE PREFECTORAL N° DDT\_SEN\_2017\_08\_07\_D86**

\*

**IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AU SYNDICAT  
INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU BASSIN DE L'ARBRESLE  
CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE STATION DE TRAITEMENT  
DES EAUX USEES ET D'UN BASSIN D'ORAGE A COURZIEU**

*Le Préfet de la zone de défense sud-est,  
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU la directive (C.E.E.) n°91-271 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

VU la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement – Livre II – Titre 1er et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et R 214-35 ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF\_DIA\_BCI\_2017\_03\_06\_22 du 06 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Joël PRILLARD, directeur départemental des territoires du Rhône ;

VU la décision n° DDT\_SG\_2017\_05\_31\_002 du 31 mai 2017 portant délégation de signature en matière d'attributions générales ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement reçu le 31 mars 2017, présenté par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle, enregistré sous le n° 69-2017-00079 et relatif à la construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées et d'un bassin d'orage à COURZIEU ;

VU le récépissé de déclaration délivré au Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle le 10 avril 2017, après analyse de la complétude du dossier ;

VU la demande de compléments adressée le 12 mai 2017 au Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle ;

VU les compléments en date du 24 juillet 2017 transmis par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle

VU la demande d'observations adressée le 31 juillet 2017 au Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle ;

VU l'absence d'observations spécifiée le 02 août 2017 par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT que des prescriptions additionnelles sont nécessaires pour assurer la protection des éléments mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement et peuvent donc être fixées, conformément aux dispositions de l'article R 214-35 du même code ;

CONSIDERANT qu'ainsi il convient de limiter les impacts de ces travaux sur le milieu récepteur à l'aval du projet par le respect de prescriptions ;

CONSIDERANT que conformément à l'article 18-II de l'arrêté du 21 juillet 2015, lorsque les rejets risquent de dégrader l'état ou de compromettre le respect des objectifs environnementaux du milieu récepteur et des masses d'eau aval et leur compatibilité avec les usages sensibles, le préfet peut demander au maître d'ouvrage un suivi approprié du milieu récepteur des rejets ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires du Rhône ;

#### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA DECLARATION**

Il est donné acte au Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle représenté par Monsieur le Président de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

#### **La construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées et d'un bassin d'orage à COURZIEU**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Station d'épuration de capacité nominale de 208 kgDBO5/j	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

## ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES CONCERNANT LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Les prescriptions suivantes sont insérées :

La station de traitement des eaux usées des communes de Courzieu, Bessenay et Brussieu sera une filière de traitement de type boues activées telle que décrite dans le dossier de déclaration.

Un bassin d'orage de 450 m<sup>3</sup> sera mis en lieu et place de l'ancienne station de traitement des eaux usées.

Le trop-plein du poste de relèvement au niveau du bassin d'orage sera considéré comme le déversoir d'orage en tête de station.

Caractéristiques de la station		
Désignations	Valeur	
	Temps sec	Temps pluie
Capacité nominale de traitement	3 184 EH – 191 kgDBO5/j	3 467 EH – 208 kgDBO5/j
Volume journalier moyen	584 m <sup>3</sup> /j	1 134 m <sup>3</sup> /j
Débit moyen horaire	24 m <sup>3</sup> /h	47 m <sup>3</sup> /h
Débit de pointe	55 m <sup>3</sup> /h	65 m <sup>3</sup> /h
Débit de référence (m <sup>3</sup> /j) = percentile 95 (PC 95) des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (en amont du déversoir d'orage en tête de station) sur 5 ans (N-5 à N-1)		
Le débit de référence est réévalué chaque année en prenant comme référence le PC95 (5 ans) de l'année N-1 pour le jugement de la conformité de l'année N. La valeur du débit de référence sera arrêtée au moment de la validation du planning d'autosurveillance de l'année N (avec fourniture des débits enregistrés de l'année N-1 à l'année N-5).		

La station de traitement des eaux usées des communes de Courzieu, Bessenay et Brussieu fera l'objet d'une autosurveillance dont la fréquence est définie dans le tableau ci-après. Un suivi milieu sera également réalisé. Ce suivi milieu fera l'objet d'un rapport au service de la police de l'eau dans le cadre du bilan annuel. La norme de rejet à respecter et l'autosurveillance à mettre en place sont fixées dans les tableaux suivants :

Norme de rejet et jugement de la conformité					
Type moyenne	Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)	Concentration réductible (mg/l)	Rendement *
moyenne journalière	DBO5	25	ou 11,7	50	93 % (TS)
moyenne journalière	DCO	65	ou 38	250	90 % (TS)
moyenne journalière	MES	33,5	ou 19,6	85	92 % (TS) / 90 % (TP)
moyenne annuelle	NTK	6,2	ou 3,6	-	91 % (TS)
moyenne annuelle	NH4	3,5	ou 2,1	-	94 % (TS)
moyenne annuelle	NGL	15	ou 8,7	-	
moyenne annuelle	Pt	1,5	ou 0,9	-	86 % (TS)

\* rendement donné à titre indicatif, ne rentre pas dans le cadre du jugement de la conformité

Fréquence d'autosurveillance et paramètres mesurés	
<b>Bilans 24 h entrée-sortie :</b> - mesure et enregistrement du débit en entrée et sortie - pH, température, MES, DBO5, DCO, - NTK, NH4, NO2, NO3, NGL, Pt	- en continu - 12 jours / an - 4 jours / an
<b>Déversoir de tête, by-pass :</b> - mesure et enregistrement des débits - estimations des charges polluantes rejetées (MES, DBO5, DCO, NTK, NH4, NO2, NO3, NGL, Pt)	- en continu - en cas de rejet
<b>Boues :</b> - Quantité de matières sèches de boues produites : - Siccité - Analyses de l'ensemble des paramètres prévues à l'arrêté du 8 janvier 1998	- 1 fois / mois - 1 fois / mois - 2 fois / an
<b>Suivi de la qualité du milieu récepteur en 2 points : un en amont, un second en aval éloigné *:</b> MES, DCO, DBO5, NTK, NH4, NO2, NO3, NGL, Pt, pH, t°C, débit, conductivité	1 fois / an en période d'étiage pendant 3 ans

\* les points de suivi feront l'objet d'une validation par le service Police de l'eau

Nombre maximal d'échantillons non conformes autorisés par paramètre, en fonction du nombre d'échantillons prélevés dans l'année	
Nombre d'échantillons prélevés	nombre maximal d'échantillons non conformes
1-2	0
3-7	1
8-16	2

Les modalités d'autosurveillance sont conformes à l'arrêté du 21 juillet 2015. Si celui-ci venait à être modifié, les modalités d'autosurveillance à prendre en compte pour le contrôle de la présente station de traitement des eaux usées seraient celles qui seraient les plus contraignantes entre le présent arrêté et la réglementation nationale (nombre de paramètres et fréquence plus importants).

La station de traitement des eaux usées sera totalement clôturée.

### ARTICLE 3 : PHASE CHANTIER

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle préviendra le service Police de l'eau de la date de début des travaux au moins 1 mois avant leur début puis l'informer régulièrement du bon déroulement du chantier et de la date de la mise en service effective de la nouvelle unité de traitement des eaux usées.

Durant les travaux, la continuité du traitement sera assurée.

L'analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles, prévue à l'article 7 de l'arrêté du 21 juillet 2015, sera transmise au service Police de l'eau avant la mise en service de l'installation.

#### **ARTICLE 4 : DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 5 : PUBLICITE**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur :

- Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Courzieu avec une copie de la déclaration et du récépissé délivré pendant un délai d'au moins un mois.
- Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
- Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant au moins 6 mois.

#### **ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lyon à compter de son affichage en mairie de Courzieu dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les 6 mois après publication, le délai de recours continue à courir pendant 6 mois à compter de la mise en service du IOTA.

#### **ARTICLE 7 : EXECUTION**

Le préfet, secrétaire général, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et dont copie sera adressée à l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et au maire de Courzieu chargés de l'affichage prévu à l'article 5 du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le directeur départemental

La directrice adjointe,  
  
MARION BAZAILLE-MANCHES

## Annexe IX – ETUDE AU CAS PAR CAS